

PRÉFACE

Le 31 juillet 2008

Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, les résultats de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) ont enregistré de nouveau une hausse sensible grâce à un effort soutenu d'adaptation face à l'évolution constante de la propriété intellectuelle sur la scène mondiale.

Les dépenses de l'Organisation ont été maîtrisées tandis que les recettes ont maintenu leur évolution positive.

La proposition de budget révisé pour l'exercice biennal n'ayant pas été adoptée par les États membres de l'OMPI lors de l'Assemblée générale de septembre 2007, les dépenses ont été maintenues au niveau du budget initialement approuvé, qui a été ajusté uniquement dans la mesure permise par les pouvoirs du Directeur général. Conjugée à un niveau de recettes plus élevé que prévu, cette situation a conduit à un excédent de 76,7 millions de francs suisses, au lieu du résultat équilibré prévu dans le budget initial de l'exercice biennal 2006-2007.

En conséquence, les réserves ont augmenté de façon significative pour atteindre, cumulées avec les fonds de roulement, le montant de 203,6 millions de francs suisses, soit 38,2% des dépenses biennales de l'Organisation, au-dessus de l'objectif de 18% fixé par les États membres.

Cette situation contribue à préparer au mieux l'Organisation au passage aux nouvelles normes comptables IPSAS* approuvées par les États membres, qui entreront officiellement en vigueur en janvier 2010.

En l'absence d'approbation de la proposition de budget révisé par les États membres, ce rapport de gestion financière présente les comptes de l'Organisation pour l'exercice biennal 2006-2007 par comparaison avec le budget initial ainsi qu'avec les chiffres de l'exercice biennal précédent. Il se veut un document de référence pour les États membres dans leurs échanges avec l'OMPI et dans l'élaboration des budgets futurs, à laquelle ils prennent une part active.

Le Directeur général :

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end, followed by a period.

Kamil Idris

* Normes comptables internationales du secteur public



ORGANISATION
MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE

Rapport de gestion financière 2006-2007

Ce rapport de gestion financière est exprimé en francs suisses et expose les résultats financiers de l'OMPI et des unions administrées par l'OMPI*.

Les premières pages présentent un résumé des résultats qui fait apparaître un excédent de recettes de 76,7 millions de francs suisses, ainsi que la situation des différentes unions, celle des réserves et des principales provisions. Ce résumé est suivi du détail des dépenses, des recettes et du bilan au 31 décembre 2007. Des informations plus précises sont fournies ensuite sur les contributions de l'exercice biennal 2006-2007, les fonds de réserve ainsi que les autres actifs et passifs de l'Organisation.

La répartition des 293 millions de francs aux États membres au cours de l'exercice biennal au titre des arrangements de Madrid et de La Haye est expliquée dans un chapitre à part, suivi par les tableaux standards communs à toutes les institutions spécialisées du système des Nations Unies.

Dans un souci de transparence, les fonds de dépôt alloués par les États membres ont été traités comme une entité à part entière, indépendante de la comptabilité de l'OMPI, et sont présentés dans un chapitre séparé.

Des notes sur la méthode d'établissement des comptes et les engagements hors bilan complètent ce document.

* Union de Paris (122^e et 123^e années), Union de Berne (119^e et 120^e années), Union de Madrid (115^e et 116^e années), Union de La Haye (81^e et 82^e années), Union de Nice (49^e et 50^e années), Union de Lisbonne (48^e et 49^e années), OMPI (37^e et 38^e années), Union de Locarno (36^e et 37^e années), Union IPC (32^e et 33^e années), Union PCT (29^e et 30^e années), Union TRT (27^e et 28^e années), Union de Vienne (21^e et 22^e années)

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Principaux paramètres financiers et autres

5

Résumé des résultats

Budget initial pour l'exercice 2006-2007	Tableau 1	6
Résultats globaux	Tableau 2	6
Résultats par union.....	Tableau 3	6
Situation des fonds de réserve et de roulement.....	Tableau 4	7
Situation de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service	Tableau 5	7
Bilan résumé au 31 décembre 2007	Tableau 6	7

Dépenses

Budget initial, virements et affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité, par programme - Exercice 2006-2007	Tableau 7	8
Rapport sur le budget et les dépenses, par programme - Exercice 2006-2007	Tableau 8	9
Rapport sur les postes et sur les effectifs, par programme - Exercice 2006-2007	Tableau 9	10
Notes explicatives.....		11
Budget initial, virements et affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité, par objectif stratégique	Tableau 10	12
Notes explicatives.....		12
Montant des dépenses par objet de dépense - Exercice biennal 2006-2007	Tableau 11	15
Notes explicatives.....		16
Comparaison du budget initial et des dépenses, par Union - Exercice 2006-2007	Tableau 12	21
Nouveau bâtiment : Comparaison entre les différentes . estimations et les montants réels relatifs à la construction, en date du 31 décembre 2007	Tableau 13	22
Notes explicatives		23

Recettes

Comparaison du budget initial et des recettes - Exercice 2006-2007	Tableau 14	24
Recettes – Exercice 2006-2007	Tableau 15	25
Notes explicatives.....		26

Bilan (au 31 décembre 2007)

Actif	Tableau 16	28
Passif.....	Tableau 17	29
<i>Contributions et fonds de roulement</i>		
Contributions selon le système de contribution unique.....	Tableau 18	30
Contributions à recouvrer et arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMAs), inscrits au compte spécial (gelé), au 31 décembre 2007	Tableau 19	33
Contributions reçues d'avance	Tableau 20	40
Fonds de roulement au 31 décembre 2007	Tableau 21	41
<i>Fonds de réserve</i>		
Recettes, dépenses, réserves et fonds de roulement, 1998-2007	Tableau 22	47
Réserves et fonds de roulement	Tableau 23	48
Fonds de réserve des Unions (PCT, La Haye, Lisbonne, Madrid) et du Centre d'arbitrage et de Médiation	Tableau 24	48

	Pages
Bilan (au 31 décembre 2007) (suite)	
<i>Autres actifs et passifs</i>	
Comptes bancaires.....	Tableau 25 49
Avances diverses	Tableau 26 49
Débiteurs divers.....	Tableau 27 49
Compte transitoire actif.....	Tableau 28 49
Mobilier, matériel et inventaires divers	Tableau 29 49
Bâtiments et amortissement.....	Tableau 30 50
Créanciers divers.....	Tableau 31 50
Compte transitoire passif.....	Tableau 32 50
Provisions	Tableau 33 50
Répartition des taxes.....	Tableau 34 50
Répartition Madrid et La Haye	
Union de Madrid- Émoluments supplémentaires- 2006	51
Union de Madrid- Compléments d'émoluments- 2006.....	53
Union de Madrid- Total des émoluments- 2006	55
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid- Taxes individuelles- 2006.....	56
Union de Madrid- Paiement effectué selon la Règle 39 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole	57
Union de Madrid- Émoluments supplémentaires- 2007	58
Union de Madrid- Compléments d'émoluments- 2007	60
Union de Madrid- Total des émoluments- 2007	62
Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid- Taxes individuelles- 2007	63
Union de La Haye- Taxes étatiques et taxes de désignations- 2006.....	64
Union de La Haye- Taxes étatiques et taxes de désignations- 2007.....	65
Unions de Madrid et de La Haye- Répartition 2006	66
Unions de Madrid et de La Haye- Répartition 2007	67
Unions de Madrid et de La Haye- Récapitulation 2006-2007	68
Tableaux communs au système des Nations Unies	
Comparaison des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 2004-2005 et de l'exercice biennal 2006-2007	Tableau 35 69
Bilan comparatif 2005-2007, Actif	Tableau 36 70
Bilan comparatif 2005-2007, Passif.....	Tableau 37 71
Relevé des recettes et des dépenses et évolution des fonds de réserve et des fonds de roulement (Relevé I)	Tableau 38 72
Relevé des actifs, passifs, réserves et fonds de roulement (Relevé II)	Tableau 39 73
Évolution des mouvements de trésorerie (Relevé III)	Tableau 40 74
Fonds de dépôt.....	75
Notes concernant le Rapport de Gestion Financière 2006-2007	88
Vérification et approbation	91

PRINCIPAUX PARAMÈTRES FINANCIERS ET AUTRES

(en millions de francs suisses)

Le document "Programme et budget" adopté pour 2006-2007 contient une liste de paramètres financiers et autres, essentiels de l'OMPI (cf. Publication N° 360F/PB0607, page 14). Le tableau ci-dessous actualise les informations contenues dans ledit document en présentant, pour chaque paramètre, les chiffres réels du biennium 2006-2007, comparés aux chiffres du budget initial pour la même période ainsi qu'aux chiffres réels du biennium 2004-2005. Le détail des données ci-dessous est présenté dans les pages qui suivent.

	Réal 2004-2005	Budget initial 2006-2007	Réal 2006-2007	Différence entre le réel et le budget initial 2006-2007	
				Montant	%
RECETTES					
Contributions	34.5	34.5	34.7	0.2	0.6%
Taxes					
PCT	400.6	398.0	451.1	53.1	13.3%
Madrid	60.8	81.5	90.3	8.8	10.8%
La Haye	5.0	5.5	5.0	(0.5)	(8.5)%
Lisbonne	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0%
Total des taxes	466.4	485.0	546.5	61.5	12.7%
Autres recettes	21.8	11.5	28.1	16.6	144.2%
TOTAL DES RECETTES	522.7	531.0	609.3	78.3	14.7%
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	351.5	353.9	358.6	4.7	1.3%
<i>Provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service *</i>	16.9	0.0	17.5	17.5	n/a
Total des dépenses de personnel	368.4	353.9	376.1	22.2	6.3%
Autres dépenses	142.8	171.8	156.5	(15.3)	(8.9)%
Non affecté	0.0	5.3	0.0	(5.3)	(100.0)%
TOTAL DES DÉPENSES	511.2	531.0	532.6	1.6	0.3%
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	11.5	0.0	76.7	76.7	n/a
RÉSERVES ET FONDS DE ROULEMENT	126.9	100.8	203.6	102.8	101.9%
ACTIVITÉS D'ENREGISTREMENT					
Nombre de demandes PCT	259 210	258 000	305 448	47 448	18.4%
Nombre d'enregistrements et de renouvellements système de Madrid	71 390	96 000	108 378	12 378	12.9%
Nombre d'enregistrements et de renouvellements système de La Haye	10 028	10 600	10 382	(218)	(2.1)%
PERSONNEL					
Total des effectifs	1 260	1 350	1 261	(89)	(6.6)%
COÛTS DE LOCATION	27.3	21.7	19.3		

* Il est proposé aux États-membres de doter cette provision, non comprise dans le budget initial, de 17,5 millions de francs suisses, comme cela avait été fait en 2004-2005.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

Tableau 1. Budget initial pour l'exercice 2006-2007

(en milliers de francs)

Le budget adopté par les Assemblées en 2005 (document A/41/17, paragraphe 194) se présentait comme suit :

	Budget
Recettes (document A/41/4-WO/PBC/8/3)	531 000
Dépenses (document A/41/4-WO/PBC/8/3)	531 000
Résultat prévu au budget	0

Tableau 2. Résultats globaux

(en milliers de francs)

	Réel
Recettes	609 290
Dépenses	532 615
Excédent	76 675

Pour de plus amples informations, voir les explications détaillées données concernant le budget initial, le budget révisé proposé et le budget ajusté après les tableaux 7, 8 et 9, consacrés aux dépenses du biennium.

Tableau 3. Résultats par Union

(en milliers de francs)

Les unions financées par les contributions, l'Union du PCT, celles de Madrid et de Lisbonne font apparaître un excédent, tandis que l'Union de La Haye et le Centre d'arbitrage font apparaître un déficit.

Budget initial	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par les contributions	34 500	36 241	(1 741)
Union du PCT	398 000	411 555	(13 555)
Union de Madrid	81 500	71 320	10 180
Union de La Haye	5 500	6 059	(559)
Union de Lisbonne	-	-	-
Centre d'arbitrage	-	-	-
UPOV	-	-	-
Autres	11 500	5 825	5 675
Total	531 000	531 000	-

Réel	Recettes	Dépenses	Résultat
Unions financées par les contributions	39 083	36 369	2 715
Union du PCT	463 174	412 011	51 163
Union de Madrid	97 264	72 545	24 720
Union de La Haye	5 385	6 080	(695)
Union de Lisbonne	9	-	9
Centre d'arbitrage	3 198	4 435	(1 236)
UPOV	1 177	1 177	-
Total	609 290	532 615	76 675

La répartition des dépenses communes, c'est-à-dire communes à deux ou plusieurs unions administrées par l'OMPI, a été effectuée selon le principe adopté par les Assemblées (document A/41/17, paragraphe 194 et Publication N° 360F/PB0607, tableau 3).

Tableau 4. Situation des fonds de réserve et de roulement
(en milliers de francs)

À la fin du biennium 2006-2007, la situation des fonds de réserve et de roulement (FRR) est la suivante:

Fonds de réserve et fonds de roulement	Au 31/12/2005	Opérations 2006-2007	Au 31/12/2007
Unions financées par les contributions	21 760	2 715	24 475
Union du PCT	87 746	51 163	138 909
Union de Madrid	17 054	24 720	41 774
Union de La Haye	355	(695)	(340)
Union de Lisbonne	103	9	112
Centre d'arbitrage	(62)	(1 236)	(1 298)
Total	126 956	76 675	203 631

Tableau 5. Situation de la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service
(en millions de francs)

	Montant estimé de l'obligation à couvrir	Au 31/12/2005	Dotation	Au 31/12/2007
			(Prélèvements)	
Provision pour cessation de service	18.4	11		18.4
Provision pour prestations médicales après cessation de service	64.6	13	17,5 + (3,7)	19.4
Total	83.0	24	13.8	37.8

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est dans l'obligation contractuelle de payer des indemnités de rapatriement, de départ et de congés accumulés à certaines catégories de fonctionnaires, au moment de leur cessation de service. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en octobre 2007, pour le biennium 2006-2007, par un cabinet indépendant, cette obligation a été estimée à (10,6 + 2,1 + 5,7=) 18,4 millions de francs.

L'OMPI est dans l'obligation contractuelle de fournir aux fonctionnaires, après la cessation de service, des prestations médicales sous forme de primes au titre du régime d'assurance-maladie et accident. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée par un cabinet indépendant en octobre 2007, cette obligation a été estimée à 64,6 millions de francs.

Pour couvrir ces obligations, une dotation de 6% de la masse salariale biennale a été passée au cours de l'exercice 2006-2007, comme c'était le cas au cours de l'exercice 2004-2005.

Une étude exhaustive sera effectuée périodiquement afin de vérifier si le financement de cette obligation est bien conforme à l'évolution de l'engagement réel.

Tableau 6. Bilan résumé au 31 décembre 2007
(en milliers de francs)

Actif		Passif	
Liquidités	362 285	Comptes créditeurs	125 698
Avances	6 753	Compte transitoire passif	2 323
Comptes débiteurs		Provisions	38 405
Contributions à recouvrer	6 495	Répartition des taxes	59 184
Arriérés gelés des PMA	4 545	Fonds de réserve	195 288
Autres	4 280	Fonds de roulement	8 342
Compte transitoire actif	639		
Prêt	10 000		
Biens mobiliers et immobiliers	34 243		
Total	429 240	Total	429 240

Tableau 7. Budget initial, virements et affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité, par programme – Exercice 2006-2007 (en milliers de francs)

	Budget initial 2006-2007	Virements	Virements en % du budget initial du programme	Virements en % du budget initial total	Ressources supplémentaires affectées sur la base de la clause de flexibilité	Ajustement du budget après virements et affectation de ressources résultant de la clause de flexibilité	
1	Sensibilisation et communication	13 280	(383)	-2.9%	-0.1%	-	12 897
2	Coordination extérieure	10 743	343	3.2%	0.1%	-	11 086
3	Utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au service du développement	12 347	5 139	41.6%	1.0%	-	17 486
4	Utilisation du droit d'auteur dans l'environnement numérique	2 608	(1 265)	-48.5%	-0.2%	-	1 343
5	Propriété intellectuelle et politique des pouvoirs publics	1 608	(1 237)	-76.9%	-0.2%	-	371
6	Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, PMA	37 649	(1 654)	-4.4%	-0.3%	-	35 995
7	Certains pays d'Europe et d'Asie	4 530	44	1.0%	0.0%	-	4 574
8	Modernisation des institutions de propriété intellectuelle	4 843	(192)	-4.0%	0.0%	-	4 651
9	Gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes	2 114	(1 173)	-55.5%	-0.2%	-	941
10	Application des droits de propriété intellectuelle	2 966	(234)	-7.9%	0.0%	-	2 732
11	Académie mondiale de l'OMPI	14 327	(1 718)	-12.0%	-0.3%	-	12 609
12	Droit des brevets	2 996	(452)	-	-0.1%	-	2 544
13	Droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques	4 954	(1 262)	-25.5%	-0.2%	-	3 692
14	Droit d'auteur et droits connexes	5 683	1 036	18.2%	0.2%	-	6 719
15	Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	4 649	1 250	26.9%	0.2%	-	5 899
16	Administration du système PCT	144 445	6 318	4.4%	1.2%	2 353	153 116
17	Réforme du PCT	2 301	38	1.7%	0.0%	-	2 339
18	Systèmes d'enregistrement de Madrid, de La Haye et de Lisbonne	41 949	1 992	4.7%	0.4%	1 021	44 962
19	Information en matière de brevets, classification et normes de propriété industrielle	5 459	1 177	21.6%	0.2%	-	6 636
20	Classifications internationales dans le domaine des marques et des dessins et modèles industriels	1 270	(427)	-33.6%	-0.1%	-	843
21	Services d'arbitrage et de médiation et principes directeurs et procédures concernant les noms de domaine	6 519	306	4.7%	0.1%	-	6 825
22	Direction générale	13 977	(1 361)	-9.7%	-0.3%	-	12 616
23	Contrôle budgétaire et mobilisation de ressources	4 513	617	13.7%	0.1%	193	5 323
24	Supervision interne	1 781	17	1.0%	0.0%	-	1 798
25	Gestion des ressources humaines	15 725	807	5.1%	0.2%	97	16 629
26	Opérations financières	11 265	242	2.1%	0.0%	77	11 584
27	Techniques de l'information	38 978	3 528	9.1%	0.7%	153	42 659
28	Conférences, service linguistique, imprimerie et archives	40 800	258	0.6%	0.0%	77	41 135
29	Gestion des locaux	58 751	(4 574)	-7.8%	-0.9%	-	54 177
30	Voyages et achats	8 082	843	10.4%	0.2%	173	9 098
31	Nouvelle construction	4 631	(2 922)	-63.1%	-0.6%	-	1 709
Total	525 743	5 101	1.0%	1.0%	4 144	534 988	
<i>Non affecté</i>	5 257	(5 101)	na	-1.0%	-	156	
TOTAL	531 000	0	-	-	4 144	535 144	

Tableau 8. Rapport sur le budget et les dépenses, par programme – Exercice 2006-2007
(en milliers de francs)

Programmes	Budget initial 2006-2007	Ajustement du budget après virements et affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité	Total des dépenses (décaissements et engagements non- liquidés)	Taux utilisation par rapport au:		Provision pour cessation de service (6% de l'ensemble des coûts salariaux associés aux postes)	Dépenses incluant la provision pour cessation de service de 6%	Taux d'utilisation, y compris la provision pour cessations de service par rapport au:	
				Budget initial	Budget ajusté			Budget initial	Budget ajusté
1 Sensibilisation et communication	13 280	12 897	12 607	94.9%	97.8%	533	13 140	98.9%	101.9%
2 Coordination extérieure	10 743	11 086	10 871	101.2%	98.1%	285	11 156	103.8%	100.6%
3 Utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au service du développement	12 347	17 486	16 557	134.1%	94.7%	500	17 057	138.1%	97.5%
4 Utilisation du droit d'auteur dans l'environnement numérique	2 608	1 343	1 323	50.7%	98.5%	47	1 370	52.5%	102.0%
5 Propriété intellectuelle et politique des pouvoirs publics	1 608	371	297	18.5%	80.1%	-	297	18.5%	80.1%
6 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, PMA	37 649	35 995	33 966	90.2%	94.4%	1 157	35 123	93.3%	97.6%
7 Certains pays d'Europe et d'Asie	4 530	4 574	4 399	97.1%	96.2%	207	4 606	101.7%	100.7%
8 Modernisation des institutions de propriété intellectuelle	4 843	4 651	4 257	87.9%	91.5%	133	4 390	90.6%	94.4%
9 Gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes	2 114	941	899	42.5%	95.5%	-	899	42.5%	95.5%
10 Application des droits de propriété intellectuelle	2 966	2 732	2 610	88.0%	95.5%	100	2 710	91.4%	99.2%
11 Académie mondiale de l'OMPI	14 327	12 609	11 270	78.7%	89.4%	324	11 594	80.9%	92.0%
12 Droit des brevets	2 996	2 544	2 332	77.8%	91.7%	112	2 444	81.6%	96.1%
13 Droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques	4 954	3 692	3 599	72.6%	97.5%	138	3 737	75.4%	101.2%
14 Droit d'auteur et droits connexes	5 683	6 719	6 392	112.5%	95.1%	291	6 683	117.6%	99.5%
15 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	4 649	5 899	5 402	116.2%	91.6%	131	5 533	119.0%	93.8%
16 Administration du système PCT	144 445	153 116	148 921	103.1%	97.3%	5 713	154 634	107.1%	101.0%
17 Réforme du PCT	2 301	2 339	2 261	98.3%	96.7%	81	2 342	101.8%	100.1%
18 Systèmes d'enregistrement de Madrid, de La Haye et de Lisbonne	41 949	44 962	44 607	106.3%	99.2%	1 664	46 271	110.3%	102.9%
19 Information en matière de brevets, classification et normes de propriété industrielle	5 459	6 636	6 154	112.7%	92.7%	330	6 484	118.8%	97.7%
20 Classifications internationales dans le domaine des marques et des dessins et modèles industriels	1 270	843	829	65.3%	98.3%	58	887	69.8%	105.2%
21 Services d'arbitrage et de médiation et principes directeurs et procédures concernant les noms de domaine	6 519	6 825	6 123	93.9%	89.7%	217	6 340	97.3%	92.9%
22 Direction générale	13 977	12 616	12 442	89.0%	98.6%	539	12 981	92.9%	102.9%
23 Contrôle budgétaire et mobilisation de ressources	4 513	5 323	5 289	117.2%	99.4%	202	5 491	121.7%	103.2%
24 Supervision interne	1 781	1 798	1 627	91.4%	90.5%	73	1 700	95.5%	94.5%
25 Gestion des ressources humaines	15 725	16 629	16 051	102.1%	96.5%	740	16 791	106.8%	101.0%
26 Opérations financières	11 265	11 584	11 979	106.3%	103.4%	566	12 545	111.4%	108.3%
27 Techniques de l'information	38 978	42 659	40 352	103.5%	94.6%	1 071	41 423	106.3%	97.1%
28 Conférences, service linguistique, imprimerie et archives	40 800	41 135	40 054	98.2%	97.4%	1 597	41 651	102.1%	101.3%
29 Gestion des locaux	58 751	54 177	51 840	88.2%	95.7%	389	52 229	88.9%	96.4%
30 Voyages et achats	8 082	9 098	8 406	104.0%	92.4%	308	8 714	107.8%	95.8%
31 Nouvelle construction	4 631	1 709	1 369	29.6%	80.1%	23	1 392	30.1%	81.5%
Total	525 743	534 988	515 085	98.0%	96.3%	17 529	532 614	101.3%	99.6%
<i>Non affecté</i>	5 257	156	-	0.0%	0.0%	-	-	0.0%	0.0%
TOTAL	531 000	535 144	515 085	97.0%	96.3%	17 529	532 614	100.3%	99.5%

Tableau 9. Rapport sur les postes et sur les effectifs, par programme - Exercice 2006-2007

Programmes	Budget initial 2006-2007					Virements	Postes résultant de l'application de la clause de flexibilité		État exact à fin décembre 2007					Différence					Effectifs					
	DG/VDG/SDG*	D	P	G	Total		P	G	DG/VDG/SDG*	D	P	G	Total	DG/VDG/SDG*	D	P	G	Total	Postes	Contrats de courte durée cat. G	Contrats de travail spéciaux	Contrats de louage de services	Consult.	Total
1 Sensibilisation et communication	-	1	15	9	25	(1)	-	-	-	-	13	11	24	-	-1	-2	2	-1	24	9	-	2	2	37
2 Coordination extérieure	1	2	8	3	14	2	-	-	1	4	8	3	16	-	2	-	-	2	16	1	1	1	19	
3 Utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au service du développement	-	3	13	6	22	9	-	-	-	2	18	11	31	-	-1	5	5	9	29	6	-	1	2	38
4 Utilisation du droit d'auteur dans l'environnement numérique	-	2	3	-	5	(3)	-	-	-	1	1	-	2	-	-1	-2	-	-3	2	1	-	-	3	
5 Propriété intellectuelle et politique des pouvoirs publics	-	1	1	-	2	(1)	-	-	-	-	1	-	1	-	-1	-	-	-1	1	-	-	-	1	
6 Afrique, pays arabes, Asie et Pacifique, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, PMA	1	5	28	15	49	(4)	-	-	1	5	27	12	45	-	-	-1	-3	-4	44	9	1	-	7	61
7 Certains pays d'Europe et d'Asie	-	1	5	2	8	(1)	-	-	-	-	5	2	7	-	-1	-	-	-1	5	1	-	-	6	
8 Modernisation des institutions de propriété intellectuelle	-	1	4	1	6	1	-	-	-	1	4	2	7	-	-	-	1	1	7	1	-	-	8	
9 Gestion collective du droit d'auteur et des droits connexes	-	-	3	1	4	(1)	-	-	-	-	2	1	3	-	-	-1	-	-1	3	-	-	-	3	
10 Application des droits de propriété intellectuelle	-	1	4	2	7	(2)	-	-	-	1	3	1	5	-	-	-1	-1	-2	4	-	-	-	6	
11 Académie mondiale de l'OMPI	-	1	10	6	17	(4)	-	-	-	1	7	5	13	-	-	-3	-1	-4	13	1	2	2	19	
12 Droit des brevets	-	-	3	2	5	-	-	-	-	-	3	2	5	-	-	-	-	-	5	-	-	1	6	
13 Droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques	-	1	4	3	8	(4)	-	-	-	-	3	1	4	-	-1	-1	-2	-4	4	-	1	-	5	
14 Droit d'auteur et droits connexes	1	1	3	3	8	1	-	-	1	1	5	2	9	-	-	2	-1	1	9	2	-	1	12	
15 Savoirs traditionnels, expressions culturelles traditionnelles et ressources génétiques	-	-	6	-	6	1	-	-	-	-	5	2	7	-	-	-1	2	1	6	3	1	-	10	
16 Administration du système PCT	1	5	125	206	337	(21)	14	13	1	1	128	213	343	-	-4	3	7	6	328	109	-	22	5	464
17 Réforme du PCT	-	1	2	1	4	-	-	-	-	1	2	1	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	4	
18 Systèmes d'enregistrement de Madrid, de La Haye et de Lisbonne	1	3	37	59	100	-	6	7	1	2	40	70	113	-	-1	3	11	13	106	16	3	24	151	
19 Information en matière de brevets, classification et normes de propriété industrielle	-	-	8	7	15	4	-	-	-	-	10	9	19	-	-	2	2	4	18	-	-	-	2	19
20 Classifications internationales dans le domaine des marques et des dessins et modèles industriels	-	-	2	1	3	(1)	-	-	-	-	1	1	2	-	-	-1	-	-1	2	-	-	-	2	
21 Services d'arbitrage et de médiation et principes directeurs et procédures concernant les noms de domaine	-	-	8	5	13	-	-	-	-	-	8	5	13	-	-	-	-	-	13	3	9	-	1	26
22 Direction générale	2	7	13	4	26	3	-	-	1	3	17	8	29	-1	-4	4	4	3	28	3	-	-	31	
23 Contrôle budgétaire et mobilisation de ressources	-	1	7	2	10	(3)	2	-	-	1	5	3	9	-	-	-2	1	-1	7	-	1	-	8	
24 Supervision interne	-	1	3	1	5	(1)	-	-	-	1	3	-	4	-	-	-	-1	-1	2	1	-	1	4	
25 Gestion des ressources humaines	-	1	17	19	37	-	1	-	-	1	17	20	38	-	-	-	1	1	35	9	-	1	45	
26 Opérations financières	-	1	8	21	30	3	1	-	-	1	11	22	34	-	-	3	1	4	31	7	5	1	44	
27 Techniques de l'information	-	1	33	12	46	4	1	1	-	1	37	14	52	-	-	4	2	6	48	4	2	-	59	
28 Conférences, service linguistique, imprimerie et archives	-	2	31	51	84	(2)	-	1	1	-	34	48	83	1	-2	3	-3	-1	82	24	-	1	107	
29 Gestion des locaux	-	1	7	17	25	1	-	-	1	1	8	16	26	1	-	1	-1	1	26	6	-	2	35	
30 Voyages et achats	-	-	6	8	14	6	1	1	-	1	9	12	22	-	1	3	4	8	20	4	1	-	26	
31 Nouvelle construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	
Total	7	44	417	467	935	(14)	26	23	8	30	435	497	970	1	-14	18	30	35	922	220	27	60	32	1 261
<i>Non affecté</i>	-	-	-	-	-	14	-	-	-	13	-	1	14	-	-13	-	1	14	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7	44	417	467	935	-	26	23	8	43	435	498	984	1	-1	18	31	49	922	220	27	60	32	1 261

* Les Vice-directeurs généraux (VDG) et les Sous-directeurs généraux (SDG) peuvent avoir plus d'un programme sous leur responsabilité. Toutefois, aux fins de l'établissement du budget, le poste occupé par chacun d'eux est pris en compte uniquement dans un programme.

** Un poste de grade D2 a été reclassé en poste de Sous-directeur général, pour la période allant du 1^{er} décembre 2006 au 30 novembre 2009, conformément à la décision du Comité de coordination (paragraphe 77.i) du document WO/CC/54/3 Corr.)

BUDGET

Budget initial

Le programme et budget pour l'exercice 2006-2007 (ci-après dénommé "budget initial") a été approuvé par les assemblées des États membres, ainsi qu'il est consigné dans le document A/41/17, et publié sous la cote n° 360F/PB0607, avec des prévisions de dépenses pour l'exercice biennal se montant à 531 millions de francs suisses. Le nombre total de postes inscrits au budget ordinaire approuvé dans le cadre du budget initial s'élevait à 935.

Virements

Le tableau 7 illustre les virements de ressources financières d'un programme à l'autre durant l'exercice 2006-2007, dans le cadre du budget initialement approuvé de 531 millions de francs suisses, alors que le tableau 9 met en évidence les changements apportés à l'affectation des postes inscrits au budget ordinaire. La souplesse dont a bénéficié le Directeur général pour procéder à ces virements avait fait l'objet d'une recommandation du Corps commun d'inspection en 2005, ce qui avait amené les États membres à décider (paragraphe 102 de l'annexe I du document A/42/9 et paragraphe 187 du document A/42/14) que "les virements d'un programme à l'autre [...] [devraient être] limités, pour chaque exercice biennal, à 5% du montant correspondant à la dotation biennale du programme bénéficiaire ou à 1% du budget total, le montant le plus élevé étant retenu, étant toutefois entendu que cette interprétation de l'article 4.1 du Règlement financier ne serait pas appliquée avant la conclusion de l'exercice biennal et de l'étude bureau par bureau et qu'elle serait en outre sans incidence sur la décision prise en 2005 par les assemblées concernant les ajustements budgétaires". Par conséquent, s'il est vrai que l'Organisation a veillé au respect des limites des virements ainsi fixées par les États membres et divulguées pour information dans le tableau 7, il n'en reste pas moins qu'elles sont présentées à titre informatif uniquement.

Conformément au nouveau mécanisme adopté par les États membres pour impliquer ceux-ci encore davantage dans l'établissement et le suivi du programme et budget de l'Organisation (document A/42/14), le Secrétariat a soumis une proposition de budget révisé pour l'exercice biennal 2006-2007 à la session de septembre 2007 des assemblées des États membres de l'OMPI (document A/43/3). Cette proposition traitait la question de la nécessité de modifier de manière fondamentale les ressources indispensables à la réalisation du programme et budget 2006-2007, détaillant les besoins en ajustement de ressources au niveau des programmes. En l'absence d'approbation du projet de budget révisé, le Directeur général a maintenu au niveau du budget initial approuvé pour l'exercice biennal les autorisations de dépenses globales accordées et les postes inscrits au budget ordinaire des programmes de l'Organisation, limitant les ajustements aux virements d'un programme à l'autre et à l'affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité (dépenses liées aux postes et dépenses de personnel) relevant de son pouvoir.

L'objectif premier des virements d'un programme à l'autre était de procéder à des ajustements, tels qu'approuvés par les États membres (document A/41/17), "pour tenir compte des incidences que pourraient avoir sur les programmes et le budget les discussions en cours sur le plan d'action de l'OMPI pour le développement et sur d'autres points", ainsi que pour faire en sorte que les systèmes du PCT et de Madrid soient en mesure de continuer à respecter les obligations juridiques internationales découlant des traités y relatifs. D'autres ajustements ont été effectués afin de tenir compte des affectations de ressources nécessaires ayant pour origine l'amélioration continue des programmes et les objectifs de programme en rapport avec les cinq objectifs stratégiques de l'Organisation. Cela ressort du résumé par objectif stratégique, qui fait l'objet du tableau 10 ci-dessous.

Tableau 10. Budget initial, virements et affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité, par objectif stratégique
(en milliers de francs suisses)

	Programme et budget initial 2006-2007 approuvé	Virements de crédit	Ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité	Budget ajusté	Modification par rapport au budget initial
OBJECTIF STRATÉGIQUE I.					
Ressources financières	40 586	2 597		43 183	6.0%
Ressources humaines (postes)	68	6	-	74	8.1%
OBJECTIF STRATÉGIQUE II.					
Ressources financières	66 429	(4 927)		61 502	-8.0%
Ressources humaines (postes)	91	- 11	-	80	-13.8%
OBJECTIF STRATÉGIQUE III.					
Ressources financières	18 282	572		18 854	3.0%
Ressources humaines (postes)	27	(2)	-	25	-8.0%
OBJECTIF STRATÉGIQUE IV.					
Ressources financières	201 943	9 404	3 374	214 721	6.0%
Ressources humaines (postes)	472	(18)	40	494	4.5%
OBJECTIF STRATÉGIQUE V.					
Ressources financières	198 503	(2 545)	770	196 728	-0.9%
Ressources humaines (postes)	277	11	9	297	6.7%
NON AFFECTÉ					
Ressources financières	5 257	(5 101)	-	156	-97.0%
Ressources humaines (postes)	-	14	-	14	
TOTAL					
Ressources financières	531 000	-	4 144	535 144	0.8%
Ressources humaines (postes)	935		49	984	5.0%

On trouvera d'autres renseignements sur les virements d'un programme à l'autre, l'utilisation des ressources et les résultats par programme, accompagnés d'une évaluation de la mesure dans laquelle les objectifs de programme et les indicateurs d'exécution pour l'exercice biennal en cours ont été respectés, dans le rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice 2006-2007. Les principaux mouvements de ressources sont mis en évidence ci-dessous.

1. À la suite de la décision prise par les assemblées en 2006 à propos d'un plan d'action pour le développement, des ressources supplémentaires ont dû être affectées au service des réunions du Comité provisoire sur les propositions relatives à un plan d'action de l'OMPI pour le développement (PCDA) ainsi qu'aux séminaires stratégiques internationaux de l'OMPI sur l'utilisation de la propriété intellectuelle pour le développement économique, social et culturel (Programme 3 – Utilisation stratégique de la propriété intellectuelle au service du développement). Ainsi qu'il ressort du document A/41/17, les assemblées de 2006 sont convenues de financer ces activités sur la base des flexibilités budgétaires disponibles (1% non affecté), sous réserve de l'approbation d'un budget révisé pour 2006-2007.
2. Des ressources supplémentaires ont été affectées au système du PCT compte tenu de l'augmentation des besoins en ressources engendrée par i) le volume accru de traductions sous-traitées pour des documents relatifs au PCT, résultant des efforts déployés constamment par le PCT pour accroître son efficacité, ii) la nécessité d'assurer d'autres activités d'ordre linguistique, notamment l'activité terminologique, et iii) les besoins supplémentaires en ressources pour les systèmes informatiques du PCT afin de pouvoir traiter le volume plus élevé qu'initialement prévu des demandes (voir ci-dessous).

3. Des ressources supplémentaires ont aussi été affectées au système de Madrid afin que celui-ci puisse faire face à une augmentation des besoins en ressources, essentiellement due à un volume plus élevé qu'initialement prévu des demandes d'enregistrement et des renouvellements dans le cadre du système de Madrid (voir ci-dessous). Cela s'est notamment traduit par un volume accru de contrats à court terme et de contrats de sous-traitance aux fins des services de traduction.
4. Affectation de ressources supplémentaires pour couvrir les coûts du Comité d'audit. Ainsi qu'il ressort des documents A/41/17 et A/41/10, les assemblées de 2006 sont convenues de financer les coûts engendrés par le Comité d'audit au moyen des flexibilités budgétaires disponibles dans le cadre du programme 23, sous réserve de l'approbation d'un budget révisé pour 2006-2007.
5. Des recettes d'un montant supérieur à celui qui avait été escompté ont permis d'effectuer des virements de ressources dépassant les ressources non affectées disponibles dans le budget initial, notamment en ce qui concerne i) la location et l'entretien des locaux (grâce à une réduction supplémentaire du nombre de locaux loués) et ii) la nouvelle construction, en raison d'un réexamen de l'échéancier du début des travaux de construction du nouveau bâtiment.

Ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité

Le mécanisme de flexibilité adopté par l'Assemblée des unions du PCT, de Madrid et de La Haye en 1989 permet la prise en compte d'augmentations non budgétées de la charge de travail dans les secteurs du PCT, de Madrid et de La Haye en prévoyant une augmentation proportionnelle du nombre de postes dans les programmes correspondants. En ce qui concerne le PCT, il permet également la création de postes dans les programmes fournissant des services communs directement touchés par l'augmentation de la charge de travail au PCT (selon un rapport de 1 à 4). Compte tenu de l'augmentation de la demande dans le cadre du système du PCT (18,4% de plus que l'estimation budgétaire initiale) et dans celui de Madrid (12,9% de plus), un total de 49 postes supplémentaires a été affecté aux programmes, pour un coût supplémentaire total de 4,1 millions de francs suisses. La présentation détaillée du calcul du coût de ces ajustements de flexibilité figure dans le document A/43/3, et fait apparaître un total de 4,4 millions de francs suisses. En ne tenant pas compte de la provision de 6% destinée à couvrir les obligations financières à long terme de l'Organisation pour les cessations de service et les prestations médicales après cessation de service, l'estimation totale s'élève à 4,1 millions de francs suisses.

Budget ajusté pour l'exercice biennal 2006-2007

Par budget ajusté, on entend le budget initialement approuvé par les États membres pour l'exercice 2006-2007 après virements et affectation de ressources résultant de l'application de la clause de flexibilité (postes), dont le montant total s'élève à 535,1 millions de francs suisses et à 984 postes.

DÉPENSES

Le montant global des dépenses pour l'exercice biennal 2006-2007 s'est élevé au total à 532,6 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 511,2 millions de francs suisses), soit une augmentation de 4,2%. Sous réserve de l'approbation des États membres, ce montant comprend une somme de 17,5 millions de francs au titre d'une provision équivalant à 6% des dépenses biennales de personnel, destinée à couvrir les obligations financières à long terme de l'Organisation pour les cessations de service et les prestations médicales après cessation de service. Le montant total des dépenses, déduction faite de cette provision, s'élève à 515,1 millions de francs suisses, ce qui correspond à un taux d'utilisation de 97% par rapport au budget initial approuvé, qui s'élevait à 531 millions de francs suisses, et de 96,2% par rapport au budget ajusté. Le montant global des dépenses de 532,6 millions de francs suisses représente un taux d'utilisation de 100,3% et de 99,5% par rapport au budget initial et au budget ajusté, respectivement. Conformément aux principes de comptabilité sur la base des droits constatés appliqués par l'OMPI en vertu des normes comptables pour le système des Nations Unies, le montant des dépenses pour l'exercice biennal comprend les engagements non réglés relatifs à des biens ou des services fournis à l'Organisation mais qui n'ont pas encore été payés. Les engagements non réglés au titre de l'exercice biennal 2006-2007 se sont élevés au total à 2,0 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 5,4 millions de francs suisses). Le tableau 11 ci-après présente une vue d'ensemble des dépenses inscrites au budget et des dépenses effectives par objet de dépense.

Concernant les programmes, comme il ressort du tableau 8, le montant des dépenses pour l'ensemble des programmes est resté dans le cadre du budget ajusté, à l'exception du programme 26 (Services financiers), qui présente un taux d'utilisation de 103,4%.

Le dépassement de crédits dans le cadre du programme 26 découle de pertes non réalisées en devises d'un montant de 836 000 francs suisses. Ce montant correspond au montant calculé des pertes sur la valeur des comptes bancaires ouverts par l'OMPI dans des devises autres que le franc suisse et découle de la modification de leur valeur au cours de l'exercice biennal, compte tenu principalement des fluctuations du dollar des États-Unis d'Amérique.

Le montant total des pertes non réalisées, résultant principalement de la réévaluation des comptes bancaires mais aussi de la réévaluation de certains autres comptes d'actif et de passif faisant apparaître des soldes en devises autres que le franc suisse au 31 décembre 2007, s'est élevé à 1,757 million de francs suisses. Sur ce montant, 431 000 francs suisses ayant trait au PCT ont été déduits des recettes provenant des taxes du PCT, 490 000 francs suisses ont été inscrits au débit des recettes diverses et 836 000 francs suisses l'ont été à titre de dépense.

Le montant net des pertes réalisées, résultant des transactions en devises autres que le franc suisse, s'est élevé à 671 000 francs suisses et a été comptabilisé comme suit : des pertes nettes de 940 000 francs suisses ont été portées au débit des recettes du PCT car elles avaient trait à des recettes et paiements enregistrés au titre des activités du PCT; une perte de 38 000 francs suisses a été comptabilisée à titre de dépense; les gains nets de 307 000 francs suisses ont été intégrés dans les recettes diverses (pour plus de renseignements sur les autres pertes en devises concernant les administrations chargées de la recherche internationale dans le cadre du PCT, on est prié de se reporter aussi à la partie consacrée aux recettes ci-après).

Comme précédemment indiqué, des données plus précises sur l'utilisation des ressources et les résultats par programme, parallèlement à une évaluation destinée à déterminer dans quelle mesure les objectifs visés dans chaque programme et les indicateurs d'exécution pour l'exercice biennal ont été atteints, seront incorporées au Rapport sur l'exécution du programme pour l'exercice biennal 2006-2007.

Tableau 11. Montant des dépenses par objet de dépense – Exercice 2006-2007
(en milliers de francs suisses)

	Montants effectifs 2004-2005	Budget initial	Montants effectifs 2006-2007	Différence 2006-2007	
				Montant	%
A. Ressources en personnel					
Postes	300 753	292 110	313 246*	21 136*	7.2
Agents temporaires	49 152	45 394	46 960	1 566	3.4
Consultants	14 258	12 600	10 584	(2 016)	(16.0)
Contrats de louage de services	4 228	3 799	5 345	1 546	40.7
Total, A	368 391	353 903	376 135	22 232	6.3
B. Autres ressources					
<i>Voyages officiels et bourses</i>					
Missions de fonctionnaires	8 173	8 123	14 294	6 171	76.0
Voyages de tiers	9 629	18 023	17 323	(700)	(3.9)
Bourses	2 009	3 752	3 256	(496)	(13.2)
Sous-total voyages officiels et bourses	19 811	29 898	34 873	4 975	16.6
<i>Services contractuels</i>					
Conférences	2 883	5 321	4 532	(789)	(14.8)
Honoraires d'experts	1 689	2 654	1 626	(1 028)	(38.7)
Publications	1 445	5 865	493	(5 372)	(91.6)
Autres	34 789	36 806	44 080	7 274	19.8
Sous-total services contractuels	40 806	50 646	50 731	85	0.2
<i>Dépenses de fonctionnement</i>					
Locaux et entretien	60 309	64 412	51 829	(12 583)	(19.5)
Communications et autres dépenses	11 787	7 523	11 170	3 648	48.5
Sous-total dépenses de fonctionnement	72 097	71 935	62 999	(8 936)	(12.4)
<i>Matériel et fournitures</i>					
Mobilier et matériel	3 290	10 409	2 902	(7 507)	(72.1)
Fournitures	5 605	8 953	4 276	(4 677)	(52.2)
Sous-total matériel et fournitures	8 896	19 362	7 178	(12 184)	(62.9)
Construction	1 232	-	699	699	-
Total, B	142 842	171 840	156 480	(15 360)	(8.9)
C. Montant non alloué		5 257		(5 257)	(100.0)
TOTAL	511 233	531 000	532 615	1 615	0.3

* y compris 17,5 millions de francs suisses au titre d'une provision équivalant à 6% des dépenses biennales de personnel, destinée à couvrir les obligations financières à long terme de l'Organisation pour les cessations de service et les prestations médicales après cessation de service, ainsi que le coût des 38 postes supplémentaires pourvus à la fin de 2007 (sur les 49 postes supplémentaires créés et attribués dans le biennium en application de la clause de flexibilité.)

Ressources en personnel

Les dépenses de personnel pour l'exercice biennal 2006-2007 se sont élevées au total à 376,1 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 368,4 millions de francs suisses), y compris 17,5 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 16,9 millions de francs suisses) au titre d'une provision équivalant à 6% des dépenses biennales de personnel, destinée à couvrir les obligations financières à long terme de l'Organisation pour les cessations de service et les prestations médicales après cessation de service. Ce montant représente une hausse de 2,1% par rapport au précédent exercice biennal et est supérieur de 22,2 millions de francs suisses, soit 6,3%, au montant prévu dans le budget initial, lorsque les 17,5 millions de francs suisses susmentionnés sont pris en compte. Le montant des dépenses de personnel après déduction des 17,5 millions de francs suisses s'élève à 358,6 millions de francs suisses, soit un montant supérieur de 1,3%, ou 4,7 millions de francs suisses, au montant prévu dans le budget initial. Des indications plus précises sur les dépenses de personnel sont fournies ci-après.

Postes : Les dépenses relatives aux postes inscrites au budget ordinaire se sont élevées au total à 313,2 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 300,8 millions de francs suisses), dépassant le budget initial prévu, qui s'établissait à 292,1 millions de francs suisses, de 7,2% ou 21,1 millions de francs suisses (y compris le montant proposé de 17,5 millions de francs suisses destiné à couvrir les obligations financières à long terme de l'Organisation pour les cessations de service et les prestations médicales après cessation de service). Le montant des dépenses, plus élevé que prévu dans le budget initial s'explique par les éléments suivants :

- le coût supplémentaire des 38 postes pourvus à fin décembre 2007 (sur les 49 créés et attribués en application de la clause de flexibilité au titre de l'exercice biennal);
- la mise en œuvre des décisions communiquées par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), comprenant les ajustements du multiplicateur de l'indemnité de poste pour la Suisse et des ajustements du niveau de la rémunération considérée aux fins de la pension; et
- à la suite du jugement rendu par le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (OIT) en ce qui concerne la Caisse de retraite (fermée) de l'OMPI, l'Organisation a engagé des dépenses pour un montant supérieur au montant prévu dans le budget initial, le montant total des dépenses relatives à la Caisse de retraite (fermée) de l'OMPI s'élevant à 830 000 francs suisses pour l'exercice 2006-2007.

Les changements susmentionnés étaient prévus et les prévisions de dépenses correspondantes ont été présentées dans le Programme et budget révisé proposé pour 2006-2007 (document A/43/3) sur la base des informations disponibles à ce moment. Toutefois, le budget révisé proposé n'ayant pas été approuvé, les dépenses qui en découlaient ont dû être imputées au budget ajusté pour l'exercice biennal.

Agents temporaires : Le montant des dépenses relatives aux agents temporaires s'est élevé au total à 47,0 millions de francs suisses au titre de l'exercice 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 49,2 millions de francs suisses), un montant dépassant le budget initial prévu, qui s'élevait à 45,4 millions de francs suisses, de 3,4% ou 1,6 million de francs suisses. Le montant des dépenses, plus élevé que prévu dans le budget initial, s'explique essentiellement par les éléments suivants :

- des dépenses supplémentaires ont été engagées afin de tenir compte du coût des mesures prises par le Directeur général en 2007 en vue d'aligner les droits et prestations des agents temporaires sur ceux des agents engagés pour une durée déterminée. La situation des agents temporaires de la catégorie des services généraux de l'OMPI a été exposée aux États membres dans le document intitulé "Grandes lignes du programme et budget pour l'exercice 2008-2009 établies par le Directeur général" (document WO/PBC/IM/3/06/3). Des indications plus détaillées ont été données dans le document intitulé "Budget révisé pour l'exercice biennal 2006-2007" (document A/43/3), dans lequel les mesures concrètes approuvées par le Directeur général afin de résoudre le problème ont été recensées et leurs incidences financières indiquées. Le budget révisé proposé n'ayant pas été approuvé, les dépenses qui en découlaient ont dû être imputées au budget ajusté pour l'exercice biennal;
- les besoins en matière de traduction ont augmenté, compte tenu du volume de documents officiels traduits dans les six langues de travail de l'Organisation qui a occasionné des dépenses plus élevées que celles initialement prévues dans le budget, et ils ont dû être couverts par le recrutement de traducteurs temporaires au bénéfice de contrats de courte durée. De même, dans le cadre du système de Madrid, le nombre plus élevé que prévu de demandes a nécessité des ressources supplémentaires en matière de personnel temporaire (et d'agents au bénéfice de contrats de louage de services, comme indiqué ci-après) aux fins de la fourniture de services de traduction.

Consultants : Le montant des dépenses relatives aux consultants s'est élevé au total à 10,6 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 14,3 millions de francs suisses), ce montant restant largement en deçà du budget initial prévu, qui s'élevait à 12,6 millions de francs suisses, auquel il est inférieur de 16% ou 2,0 millions de francs suisses. Les économies réalisées sur le montant initialement prévu découlent essentiellement de la réduction du nombre de consultants pour l'exercice biennal, qui est passé de 45 à la fin de 2005 à 32 à la fin de 2007.

Contrats de louage de services (SSA) : Le montant des dépenses relatives aux contrats de louage de services s'est élevé au total à 5,3 millions de francs suisses pour l'exercice 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 4,2 millions de francs suisses), dépassant le montant initial inscrit au budget, qui s'élevait à 3,8 millions de francs suisses, de 40,7% ou 1,5 millions de francs suisses. Ce type de contrats est exclusivement réservé aux agents qui travaillent au siège de l'OMPI à Genève. Les autres titulaires de contrats de louage de services, à savoir les agents travaillant à domicile ou à l'étranger, ainsi que ceux recrutés en qualité d'experts dans le cadre d'activités précises de courte durée avec des prestations contractuelles, ne font pas partie des effectifs de l'OMPI et sont répertoriés sous la rubrique "Autres ressources" (Services contractuels).

Le montant des dépenses plus élevé que celui initialement prévu au budget s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre de titulaires de contrats de louage de services travaillant au siège de l'OMPI, qui est passé de 42 à la fin de 2005 à 60 à la fin de 2007, ce qui témoigne des efforts ciblés qui ont été déployés afin de réduire le nombre de contrats de consultants en faveur de celui de contrats de louage de services. En effet, si les consultants à l'OMPI, de même que les titulaires de contrats à durée déterminée, sont rémunérés sur une base mensuelle, les titulaires de contrats de louage de services sont rémunérés à la pièce pendant une durée déterminée et restent sous contrat avec l'Organisation uniquement pendant la durée de leur mandat.

Autres ressources : Le montant des dépenses autres que les dépenses de personnel pour l'exercice biennal 2006-2007 s'est élevé au total à 156,5 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 142,8 millions de francs suisses). Ce montant représente une augmentation de 9,5% par rapport à l'exercice précédent, et est inférieur de 15,4 millions de francs suisses, soit 8,9%, au montant prévu dans le budget initial. Des indications plus précises sur les dépenses autres que les dépenses de personnel sont fournies ci-après.

Voyages officiels et bourses : Les dépenses afférentes aux voyages et bourses s'établissent à 34,9 millions de francs suisses au total pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 19,8 millions de francs suisses), dépassant de 4,9 millions de francs suisses, soit 16,6%, le budget initialement estimé à 29,9 millions de francs suisses. Entrent dans cette catégorie les dépenses suivantes :

- Missions de fonctionnaires : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des fonctionnaires et des consultants du siège de l'Organisation en voyage officiel.
- Voyages de tiers : frais de voyage et indemnités journalières de subsistance de fonctionnaires nationaux, de participants et de conférenciers se rendant à des réunions organisées sous l'égide de l'OMPI; et
- Bourses : frais de voyage, indemnités journalières de subsistance, droits d'inscription et autres dépenses afférentes à la participation de stagiaires à des cours, séminaires et stages de moyenne et de longue durée.

Si les voyages de tiers et les bourses sont restés dans les limites du budget initialement prévu pour ces postes, les dépenses relatives aux missions de fonctionnaires ont dépassé de 76% le budget initialement prévu. Les dépenses afférentes aux voyages de tiers et aux missions de fonctionnaires ont augmenté respectivement de 79,9% et 74,5% par rapport à l'exercice biennal précédent. Malgré la forte progression des dépenses afférentes aux missions de fonctionnaires observée sur l'exercice biennal, on notera que l'accroissement relatif de ces dépenses ralentit progressivement dans le temps : l'augmentation observée en 2005 par rapport à 2004 était de 47%, en 2006 par rapport à 2005 elle a été de 32% et en 2007 par rapport à 2006 de 22%. Sur les mêmes périodes, les dépenses afférentes aux voyages de tiers montrent des tendances similaires. L'augmentation est due à un plus fort volume d'activités en réponse aux demandes accrues émanant des États membres.

L'augmentation des dépenses effectives par rapport à l'exercice biennal précédent correspond au fait que l'OMPI a accru ses activités et sa participation à l'organisation de conférences, séminaires et autres manifestations, ainsi que sa présence à de telles manifestations. Si l'on considère les coûts unitaires, des gains d'efficacité ont été réalisés sur la même période grâce à la négociation de tarifs auprès des compagnies aériennes, à l'achat centralisé de billets par l'intermédiaire de l'agence de voyages interne et à un contrôle plus strict du prix des billets (voir le document A/43/2 - WO/PBC/11/3 et les renseignements supplémentaires figurant dans le rapport sur l'exécution du programme de l'exercice biennal 2006-2007).

Services contractuels : Les dépenses afférentes aux services contractuels s'établissent à 50,7 millions de francs suisses au total pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 40,8 millions de francs suisses), dépassant de seulement 68 000 francs suisses, soit 0,1%, le budget initialement estimé à 50,6 millions de francs suisses. Entrent dans cette catégorie les dépenses suivantes :

- Conférences : rémunération, frais de voyage et indemnités journalières de subsistance des interprètes; location de salles de conférence et de matériel d'interprétation; rafraîchissements et réceptions; frais afférents à tout autre service directement lié à l'organisation d'une conférence;
- Honoraires d'experts : rémunération, frais de voyage, indemnités journalières et honoraires versés ;
- Publications : travaux d'impression et de reliure faits à l'extérieur; revues; papier et impression; autres travaux d'impression : tirages à part d'articles parus dans les revues; brochures; traités; recueils; manuels; formulaires de travail et autres travaux d'impression divers; production de CD ROM, de cassettes vidéos, de bandes magnétiques et autres formes de publication électronique; et
- Autres : honoraires de traducteurs de documents; location de temps machine pour le traitement informatique; dépenses de formation du personnel; frais de recrutement; autres services contractuels externes.

Les dépenses afférentes aux conférences se situent dans les limites du montant prévu au budget initial, s'établissant à 4,5 millions de francs suisses au total (exercice 2004-2005 : 2,9 millions de francs suisses); elles ont été inférieures de 789 000 francs suisses soit 14,8% au budget initialement prévu de 5,3 millions de francs suisses. L'augmentation de 1,6 million de francs suisses (57,2%) par rapport à 2004-2005 est essentiellement imputable à un surcroît de dépenses d'interprétation (1,1 million de francs suisses, soit 59%), de location de salles et de matériel de conférence (471 000 francs suisses, soit 69,7%).

Les dépenses afférentes aux honoraires d'experts sont restées bien en dessous du montant prévu au budget initial, s'établissant à 1,6 millions de francs suisses au total (exercice 2004-2005 : 1,7 million de francs suisses); cela représente un niveau de dépenses inférieur de 1,0 million de francs suisses soit 38,7% au budget initial.

De même, les frais de publication ont été nettement moindres que le niveau prévu dans le budget initial, s'établissant à 493 000 francs suisses au total (exercice 2004-2005 : 1,4 million de francs suisses), ce qui représente un niveau de dépenses inférieur de 5,4 millions de francs suisses soit 91,6% au budget initial. On doit ce résultat aux fortes économies réalisées systématiquement sur les frais de publication (voir également le document A/43/2 - WO/PBC/11/3 et les renseignements supplémentaires figurant dans le rapport sur l'exécution du programme de l'exercice biennal 2006-2007) grâce aux mesures suivantes :

- Mise à disposition gratuite, sur l'Internet, d'un nombre croissant de publications;
- Diffusion des communiqués de presse par courrier électronique et non plus sur papier, le nombre d'exemplaires papier distribués étant limité à un par destinataire dans la langue requise; et
- Volume accru de documents imprimés et reliés en interne, ce qui a permis de réduire, d'une part, le volume de travail à sous-traiter et, d'autre part, les tâches administratives liées à la sous-traitance.

Les dépenses "autres" du poste "services contractuels" s'établissent à 44,1 millions de francs suisses au total pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 34,8 millions de francs suisses), dépassant de 7,3 millions de francs suisses, soit 19,7%, le budget initialement estimé à 36,8 millions de francs suisses. Cela tient essentiellement au plus fort volume de traduction sous-traité : le coût correspondant est passé de 5,2 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2004-2005 à 26,3 millions de francs suisses pour l'exercice 2006-2007, mais comme cette augmentation est partiellement compensée par une diminution enregistrée sur d'autres services contractuels, l'augmentation nette pour les autres services contractuels s'établit à 9,3 millions de francs suisses. L'accroissement des dépenses afférentes à la traduction est essentiellement imputable au volume accru des travaux de traduction sous-traités concernant des documents liés au PCT, ainsi qu'aux traductions supplémentaires pour le système de Madrid. Dans les deux cas, l'augmentation est due à une charge de travail plus forte que les estimations initiales.

Dépenses de fonctionnement : Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 63 millions de francs suisses au total pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 72,1 millions de francs suisses), ce qui reste largement inférieur – de 8,9 millions de francs suisses soit 12,4% – au budget initialement estimé à 71,9 millions de francs suisses. Entrent dans cette catégorie les dépenses suivantes :

- Locaux et entretien : acquisition, location, amélioration et entretien des locaux à usage de bureaux et location ou entretien de matériel et de mobilier, remboursement d'emprunt pour la nouvelle construction, consultants extérieurs en gestion pour la nouvelle construction;

- Communications et autres dépenses : frais de téléphone, télécopie et courrier, y compris les frais de port et de transport de documents; assistance médicale, service logement, Tribunal administratif, Association du personnel, frais de représentation; frais bancaires; intérêts sur prêts bancaires et autres (à l'exception des prêts afférents aux bâtiments); ajustements de change (débits); dépenses relatives à la vérification des comptes; dépenses imprévues et ajustements comptables (débits) relatifs à des années antérieures; contributions à des activités administratives communes au sein du système des Nations Unies; remboursement à une ou plusieurs unions d'avances consenties lors de la constitution d'une nouvelle union ou amortissement du déficit dû aux dépenses d'organisation d'une union, et dépenses non prévues spécifiquement.

Les dépenses afférentes aux locaux et à l'entretien ont été nettement moindres que le niveau prévu dans le budget initial, s'établissant à 51,8 millions de francs suisses au total (exercice 2004-2005 : 60,3 millions de francs suisses) ce qui représente 12,6 millions de francs suisses soit 19,5% de moins que le budget initial. Cela tient aux fortes économies réalisées grâce à la réduction – de quatre à trois – du nombre de bâtiments en location, à la résiliation des baux de location de places de stationnement et de l'entrepôt du bâtiment *Giuseppe-Motta*, à la remise des locaux loués à *Chambésy* 10 mois avant la date d'échéance contractuelle du 31 décembre 2006 et aux réductions de charges correspondantes (voir également le document A/43/2 - WO/PBC/11/3 et les renseignements supplémentaires figurant dans le rapport sur l'exécution du programme de l'exercice biennal 2006-2007).

Les dépenses de communication et autres s'établissent à 11,2 millions de francs suisses au total pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 11,8 millions de francs suisses), dépassant de 3,6 millions de francs suisses, soit 48,5%, le budget initial estimé à 7,5 millions de francs suisses. La réduction des dépenses effectives par rapport à l'exercice biennal précédent est due essentiellement à une diminution des frais de téléphone, télécopie et autres frais de communication ainsi que d'autres dépenses de fonctionnement (réduction de 1,8 millions de francs suisses) obtenue grâce à la passation de nouveaux marchés pour les services en question; elle est contrebalancée, en partie seulement, par une progression des dépenses enregistrées en ce qui concerne les frais de port, les pertes de change non matérialisées à la réévaluation des comptes bancaires de l'OMPI, les frais de représentation et la contribution à des activités administratives communes dans le cadre du système des Nations Unies, la diminution nette s'établissant à 617 000 francs suisses.

Matériel et fournitures : Les dépenses afférentes au matériel et aux fournitures s'établissent à 7,2 millions de francs suisses au total pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 8,9 millions de francs suisses), ce qui reste largement inférieur – de 12,2 millions de francs suisses soit 62,9% – au budget initial estimé à 19,4 millions de francs suisses. Entrent dans cette catégorie les dépenses suivantes :

- Mobilier et matériel : mobilier et machines de bureau; matériel de traitement de texte et de données; matériel utilisé pour les conférences; matériel de reproduction des documents; matériel de transport;
- Fournitures : papier et fournitures de bureau; fournitures de reproduction interne (offset, microfilms, etc.); livres de bibliothèque et abonnements à des revues et périodiques; uniformes; fournitures de traitement de données; logiciels et licences informatiques.

Les dépenses de mobilier et de matériel ont été nettement moindres que le niveau prévu dans le budget initial, s'établissant à 2,9 millions de francs suisses au total (exercice 2004-2005 : 3,3 millions de francs suisses); cela représente un niveau de dépenses inférieur de 7,5 millions de francs suisses soit 72,1% au budget initial, du fait de la révision du calendrier de démarrage de la construction du nouveau bâtiment. Les dépenses effectives en 2006-2007 ont été inférieures de 388 000 francs suisses à celles de 2004-2005.

De même, les dépenses de fournitures ont été nettement moindres que le niveau prévu dans le budget initial, s'établissant à 4,3 millions de francs suisses au total (exercice 2004-2005 : 5,6 millions de francs suisses); cela représente un niveau de dépenses inférieur de 4,7 millions de francs suisses soit 52,2% au budget initial. Les dépenses effectives en 2006-2007 ont été inférieures de 1,3 million de francs suisses à celles de 2004-2005.

Tableau 12. Comparaison du budget initial et des dépenses, par Union – Exercice 2006-2007
(arrondis au millier de francs)

	Total		Unions financées par les contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Autres Unions	
	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R
A. Ressources en personnel												
Postes	292 110	313 246	19 320	20 718	222 819	238 941	43 601	46 756	3 416	3 663	2 954	3 168
Agents temporaires	45 394	46 960	3 515	3 636	34 858	36 061	5 956	6 162	487	504	578	598
Consultants	12 600	10 584	922	775	9 919	8 332	1 362	1 144	137	115	260	218
Contrats de louage de services	3 799	5 345	118	166	3 606	5 073	65	91	5	7	5	7
Total A	353 903	376 135	23 875	25 295	271 202	288 407	50 984	54 153	4 045	4 289	3 797	3 991
B. Autres ressources												
Voyages officiels et bourses	29 898	34 873	3 099	3 615	21 984	25 642	3 847	4 487	386	450	582	679
Services contractuels	50 646	50 731	3 621	3 627	39 534	39 601	6 459	6 470	535	536	497	498
Dépenses de fonctionnement *	71 935	63 697	4 432	3 924	58 019	51 375	7 880	6 978	878	777	726	643
Matériel et fournitures	19 361	7 178	855	317	16 742	6 207	1 444	535	155	57	165	61
Total B	171 840	156 480	12 007	11 483	136 279	122 825	19 630	18 470	1 954	1 821	1 970	1 881
C. Non affecté												
	5257	-	359	-	4 074	-	706	-	60	-	58	-
TOTAL	531 000	532 615	36 241	36 778	411 555	411 232	71 320	72 623	6 059	6 110	5 825	5 872

B : Budget initial

R : Dépenses réelles

* Les dépenses de construction figurent sous la rubrique "dépenses de fonctionnement. "

Tableau 13. Nouveau bâtiment : Comparaison entre les différentes estimations et les montants réels relatifs à la construction, en date du 31 décembre 2007 (en francs)

Éléments	A Estimation budgétaire 2005 (doc. WO/PBC/8/INF/1)	B Audit 2007 du vérificateur externe des comptes (doc. A/43/INF/6)	C Estimation budgétaire révisée après sélection par le jury	D Chiffres réels au 31/12/2007
Entreprise générale				
Entreprise générale	97 267 309	99 554 466 ¹	116 539 350 ²	1 228 988
Travaux d'excavation			1 228 988 ³	
Inflation dans le secteur de la construction dans le canton de Genève ⁴		12 200 558		
<i>Sous-total, entreprise générale</i>	97 267 309	111 755 024	117 768 338	1 228 988
Honoraires et frais connexes				
Honoraires de l'architecte et des ingénieurs et coûts de projet connexes	24 274 305	24 274 305	27 974 305 ⁵	11 866 737
Inflation relative aux honoraires et coûts de projet connexes		1 623 042		
Réserve pour imprévus	3 955 860	7 886 260	7 886 260 ⁶	
<i>Sous-total, honoraires et frais connexes</i>	28 230 165	33 783 607	35 860 565 ⁵	11 866 737
Incidences de l'amélioration de la sécurité (H-MOSS)				
Périmètre	n.d.		n.d. ⁸	
Renforcement des fenêtres et façades	n.d.		n.d. ⁹	
Caméras et autre matériel	n.d.		n.d. ¹⁰	
<i>Sous-total, incidences de l'amélioration de la sécurité (H-MOSS)</i>		8 000 000 ⁷		
Acquisition du terrain en 1998		13 554 123	13 554 123	13 554 123
Pilote ¹²		2 450 000	2 450 000	333 180
Salaire du consultant de l'OMPI ¹³		1 440 000	1 440 000	983 512
Intérêt du prêt pendant la phase de construction ¹⁴		6 500 000	6 500 000	-
<i>Sous-total incidences de l'amélioration de la sécurité (H-MOSS)</i>		23 944 123	23 944 123	14 870 815
Réévaluation des factures exprimées en euros ¹¹				4 316
SOUS-TOTAL	125 497 474	177 482 754	177 573 026	27 970 856
Frais de concours (1999-2002)	1 693 788	1 693 788	1 693 788	1 693 788
TOTAL	127 191 262	179 176 542	179 266 814	29 664 644

1. Le vérificateur externe des comptes a considéré que l'estimation budgétaire 2005 sous-évaluait le coût des façades à hauteur de 2 000 000 de francs suisses. Un autre ajustement mineur de 287 157 francs suisses a été opéré.
2. Dernière offre après négociations avec l'entreprise générale retenue.
3. Montant versé à la précédente entreprise générale retenue (Consortium Induni-Ferrovial) pour les travaux d'excavation réalisés avant la résiliation du contrat par l'OMPI.
4. Montant calculé pour la période allant de 2003 (date de la première offre, sur laquelle le document de 2005 était fondé) à 2009 (date estimée d'achèvement de la partie principale des travaux de l'entreprise générale).
5. Ce chiffre comprend l'incidence de l'inflation pour la période 2003-2009 sur les honoraires et autres frais, ainsi que l'augmentation des honoraires (relative à la partie du projet encore à exécuter) imputable à l'accroissement du coût de l'entreprise générale (les honoraires des architectes et des ingénieurs sont calculés au moyen d'une formule qui tient compte, entre autres choses, du coût de l'entreprise générale).
6. Le pilote a recommandé de constituer une réserve pour imprévus afin de couvrir essentiellement d'éventuelles modifications techniques ou adjonctions nécessaires au cours de la phase d'exécution mais qui ne sont pas prévisibles à ce stade du projet. Cette réserve est également prévue dans le rapport de 2007 du vérificateur externe des comptes (voir le paragraphe 44 de l'annexe du document A/43/INF/6).
7. L'estimation du vérificateur externe des comptes est une extrapolation fondée sur le coût des mesures de sécurité dans le cadre du projet relatif au nouveau bâtiment de l'OMC.
8. En attendant l'approbation de l'amélioration du projet de sécurité par les États membres, le coût de cet élément n'est pas inclus dans la colonne C.
9. Le renforcement des fenêtres et façades a été prévu dans le cahier des charges lors de l'appel d'offres pour la sélection de l'entreprise générale car il serait trop coûteux et techniquement difficile de procéder à ces améliorations une fois la construction achevée. Le coût du renforcement des fenêtres et façades est, par conséquent, inclus dans la dernière offre de l'entreprise générale retenue.
10. En attendant l'approbation de l'amélioration du projet de sécurité par les États membres, le coût de cet élément n'est pas inclus dans la colonne C.
11. Ces 4 316 francs suisses correspondent à la réévaluation de factures exprimées en euros à la date du 31 décembre 2007.
12. Financé selon le budget régulier (programme 31)
13. Financé selon le budget régulier (programme 31)
14. Dans son rapport d'audit, en 2007, l'auditeur externe a ajouté un nouvel élément au budget de la nouvelle construction. Il s'agit du coût de l'intérêt du prêt pendant la phase de construction ("intérêts intercalaires"). Le montant de 6 500 000 qui apparaît sur cette nouvelle ligne du budget est basé sur l'hypothèse d'un prêt s'élevant à 113 580 000 francs suisses, à un taux d'intérêt de 4.5% pendant 26 mois.

Tableau 14. Comparaison du budget initial et des recettes - Exercice 2006-2007
(arrondis au millier de francs)

	Total		Unions financées par les contributions		Union du PCT		Union de Madrid		Union de La Haye		Autres Unions	
	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R	B	R
Contributions	34 500	34 703	34 500	34 703								
Taxes du PCT	398 000	451 131			398 000	451 131						
Taxes de Madrid	81 500	90 300					81 500	90 300				
Taxes de La Haye	5 500	5 034							5 500	5 034		
Taxes de Lisbonne	-	8										8
<i>Sous-total taxes</i>	<i>485 000</i>	<i>546 473</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>398 000</i>	<i>451 131</i>	<i>81 500</i>	<i>90 300</i>	<i>5 500</i>	<i>5 034</i>	<i>-</i>	<i>8</i>
Publications	3 600	2 686	630	396	400	626	2 500	1 604	70	59	-	1
Arbitrage	2 000	3 198									2 000	3 198
Intérêts bancaires	4 000	15 792	743	2 933	2 518	9 941	710	2 803	29	115	-	-
Divers	1 900	6 438	142	1 051	200	1 476	336	2 557	22	177	1 200	1 177
Total	531 000	609 290	36 015	39 083	401 118	463 174	85 046	97 264	5 621	5 384	3 200	4 384

B : Budget

R : Dépenses réelles

RECETTES

Les recettes réelles de l'exercice biennal 2006-2007 s'élèvent à 609,3 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 522,7 millions de francs suisses), soit 78,3 millions de francs suisses (14,7%) de plus que les estimations de recettes initiales, qui s'élevaient à 531,0 millions de francs. Il convient de noter que le Secrétariat a soumis aux assemblées des États membres de l'OMPI, à leur session de septembre 2007, une proposition de budget révisé pour l'exercice biennal 2006-2007 (document A/43/3), qui comportait des estimations de recettes détaillées et actualisées. Il est essentiel de procéder à ces vérifications et révisions des projections de recettes sur une période de deux ans, étant donné que les estimations figurant dans le budget initial, établi près de trois ans avant la clôture de l'exercice biennal auquel elles se rapportent, peuvent connaître des changements importants, notamment en ce qui concerne les recettes provenant des taxes. C'est pourquoi, en l'absence de budget révisé approuvé, il est jugé important de divulguer ces projections actualisées parallèlement au budget initialement approuvé.

Tableau 15. Recettes – Exercice 2006-2007

(en millions de francs suisses)

	Chiffres réels pour 2004-2005	Budget initial pour 2006-2007	Budget révisé proposé pour 2006-2007	Chiffres réels pour 2006-2007	Différence entre les chiffres réels et le budget initial	
					Montant	%
Contributions	34.4	34.5	34.5	34.7	0.2	0.6%
Taxes						
PCT	400.6	398.0	445.3	451.1	53.1	13.3%
Madrid	60.8	81.5	87.3	90.3	8.8	10.8%
La Haye	5.0	5.5	4.9	5.0	(0.5)	-8.5%
Lisbonne*	0.01	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A
Sous-total, taxes	466.5	485.0	537.5	546.5	61.5	12.7%
Autres recettes						
Publications	4.4	3.6	3.0	2.8	(0.8)	-22.2%
Arbitrage	2.5	2.0	2.8	3.2	1.2	59.9%
Intérêts	8.9	4.0	13.1	15.8	11.8	294.8%
Divers	6.0	1.9	4.2	6.3	4.4	231.6%
Sous-total, autres recettes	21.8	11.5	23.1	28.1	16.6	144.3%
TOTAL	522.7	531.0	595.1	609.3	78.3	14.7%

* Les recettes de l'Union de Lisbonne s'élèvent à 8 913 francs suisses

Les différences entre les chiffres réels et les estimations initiales pour 2006-2007 sont expliquées ci-après, par type de recettes.

Contributions

Les recettes provenant des contributions ont été légèrement supérieures aux estimations initiales, s'établissant à 34,7 millions de francs suisses au lieu des 34,5 millions de francs suisses prévus, soit une augmentation de 0,6% (exercice 2004-2005 : 34,4 millions de francs suisses). Cette augmentation tient essentiellement à l'accroissement de la contribution de la République de Corée, qui est passée de la classe VII à la classe VIbis en 2006 et à la classe V en 2007.

Taxes

S'établissant à 546,5 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 466,5 millions de francs suisses), les recettes globales provenant des taxes au cours de l'exercice biennal 2006-2007 ont dépassé de 12,7% les estimations figurant dans le budget initial pour 2006-2007 (485,0 millions de francs suisses). Si les recettes au titre du système de La Haye ont été inférieures de 0,5 million de francs suisses au montant initialement estimé, s'établissant à 5,0 millions de francs suisses, les recettes au titre des systèmes du PCT et de Madrid ont été plus élevées que prévu, s'établissant respectivement à 451,1 millions et 90,3 millions de francs suisses.

Il convient de noter que, au cours de l'exercice biennal précédent, les estimations figurant dans le budget initial pour l'exercice biennal auraient été actualisées et révisées dans le contexte de l'approbation d'un budget révisé, afin de mieux rendre compte de l'évolution du volume des transactions et des estimations correspondantes relatives au montant des recettes sur une période de 24 mois. Comme indiqué précédemment, au cours de l'exercice biennal 2006-2007, aucun budget révisé n'a été adopté pour l'Organisation; c'est pourquoi, la différence entre les chiffres réels et les estimations relatives aux recettes peut être importante dans certains cas, compte tenu de l'évolution de la conjoncture sur cette période de deux ans.

Taxes au titre du PCT : Le montant total des recettes provenant du système du PCT au cours de l'exercice biennal 2006-2007 a été supérieur de 53,1 millions de francs suisses (13,3%) à l'estimation figurant dans le budget initial. Ce dépassement tient à un nombre de demandes traitées dans le cadre du système du PCT plus élevé que prévu, avec 305 448 dépôts de demandes internationales en 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 259 210) pour une estimation de 258 000 figurant dans le budget initial, soit une augmentation de 18,4%.

Conformément à l'Article 16 du Traité de coopération en matière de brevets et à la règle 16.1 de son règlement d'exécution, "toute administration chargée de la recherche internationale peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe pour l'exécution de la recherche internationale et pour l'accomplissement de toutes les autres tâches confiées aux administrations chargées de la recherche internationale par le traité et par le présent règlement d'exécution ('taxe de recherche')". En outre, "lorsque, en ce qui concerne le paiement de la taxe de recherche dans une monnaie de l'office récepteur autre que la monnaie fixée ou les monnaies fixées, le montant effectivement reçu en monnaie du siège par l'administration chargée de la recherche internationale est inférieur à celui qu'elle a fixé, la différence est payée à ladite administration par le Bureau international; au contraire, si le montant effectivement reçu est supérieur au montant fixé, la différence appartient au Bureau international". Alors que, au cours de l'exercice biennal 2004-2005, l'OMPI avait enregistré un excédent de recettes de 892 500 francs suisses par suite de l'application de cette règle, au cours de l'exercice biennal 2006-2007, l'Organisation a reversé 5,3 millions de francs suisses aux administrations chargées de la recherche internationale pour compenser leurs pertes de change. L'excédent de recettes de 892 500 francs suisses enregistré au cours de l'exercice biennal précédent a été utilisé pour amortir l'impact de la perte subie au cours de l'exercice biennal actuel, la réduction des recettes provenant des taxes du PCT étant ainsi ramenée à 4,4 millions de francs suisses. Si la règle 16.1 susmentionnée prévoit des mesures d'ajustement des taxes de recherche, les procédures et les délais à respecter pour effectuer ces ajustements ne permettent pas à l'Organisation de gérer ou de réduire le risque de pertes importantes lorsque les turbulences qui secouent les marchés

financiers font varier le cours des monnaies à très brève échéance. En conséquence, l'Organisation examinera les moyens de tenir compte à l'avenir de l'incidence potentielle de cette règle dans son modèle de prévision des recettes, ainsi que les autres possibilités de mieux anticiper ces risques.

Taxes au titre du système de Madrid : Les recettes provenant du système de Madrid au cours de l'exercice biennal 2006-2007 se sont établies à 90,3 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 60,8 millions de francs suisses), soit 8,8 millions de francs suisses (10,8%) de plus que les estimations initiales. Cette augmentation tient à un nombre d'enregistrements internationaux et de renouvellements plus élevé que prévu en 2006-2007, à savoir 108 378 (exercice 2004-2005 : 71 390), contre une estimation de 96 000 figurant dans le budget initial, soit une augmentation de 12,9%.

Taxes au titre du système de La Haye : Les recettes provenant du système de La Haye ont été inférieures de 0,5 million de francs suisses (8,5%) aux estimations initiales, s'établissant à 5,0 millions de francs suisses pour l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 5,0 millions de francs suisses). Cet écart tient à un nombre d'enregistrements internationaux et de renouvellements moins élevé que prévu enregistrés en 2006-2007, à savoir 10 382 (10 028 en 2004-2005) contre 10 600 prévus dans le budget initial, soit une diminution de 2,1%. Ce nombre d'enregistrements et de renouvellements moins élevé que prévu s'explique principalement par le retard de l'adhésion de l'UE au système de La Haye.

Taxes au titre du système de Lisbonne : Les recettes provenant du système de Lisbonne se sont élevées à 8 913 francs suisses (exercice 2004-2005 : 11 030 francs suisses).

Autres recettes

Le montant total des autres recettes s'est élevé à 28,1 millions de francs suisses lors de l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 21,8 millions de francs suisses), soit 16,6 millions de francs suisses (144,2%) de plus que l'estimation initiale de 11,5 millions de francs suisses. Certains éléments de ces recettes sont détaillés ci-après.

Publications : Les recettes provenant des publications se sont élevées à 2,8 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 4,4 millions de francs suisses) contre une estimation initiale de 3,6 millions de francs suisses, soit une réduction de près de 25%. Cette réduction correspond à la volonté de l'Organisation de diffuser un nombre croissant de publications gratuitement sur l'Internet.

Centre d'arbitrage et de médiation : Les recettes provenant du Centre d'arbitrage et de médiation se sont élevées à 3,2 millions de francs suisses au cours de l'exercice biennal 2006-2007 (exercice 2004-2005 : 2,45 millions de francs suisses), contre une estimation initiale de 2,0 millions de francs suisses, soit une augmentation de 59,9%.

Intérêts : Les recettes provenant des intérêts au cours de l'exercice biennal 2006-2007 se sont élevées à 15,8 millions de francs suisses (exercice 2004-2005 : 8,9 millions de francs suisses), contre une estimation initiale de 4,0 millions de francs suisses. Cette augmentation tient essentiellement à l'excédent supplémentaire généré au cours de l'exercice biennal 2006-2007, qui a gonflé le montant des comptes bancaires, ainsi qu'aux taux de rémunération des placements meilleurs que prévus.

Divers : Les recettes diverses s'élèvent à 6,3 millions de francs suisses, et proviennent principalement des ajustements comptables (crédits) opérés par rapport aux années précédentes (1,8 million de francs suisses), de la location de locaux appartenant à l'OMPI (1,5 million de francs suisses), des paiements de l'UPOV à l'OMPI au titre des services d'appui administratif (1,2 million de francs suisses) et des dépenses d'appui relatives aux activités extrabudgétaires exécutées par l'OMPI (1,1 million de francs suisses). L'augmentation du poste recettes diverses par rapport aux prévisions initiales est due dans une large mesure à l'augmentation des recettes au titre des ajustements comptables relatifs à des années antérieures, aux dépenses d'appui pour les activités extrabudgétaires et aux différences de change.

BILAN (au 31 décembre 2007)**Tableau 16. Bilan, actif**

		Francs
<i>Liquidités</i>		
Caisse		7 700.93
Chèques postaux		699 535.42
Comptes bancaires	<i>Tableau 25</i>	361 577 604.04
		362 284 840.39
<i>Avances</i>		
Avances diverses	<i>Tableau 26</i>	5 244 549.34
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)		839 827.69
Fonds de dépôt		668 957.76
		6 753 334.79
<i>Comptes débiteurs</i>		
Contributions à recouvrer (à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé))		
Union de Paris		2 756 280.00
Union de Berne		806 602.00
Union de l'IPC		31 464.00
Union de Nice		35 381.00
Union de Locarno		2 247.00
Convention OMPI		4 452.00
Contributions uniques		2 858 801.00
	<i>Tableau 19</i>	6 495 227.00
Arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé)		
Union de Paris		3 110 722.00
Union de Berne		1 304 715.00
Convention OMPI		129 642.00
	<i>Tableau 19</i>	4 545 079.00
Fonds de roulement à recouvrer		
Union de Paris		48 376.00
Union de Berne		6 622.00
Union du PCT		-
	<i>Tableau 21</i>	54 998.00
Débiteurs divers		
	<i>Tableau 27</i>	4 225 285.60
		15 320 589.60
<i>Transitoire actif</i>		
Compte transitoire actif	<i>Tableau 28</i>	639 110.04
<i>Prêt</i>		
Prêt à la Fondation du Centre International de Genève		10 000 000.00
<i>Biens mobiliers et immobiliers</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	<i>Tableau 29</i>	1.00
Bâtiments et amortissement	<i>Tableau 30</i>	34 242 614.14
		34 242 615.14
Total		429 240 489.96

Tableau 17. Bilan, passif

		Francs
<i>Exigible</i>		
Contributions reçues d'avance	<i>Tableau 20</i>	274 509.00
Créanciers divers	<i>Tableau 31</i>	94 087 532.04
Emprunts à long terme		31 336 175.00
		125 698 216.04
<i>Transitoire passif</i>		
Compte transitoire passif	<i>Tableau 32</i>	2 323 394.17
<i>Répartition des taxes et provisions</i>		
Répartition des taxes	<i>Tableau 34</i>	59 183 939.72
Provisions	<i>Tableau 33</i>	38 404 667.81
		97 588 607.53
<i>Fonds de réserve *</i>		
Unions financées par les contributions		20 393 148.33
Union du PCT		136 908 322.47
Union de Madrid		39 773 130.94
Union de La Haye		(599 445.09)
Union de Lisbonne		111 433.63
Centre d'arbitrage et de médiation		(1 298 706.17)
	<i>Tableau 23</i>	195 287 884.11
<i>Fonds de roulement**</i>		
Union de Paris		1 592 894.11
Union de Berne		1 300 000.00
Union de l'IPC		1 000 000.00
Union de Nice		160 000.00
Union de Locarno		29 494.00
Union du PCT		2 000 000.00
Union de Madrid		2 000 000.00
Union de La Haye		260 000.00
	<i>Tableau 21</i>	8 342 388.11
Total		429 240 489.96

<i>Valeurs d'assurance</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	<i>Tableau 29</i>	51 401 000.00
Bâtiments	<i>Tableau 30</i>	189 549 723.00
<i>Garanties données à des tiers</i>		1 822 665.00

* Les fonds de réserve ne sont pas totalement financés, ils doivent être diminués des contributions à recouvrer et des arriérés de contributions qui figurent à l'actif du bilan.

** Les fonds de roulement ne sont pas totalement financés. Ils doivent être diminués des fonds de roulement à recouvrer, qui figurent à l'actif du bilan.

CONTRIBUTIONS ET FONDS DE ROULEMENT

Tableau 18. Contributions selon le système de contribution unique

Base pour la détermination des contributions

La détermination de la part contributive de chaque État membre se fait sur la base des décisions prises en 2003 par la Conférence de l'OMPI et les Assemblées compétentes de certaines Unions administrées par l'OMPI par rapport au système de contribution unique (document A/39/15, paragraphes 166 et 167).

Détermination des contributions

Les montants des contributions, pour l'exercice biennal 2006-2007, ont été approuvés le 5 octobre 2005 par les Assemblées des États membres de l'OMPI et des Unions administrées par l'OMPI (document A/41/17, paragraphe 194).

Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2006

Classe	Unités	(a) Montant à percevoir par État; francs	États membres d'une ou plusieurs unions ("États unionistes")		États membres de l'OMPI mais membres d'aucune union ("États non unionistes")	
			(b) Nombre d'États par classe	(c) (a) x (b); francs	(d) Nombre d'États par classe	(e) (a) x (d); francs
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7.5	341 842	5	1 709 210	-	-
V	5	-	-	-	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	8	729 264	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0.5	22 789	7	159 523	-	-
IX	0.25	11 395	25	284 875	1	11 395
S	0.125	5 697	21	119 637	1	5 697
Sbis	0.0625	2 849	41	116 809	-	-
Ster	0.03125	1 424	36	51 264	9	12 816
			173	17 254 493	11	29 908

Classe États (au 1er janvier 2006)

I	États unionistes :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États unionistes :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États unionistes :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États unionistes :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal
VI	États unionistes :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États unionistes :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, République de Corée, Roumanie, Turquie
VII	États unionistes :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États unionistes :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Saint-Siège, Serbie-et-Monténégro
IX	États unionistes :	Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Jamahiriya arabe libyenne, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Moldova, Ouzbékistan, Saint-Marin, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela
	État non unioniste :	Koweït

S	État non unioniste :	Koweït
	États unionistes :	Algérie, Bahreïn, Chypre, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guatemala, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
Sbis	État non unioniste :	Brunéi Darussalam
	États unionistes :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, Équateur, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
Ster	États unionistes :	Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Zambie
	États non unionistes	Afghanistan, Angola, Érythrée, Éthiopie, Maldives, Myanmar, Samoa, Somalie, Yémen

Répartition du montant total des contributions entre les différentes classes pour 2007

Classe	Unités	(a) Montant à percevoir par État; francs	États membres d'une ou plusieurs unions ("États unionistes")		États membres de l'OMPI mais membres d'aucune union ("États non unionistes")	
			(b) Nombre d'États par classe	(c) (a) x (b); francs	(d) Nombre d'États par classe	(e) (a) x (d); francs
I	25	1 139 475	5	5 697 375	-	-
II	20	-	-	-	-	-
III	15	683 685	6	4 102 110	-	-
IV	10	455 790	7	3 190 530	-	-
IVbis	7.5	341 842	5	1 709 210	-	-
V	5	227 895	1	227 895	-	-
VI	3	136 737	6	820 422	-	-
VIbis	2	91 158	7	638 106	-	-
VII	1	45 579	6	273 474	-	-
VIII	0.5	22 789	7	159 523	-	-
IX	0.25	11 395	24	273 480	1	11 395
S	0.125	5 697	23	131 031	-	-
Sbis	0.0625	2 849	42	119 658	-	-
Ster	0.03125	1 424	37	52 688	8	11 392
			176	17 395 502	9	22 787

Classe États (au 1er janvier 2007)

I	États unionistes :	Allemagne, États-Unis d'Amérique, France, Japon, Royaume-Uni
III	États unionistes :	Australie, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse
IV	États unionistes :	Canada, Danemark, Espagne, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Norvège
IVbis	États unionistes :	Afrique du Sud, Autriche, Chine, Mexique, Portugal
V	État unioniste :	République de Corée
VI	États unionistes :	Grèce, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, République tchèque, Slovaquie
VIbis	États unionistes :	Argentine, Brésil, Bulgarie, Inde, Israël, Roumanie, Turquie
VII	États unionistes :	Arabie saoudite, Indonésie, Iran (République islamique d'), Luxembourg, Monaco, Slovénie
VIII	États unionistes :	Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Islande, Liechtenstein, Malaisie, Saint-Siège, Serbie
IX	États unionistes :	Albanie, Andorre, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Chili, Colombie, Émirats arabes unis, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Moldova, Monténégro, Ouzbékistan, Saint-Marin, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Turkménistan, Ukraine, Venezuela
	État non unioniste :	Koweït

S	États unionistes :	Algérie, Bahreïn, Brunéi Darussalam, Chypre, Costa Rica, Cuba, Égypte, El Salvador, Guatemala, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République dominicaine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Viet Nam
<i>Sbis</i>	États unionistes :	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Dominique, Équateur, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guyana, Honduras, Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Namibie, Nicaragua, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Seychelles, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tonga, Zimbabwe
<i>Ster</i>	États unionistes :	Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Zambie
	États non unionistes	Afghanistan, Angola, Érythrée, Éthiopie, Maldives, Myanmar, Somalie, Yémen

Tableau 19. Contributions à recouvrer et arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA), inscrits au compte spécial (gelé), au 31 décembre 2007

État	Contribution unique/ Union/ OMP1**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Afghanistan		Pas d'arriérés		
Afrique du Sud		Pas d'arriérés		
Albanie		Pas d'arriérés		
Algérie		Pas d'arriérés		
Allemagne		Pas d'arriérés		
Andorre		Pas d'arriérés		
Angola		Pas d'arriérés		
Antigua-et-Barbuda		Pas d'arriérés		
Arabie saoudite		Pas d'arriérés		
Argentine	Unique	07*		1 283
Arménie		Pas d'arriérés		
Australie		Pas d'arriérés		
Autriche		Pas d'arriérés		
Azerbaïdjan		Pas d'arriérés		
Bahamas		Pas d'arriérés		
Bahreïn		Pas d'arriérés		
Bangladesh		Pas d'arriérés		
Barbade		Pas d'arriérés		
Bélarus		Pas d'arriérés		
Belgique		Pas d'arriérés		
Belize		Pas d'arriérés		
Bénin		Pas d'arriérés		
Bhoutan		Pas d'arriérés		
Bolivie	Unique	97*+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07		30 972
Bosnie-Herzégovine		Pas d'arriérés		
Botswana		Pas d'arriérés		
Brésil		Pas d'arriérés		
Brunéi Darussalam		Pas d'arriérés		
Bulgarie		Pas d'arriérés		
Burkina Faso	Unique Paris gelé Berne gelé	06*+07 77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89 77+78+79+80+81+82+83+84+85+86 +87+88+89	1 600 217 518 137 566	356 684
Burundi	Unique Paris Paris gelé	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07 90+91+92+93 78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88 +89	21 787 13 276 214 738	249 801
Cambodge		Pas d'arriérés		
Cameroun		Pas d'arriérés		
Canada		Pas d'arriérés		
Cap-Vert	Unique	98+99+00+01+02+03+04+05+06+07		14 732
Chili		Pas d'arriérés		
Chine		Pas d'arriérés		
Chypre		Pas d'arriérés		
Colombie		Pas d'arriérés		
Comores	Unique	06+07		2 848
Congo	Unique Paris Berne	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07 88*+89+90+91+92+93 88+89+90+91+92+93	43 583 89 039 64 273	196 895
Costa Rica		Pas d'arriérés		

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Côte d'Ivoire	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	47 129	
	Paris	92+93	27 597	
	Berne	91*+92+93	33 868	108 594
Croatie		Pas d'arriérés		
Cuba		Pas d'arriérés		
Danemark		Pas d'arriérés		
Djibouti	Unique	03+04+05+06+07		7 120
Dominique	Unique	06+07		5 698
Égypte		Pas d'arriérés		
El Salvador		Pas d'arriérés		
Émirats arabes unis		Pas d'arriérés		
Équateur		Pas d'arriérés		
Érythrée	Unique	07		1 424
Espagne		Pas d'arriérés		
Estonie		Pas d'arriérés		
États-Unis d'Amérique	Unique	07*		341 842
Éthiopie		Pas d'arriérés		
Ex-République yougoslave de Macédoine		Pas d'arriérés		
Fédération de Russie		Pas d'arriérés		
Fidji		Pas d'arriérés		
Finlande		Pas d'arriérés		
France		Pas d'arriérés		
Gabon	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	47 129	
	Paris	84*+85+86+87+88+89+90+91+92+93	205 683	
	Berne	84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	122 832	375 644
Gambie	Unique	97*+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	16 252	
	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89	55 250	71 502
Géorgie		Pas d'arriérés		
Ghana	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	43 583	
	Paris	83*+84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	199 582	
	Berne	93	3 823	246 988
Grèce		07*		18 684
Grenade		Pas d'arriérés		
Guatemala		Pas d'arriérés		
Guinée	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	83+84+85+86+87+88+89	148 779	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	81 293	272 595
Guinée-Bissau	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	89	23 213	
	Berne	92+93	3 858	62 134
Guinée équatoriale		Pas d'arriérés		
Guyana	Unique	06*+07	5 679	5 679

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Haïti	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90*+91+92+93	10 428	
	Paris gelé	79*+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	347 037	379 252
Honduras		Pas d'arriérés		
Hongrie		Pas d'arriérés		
Inde		Pas d'arriérés		
Indonésie		Pas d'arriérés		
Iran (République islamique d')		Pas d'arriérés		
Iraq	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	115 386	
	Paris	84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	410 582	525 968
Irlande		Pas d'arriérés		
Islande		Pas d'arriérés		
Israël		Pas d'arriérés		
Italie	Unique	07*		469 314
Jamahiriya arabe libyenne	Unique	00*+01+02+03+04+05+06+07		63 472
Jamaïque		Pas d'arriérés		
Japon		Pas d'arriérés		
Jordanie		Pas d'arriérés		
Kazakhstan		Pas d'arriérés		
Kenya		Pas d'arriérés		
Kirghizistan		Pas d'arriérés		
Koweït		Pas d'arriérés		
Lesotho		Pas d'arriérés		
Lettonie		Pas d'arriérés		
Liban ¹	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07*	50 746	
	Paris	86+87+88+89+90+91+92+93	201 698	
	Berne	85*+86+87+88+89+90+91+92+93	273 940	
	Nice	85+86+87+88+89+90+91+92+93	23 502	549 886
Libéria		Pas d'arriérés		
Liechtenstein		Pas d'arriérés		
Lituanie		Pas d'arriérés		
Luxembourg		Pas d'arriérés		
Madagascar		Pas d'arriérés		
Malaisie		Pas d'arriérés		
Malawi		Pas d'arriérés		
Maldives		Pas d'arriérés		
Mali	Unique	07*	910	
	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	165 124	298 411

¹ Plan d'échelonnement des paiements arrêté en juillet 2006 en vue du règlement des arriérés correspondant aux Unions de Paris, de Berne et de Nice et dans le cadre du système de contribution unique en 10 versements annuels. Le premier versement a été reçu en 2007.

État	Contribution unique/ Union/ OMPJ**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Malte		Pas d'arriérés		
Maroc		Pas d'arriérés		
Maurice		Pas d'arriérés		
Mauritanie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	77*+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89	219 120	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+ 88+89	150 618	412 261
Mexique		Pas d'arriérés		
Micronésie (États fédérés de)	Unique	05*+06+07		5 951
Moldova		Pas d'arriérés		
Monaco		Pas d'arriérés		
Mongolie		Pas d'arriérés		
Monténégro		Pas d'arriérés		
Mozambique		Pas d'arriérés		
Myanmar		Pas d'arriérés		
Namibie		Pas d'arriérés		
Népal		Pas d'arriérés		
Nicaragua	Unique	06*+07		5 607
Niger	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	81+82+83+84+85+86+87+88+89	179 097	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	110 069	331 689
Nigéria	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	284 704	
	Paris	91*+92+93	237 156	521 860
Norvège		Pas d'arriérés		
Nouvelle-Zélande		Pas d'arriérés		
Oman		Pas d'arriérés		
Ouganda	Unique	07*	453	
	Paris gelé	74*+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+ 86+87+88+89	238 420	238 873
Ouzbékistan		Pas d'arriérés		
Pakistan		Pas d'arriérés		
Panama		Pas d'arriérés		
Papouasie-Nouvelle-Guinée		Pas d'arriérés		
Paraguay		Pas d'arriérés		
Pays-Bas		Pas d'arriérés		
Pérou	Unique	05*+06+07		12 739
Philippines	Unique	07*		467
Pologne		Pas d'arriérés		
Portugal		Pas d'arriérés		
Qatar		Pas d'arriérés		
République arabe syrienne		Pas d'arriérés		

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
République centrafricaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	76*+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+ 88+89	273 509	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	80*+81+82+83+84+85+86+87+88+89	114 858	430 890
République de Corée		Pas d'arriérés		
République démocratique du Congo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	159 959	
	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	500 200	
	Berne	90+91+92+93	90 326	
	Berne gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89	301 015	1 073 287
République démocratique populaire lao		Pas d'arriérés		
République dominicaine	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	64 217	
	Paris	63+64+65+66+67+68+69+70+71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82+83+84+85+86+87+88+89+90+91+92+93	969 910	1 034 127
République populaire démocratique de Corée		Pas d'arriérés		
République tchèque		Pas d'arriérés		
République-Unie de Tanzanie	Paris gelé	81*+82+83+84+85+86+87+88+89		233 380
Roumanie		Pas d'arriérés		
Royaume-Uni		Pas d'arriérés		
Rwanda		Pas d'arriérés		
Sainte-Lucie		Pas d'arriérés		
Saint-Kitts-et-Nevis		Pas d'arriérés		
Saint-Marin		Pas d'arriérés		
Saint-Siège		Pas d'arriérés		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		Pas d'arriérés		
Samoa		Pas d'arriérés		
Sao Tomé-et-Principe	Unique	99+00+01+02+03+04+05+06+07		12 974
Sénégal		Pas d'arriérés		
Serbie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01	847 668	
	Paris	93*	79 996	
	Berne	91+92+93	135 984	
	Nice	93	6 447	
	Locarno	93	2 247	1 072 342
Seychelles		Pas d'arriérés		
Sierra Leone		Pas d'arriérés		
Singapour		Pas d'arriérés		
Slovaquie		Pas d'arriérés		
Slovénie		Pas d'arriérés		
Somalie	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04+05+06+07	21 787	
	OMPI	90+91+92+93	4 452	
	OMPI gelé	83+84+85+86+87+88+89	55 250	81 489

État	Contribution unique/ Union/ OMPI**	Pas d'arriérés/Années d'arriérés	Montant d'arriérés (francs)	
Soudan		Pas d'arriérés		
Sri Lanka		Pas d'arriérés		
Suède		Pas d'arriérés		
Suisse		Pas d'arriérés		
Suriname	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07	43 583	
	Paris	90+91+92+93	64 819	
	Berne	90+91+92+93	36 540	
	IPC	89*+90+91+92+93	31 464	
	Nice	90+91+92+93	5 432	181 838
Swaziland		Pas d'arriérés		
Tadjikistan		Pas d'arriérés		
Tchad	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07	21 787	
	Paris	90+91+92+93	13 276	
	Paris gelé	71+72+73+74+75+76+77+78+79+80+81 +82+83+84+85+86+87+88+89	250 957	
	Berne	90+91+92+93	7 460	
	Berne gelé	72+73+74+75+76+77+78+79+80+81+82 +83+84+85+86+87+88+89	156 387	449 867
Thaïlande		Pas d'arriérés		
Togo	Unique	94+95+96+97+98+99+00+01+02+03+04 +05+06+07	21 787	
	Paris	92+93	6 899	
	Paris gelé	84+85+86+87+88+89	132 377	
	Berne	92+93	3 858	
	Berne gelé	83*+84+85+86+87+88+89	87 785	252 706
Tonga		Pas d'arriérés		
Trinité-et-Tobago		Pas d'arriérés		
Tunisie		Pas d'arriérés		
Turkménistan		Pas d'arriérés		
Turquie		Pas d'arriérés		
Ukraine		Pas d'arriérés		
Uruguay	Unique	07		5 697
Venezuela		Pas d'arriérés		
Viet Nam		Pas d'arriérés		
Yémen	OMPI gelé	87*+88+89		19 142
Zambie		Pas d'arriérés		
Zimbabwe	Unique	06+07		5 698
Le total comprend:				
contributions à recouvrer				6 495 227
arriérés de contributions des PMA inscrits au compte spécial (gelé)				4 545 079
			TOTAL	11 040 306

* Paiement partiel

** Les montants de contributions étaient payables selon les Unions de Paris, Berne, IPC, Nice, Locarno et Vienne jusqu'à 1993 et selon le système de contribution unique à partir de 1994. Selon les décisions prises par les assemblées des Unions de Paris et de Berne et de la Conférence de l'OMPI lors de leurs sessions de 1991, le montant des arriérés de contributions de tout pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), relatifs aux années antérieures à 1990, est placé sur un compte spécial dont le montant a été gelé au 31 décembre 1989. Ces montants apparaissent respectivement comme "Paris gelé", "Berne gelé" et "OMPI gelé".

Total des contributions à recouvrer

(à l'exception des arriérés de contribution des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé))

	Montant d'arriérés (francs)
Union de Paris	2 756 280
Union de Berne	806 602
Union de l'IPC	31 464
Union de Nice	35 381
Union de Locarno	2 247
Convention OMPI	4 452
Contribution unique	2 858 801
Total	6 495 227

Total des arriérés de contribution des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé)

	Montant d'arriérés (francs)
Union de Paris	3 110 722
Union de Berne	1 304 715
Convention OMPI	129 642
Total	4 545 079

Tableau 20. Contributions reçues d'avance

	Francs
<i>Contributions concernant 2008 et déjà reçues à la date du 31/12/2007</i>	
Angola	1 424
Bahamas	2 849
Bélarus	10 625
Bénin	1 424
Brésil	1 368
Bulgarie	91 158
Cameroun	2 849
Costa Rica	5 697
Équateur	5 697
Fidji	10
Honduras	2 849
Kazakhstan	11 395
Kenya	93
Lettonie	11 395
Madagascar	104
Ouzbékistan	11 395
Panama	12
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 144
Tunisie	1 611
Venezuela	5 414
Zambie	79
Sous-total	168 592
<i>Contributions reçues concernant 2009 et les années suivantes</i>	
Angola	52 904
Bahamas	4 938
Bénin	78
Cameroun	46 213
Costa Rica	311
Honduras	1 473
Sous-total	105 917
TOTAL	274 509

Tableau 21. Fonds de roulement au 31 décembre 2007*Fonds de roulement facturés*

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Afrique du Sud	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Algérie	Paris	22 533	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
Allemagne	Paris	300 426	
	Berne	102 019	
	IPC	105 871	
	Nice	18 822	
	Locarno	2 045	
	PCT	222 900	
	Madrid	339 000	
	La Haye	75 363	
Argentine	Paris	66 895	
	Berne	29 148	
Australie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	91 000	
Autriche	Paris	75 110	
	Berne	8 744	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	PCT	19 250	
	Madrid	84 800	
Bahamas	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Barbade	Paris	1 882	
Belgique	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	PCT	9 800	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Bénin	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
Brésil	Paris	93 593	
	Berne	43 722	
	IPC	15 283	
	PCT	4 200	
Bulgarie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	PCT	200	
Burkina Faso	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Burundi	Paris	7 508	7 508
Cameroun	Paris	7 508	
	Berne	8 744	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Canada	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
Chili	Berne	8 744	
Chine	Paris	28 250	
Chypre	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Congo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Costa Rica	Berne	2 915	
Côte d'Ivoire	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Cuba	Paris	22 533	
Danemark	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	41 000	
Égypte	Paris	22 533	
	Berne	2 915	
	IPC	6 701	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Espagne	Paris	75 110	
	Berne	58 296	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
	La Haye	18 840	
États-Unis d'Amérique	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	754 900	
Fédération de Russie	Paris	187 765	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	24 750	
	Madrid	211 800	
Fidji	Berne	2 915	
Finlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	34 200	
France	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	Locarno	3 409	
	PCT	110 700	
	Madrid	211 800	
	La Haye	47 102	
Gabon	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Ghana	Paris	7 508	
Grèce	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Guinée	Paris	7 508	7 508
	Berne	2 915	2 915

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Haïti	Paris	14 903	
Hongrie	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
	Nice	2 354	
	Locarno	681	
	PCT	22 150	
	Madrid	42 200	
Inde	Berne	29 148	
Indonésie	Paris	22 533	
	La Haye	5 652	
Iran (République islamique d')	Paris	22 533	
Iraq	Paris	22 533	6 665
Irlande	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
Islande	Paris	16 831	
	Berne	8 744	
Israël	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	IPC	8 691	
	Nice	1 412	
Italie	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	3 409	
	PCT	16 500	
	Madrid	127 200	
Jamahiriya arabe libyenne	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Japon	Paris	187 765	
	Berne	58 296	
	IPC	72 435	
	PCT	194 600	
Jordanie	Paris	7 508	
Kenya	Paris	22 533	
Liban	Paris	20 646	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
Liechtenstein	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	Nice	470	
	PCT	1 500	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Luxembourg	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	650	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Madagascar	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Malawi	Paris	7 508	
Mali	Paris	3 812	
	Berne	2 915	
Malte	Paris	7 508	
	Berne	2 915	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Maroc	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	
Maurice	Paris	7 508	
Mauritanie	Paris	7 508	1 854
	Berne	2 915	
	PCT	50	
Mexique	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
Monaco	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	PCT	200	
	Madrid	8 400	
	La Haye	1 884	
Mongolie	Paris	1 882	
Niger	Paris	7 508	1 413
	Berne	2 915	
Nigéria	Paris	22 533	
Norvège	Paris	75 110	
	Berne	29 148	
	IPC	28 977	
	Nice	4 707	
	Locarno	1 364	
	PCT	21 750	
Nouvelle-Zélande	Paris	37 556	
	Berne	14 574	
Ouganda	Paris	7 508	
Pakistan	Berne	8 744	
Pays-Bas	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 903	
	PCT	20 350	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Philippines	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Pologne	Paris	37 556	
	Berne	8 744	
Portugal	Paris	75 110	
	Berne	14 574	
	IPC	28 977	
	Madrid	84 800	
	Nice	4 707	
République arabe syrienne	Paris	22 533	
République centrafricaine	Paris	7 508	943
	Berne	2 915	
République de Corée	Paris	22 533	
	PCT	3 700	
République démocratique du Congo	Paris	22 533	14 057
	Berne	8 744	1 727
République dominicaine	Paris	22 533	2 051
République populaire démocratique de Corée	Paris	7 508	
République tchèque	Paris	50 073	
	Berne	19 432	
	IPC	19 318	
	Nice	3 138	
	Locarno	910	
	Madrid	56 533	
République-Unie de Tanzanie	Paris	14 903	
Roumanie	Paris	33 788	
	Berne	8 744	
	PCT	550	
	Madrid	84 800	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Royaume-Uni	Paris	187 765	
	Berne	72 871	
	IPC	72 435	
	Nice	11 764	
	PCT	168 000	
Rwanda	Paris	2 849	
Saint-Marin	Paris	22 533	
	Madrid	25 400	
Saint-Siège	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	La Haye	1 884	
Sénégal	Paris	7 508	
	Berne	8 744	
Serbie-et-Monténégro	Paris	29 927	
	Berne	14 574	
	Nice	2 354	
	Locarno	1 364	
	Madrid	84 800	
Slovaquie	Paris	25 037	
	Berne	9 716	
	IPC	9 659	
	Nice	1 569	
	Locarno	454	
	Madrid	28 267	
Soudan	Paris	2 849	
Sri Lanka	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	PCT	300	
Suède	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	162 800	
Suisse	Paris	112 661	
	Berne	43 722	
	IPC	43 463	
	Nice	7 058	
	Locarno	2 045	
	PCT	74 000	
	Madrid	127 200	
	La Haye	28 261	
Suriname	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
	IPC	2 895	
	Nice	470	
	La Haye	1 884	
Tchad	Paris	7 508	6 377
	Berne	2 915	1 980
Thaïlande	Berne	2 915	
Togo	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Trinité-et-Tobago	Paris	22 533	
Tunisie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
	Nice	1 412	
	Madrid	25 400	
	La Haye	5 652	

État	Union	Montant total facturé	Montant dû, le cas échéant
Turquie	Paris	22 533	
	Berne	8 744	
Uruguay	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Venezuela	Berne	14 574	
Viet Nam	Paris	7 508	
	Madrid	25 400	
	La Haye	1 884	
Zambie	Paris	7 508	
Zimbabwe	Paris	7 508	
	Berne	2 915	
Total		10 749 494	54 998

Total des fonds de roulement

Union	Montant	Facturé* au 31.12.2007	Référence
Paris ¹	-	2 000 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
	1 592 894.11	2 000 000.00	P/A/VIII/3, par.11 i)
Berne	1 300 000.00	1 300 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
IPC	1 000 000.00	1 000 000.00	AB/XVI/23, par.178
Nice	160 000.00	160 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
Locarno ²	29 494.00	30 000.00	AB/IV/35, par.152
PCT	2 000 000.00	2 000 000.00	PCT/A/X/3, par.13 i)
Madrid	2 000 000.00	2 000 000.00	AB/X/32, par.39.xxi.
La Haye	260 000.00	260 000.00	AB/VII/23, par.301 et 302
Total	8 342 388.11		

* Montant historique

Total des fonds de roulement à recouvrer

Union	Montant
Union de Paris	48 376
Union de Berne	6 622
Total	54 998

¹ Le fonds de roulement de l'Union de Paris a été constitué en 1978 et fixé à 2 000 000 de francs (document AB/VII/23, paragraphes 301 et 302). L'Assemblée de cette Union ayant décidé d'utiliser ce fonds de roulement pour couvrir les dépenses extraordinaires de la Conférence diplomatique chargée de la révision de la Convention de Paris (sessions de 1980, 1981, 1982 et 1984, et réunions préparatoires et consultatives de 1984 à 1987), l'Assemblée de cette Union décidait, lors de sa session de 1983, de reconstituer ce fonds de roulement à hauteur de 2 000 000 de francs (document P/A/VIII/3, paragraphe 11.i). Compte tenu de ce qui précède, le fonds de roulement de l'Union de Paris s'élève, au 31 décembre 2007, à 1 592 894.11 francs.

² Le fonds de roulement de l'Union de Locarno a été constitué en 1973 et fixé à 30 000 francs (document AB/IV/35, paragraphe 152). Suite à l'adhésion des Pays-Bas et du retrait des États-Unis d'Amérique, le fonds de roulement de l'Union de Locarno s'élève, au 31 décembre 2007, à 29 494 francs.

FONDS DE RESERVE

Tableau 22. Recettes, dépenses, réserves et fonds de roulement, 1998-2007
(en millions de francs)

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Recettes	214.3	225.1	260.6	260.1	238.6	231.7	250.5	272.2	297.4	311.9
Dépenses	175.5	269.7	242.1	316.2	330.8	288.5	249.6	261.6	253.0	279.6
Réserves et fonds de roulement (fin d'année)	353.0	302.0	320.6	264.4	172.2	115.4	116.3	126.9	171.4	203.6
Réserves et fonds de roulement (objectif fin d'année)	57.1	79.2	91.1	99.3	119.1	121.7	108.1	100.8	100.8	100.8

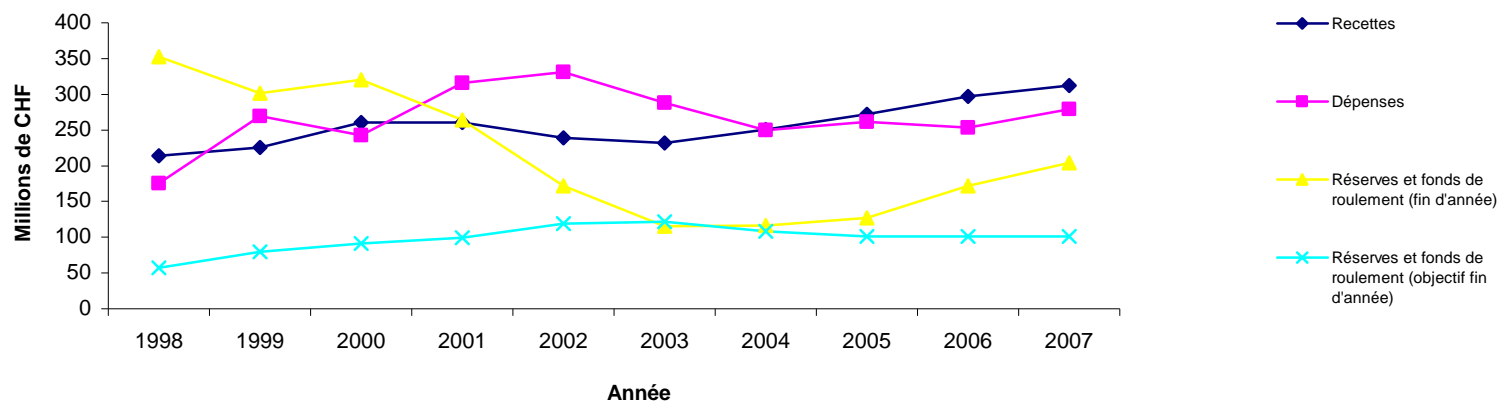


Tableau 23. Réserves et Fonds de roulement

Les fonds de roulement sont restés stables durant l'exercice biennal à 8 342 388,11 francs suisses.
Le détail des réserves (ressources et affectations) et des fonds de roulement est présenté ci-dessous.

	Unions financées par les contributions	Union du PCT	Union de Madrid	Union de La Haye	Union de Lisbonne	Centre d'arbitrage	Total
<i>Montant au 31 décembre 2005</i>	21 760 704.08	87 745 559.55	17 053 258.56	355 395.86	102 520.63	(62 212.57)	126 955 226.11
<i>Mouvements 2006-2007</i>							
<i>Surplus</i>							
Résultat 2006-2007	2 714 832.36	51 162 762.92	24 719 872.38	-	8 913.00	-	78 606 380.66
<i>Déficit</i>							
Résultat 2006-2007	-	-	-	(694 840.95)	-	(1 236 493.60)	(1 931 334.55)
Montant au 31 décembre 2007	24 475 536.44	138 908 322.47	41 773 130.94	(339 445.09)	111 433.63	(1 298 706.17)	203 630 272.22

Tableau 24. Fonds de réserve des Unions (PCT, La Haye, Lisbonne, Madrid) et du Centre d'arbitrage et de médiation

Fonds de réserve des unions du PCT, de La Haye et de Lisbonne :

Les fonds de réserve de ces unions sont constitués des actifs nets de l'Organisation dont la propriété partielle des bâtiments de l'OMPI, bien qu'aucune de ces unions ne possède d'immeuble en nom propre.

Fonds de réserve de l'Union de Madrid : ce fonds est constitué d'actifs et de passifs à court terme et d'un immeuble en nom.

	Francs
Actifs et passifs à court terme	39 270 370.44
Bâtiments	3 394 560.50
Hypothèque	(891 800.00)
Total	41 773 130.94

L'Assemblée de l'Union de Madrid, lors de sa session de Septembre 2007, a approuvé l'allocation d'un montant de 2 128 000 francs suisses de l'excédent généré par l'Union de Madrid, à la fin 2007, pour financer la mise en œuvre de la phase I du programme de modernisation informatique en 2008-2009.

L'Assemblée de l'Union de Madrid a également décidé que tout supplément par rapport au montant nécessaire pour atteindre l'objectif en matière de réserves serait maintenu dans les fonds de réserve et de roulement de l'Union de Madrid en vue de contribuer au financement de la phase II et, éventuellement, de la phase III du programme de modernisation informatique, selon les besoins.

AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Tableau 25. Comptes bancaires

	Francs
<i>Comptes à vue</i>	
Credit Suisse	15 996 882,83
UBS SA	4 044 861,06
JPMorgan Chase Bank, New York	145 687,20
Banca Nazionale del Lavoro, Rome	1 823 494,94
The Bank of Tokyo-Mitsubishi Ltd., Tokyo	3 225 376,05
<i>Placements à terme et comptes de dépôt</i>	
Confédération suisse	333 411 547,06
Credit Suisse	2 850 000,00
UBS SA dépôts de garantie	79 754,90
Total	361 577 604,04

Tableau 26. Avances diverses

	Francs
Avances au personnel de l'OMPI (dont 3 601 280.37 francs d'indemnités pour frais d'étude)	3 971 995,94
Avances pour activités effectuées conjointement avec d'autres organisations	1 272 553,40
Total	5 244 549,34

Tableau 27. Débiteurs divers

	Francs
Débiteurs divers	919 411,23
Débiteurs Madrid	702 685,64
Débiteurs La Haye	6 573,00
Débiteurs publications	323 840,80
Demande de remboursement de TVA, impôt anticipé et droit de timbre	361 999,70
Demande de remboursement d'impôts auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique	1 910 775,23
Total	4 225 285,60

Tableau 28. Compte transitoire actif

	Francs
Reliquats d'avances pour voyage et indemnités de frais du personnel	266 834,06
Assurances	10 920,00
Entretien	276 218,99
Divers	85 136,99
Total	639 110,04

Tableau 29. Mobilier, matériel et inventaires divers

	Valeur comptable	Valeur d'assurance
Mobilier, matériel et inventaires divers	1,00	51 401 000,00

Tableau 30. Bâtiments et amortissement

	Valeur comptable	Amortissements	Valeur nette	Valeur d'assurance
Bâtiment A. Bogsch	56 070 581,90	31 567 736,90	24 502 845,00	87 680 445,00
Bâtiment G. Bodenhausen I	11 639 590,30	5 698 060,30	5 941 530,00	20 833 675,00
Bâtiment G. Bodenhausen II	4 717 632,90	4 717 632,90	-	5 119 703,00
Bâtiment OMM	104 675 426,85	104 675 426,85	-	71 000 000,00
Nouveau bâtiment	27 970 856,17	27 567 177,53	403 678,64	-
Immeuble Union de Madrid	3 394 560,50	-	3 394 560,50	4 915 900,00
Total	208 468 648,62	174 226 034,48	34 242 614,14	189 549 723,00

Tableau 31. Créanciers divers

	Francs
Créanciers divers	9 462 042,64
Versements anticipés par des tiers, relatifs à des opérations du PCT	746 385,16
Comptes PCT détenus à titre fiduciaire	5 048 870,99
Versements anticipés par des tiers, d'émoluments pour l'enregistrement des marques	30 972 599,74
Versements anticipés par des tiers, pour l'enregistrement des dessins et modèles	183 296,95
Comptes courants (dépôts de fonds par des tiers, pour l'enregistrement de marques ou de dessins et modèles, des abonnements aux revues de l'OMPI, etc.)	45 533 041,01
Médiation - comptes de dépôt	1 897 166,15
Versements anticipés de publications, d'abonnements et de fermage	244 129,40
Total	94 087 532,04

Tableau 32. Compte transitoire passif

	Francs
Charges 2007 payées ou en cours de régularisation en 2008	296 666,66
Obligations non liquidées	2 026 727,51
Total	2 323 394,17

Tableau 33. Provisions

	Francs
Provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service	37 853 403,26
Provision pour application de la Convention de 1970 avec CROMPI	246 913,55
Provision pour litiges	304 351,00
Total	38 404 667,81

Tableau 34. Répartition des taxes

	Francs
Répartition des taxes individuelles au titre du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid	9 550 359,00
Répartition Madrid et La Haye 2007	48 050 001,26
Transfert des taxes aux autorités de recherche internationale PCT	1 583 579,46
Total	59 183 939,72

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid - Émoluments supplémentaires – 2006

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2006, la somme de 1 901 504 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 8.6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

un,	pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
deux,	pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
trois,	pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
quatre,	pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, d'office à un tel examen;
quatre,	également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émolument supplémentaire de 73 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient:

un,	13 708	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	38 949	Autriche, Italie, Monaco
trois,	86 740	Allemagne, Benelux ¹ , Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
quatre,	227 896	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Benelux ² , Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana ³ , Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc, Moldova, Mongolie, Monténégro ⁴ , Mozambique, Namibie, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie ⁴ , Serbie-et-Monténégro ⁵ , Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 1 901 504 francs doit être divisée par 1 263 410 [13 708 + (38 949 x 2) 77 898 + (86 740 x 3) 260 220 + (227 896 x 4) 911 584]. Il en résulte que la somme due pour chaque désignation s'élève à 1.50505695 franc par point de coefficient [1 901 504 : 1 263 410] soit, pour le coefficient:

un,	à 1.50505695 franc
deux,	à 3.01011390 francs
trois,	à 4.51517085 francs
quatre,	à 6.02022780 francs.

¹ À compter du 1er septembre 2006

² Jusqu'au 31 août 2006

³ À compter du 5 décembre 2006

⁴ À compter du 3 juin 2006

⁵ Jusqu'au 2 juin 2006

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs
Albanie	3 268	6.02022780	19 674.10
Algérie	4 699	6.02022780	28 289.05
Allemagne	15 794	4.51517085	71 312.61
Antigua-et-Barbuda	888	1.50505695	1 336.49
Arménie	3 071	6.02022780	18 488.12
Autriche	15 559	3.01011390	46 834.36
Azerbaïdjan	2 785	6.02022780	16 766.33
Bahreïn	905	6.02022780	5 448.31
Bélarus	6 098	6.02022780	36 711.35
Benelux	3 244	4.51517085	14 647.21
Benelux	11 895	6.02022780	71 610.61
Bhoutan	716	6.02022780	4 310.48
Bosnie-Herzégovine	5 986	6.02022780	36 037.08
Botswana	-	6.02022780	-
Bulgarie	7 519	6.02022780	45 266.09
Chine	10 449	6.02022780	62 905.36
Chypre	1 711	6.02022780	10 300.61
Croatie	9 876	4.51517085	44 591.83
Cuba	2 120	6.02022780	12 762.88
Égypte	6 626	6.02022780	39 890.03
Espagne	14 358	6.02022780	86 438.43
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 266	4.51517085	28 292.06
Fédération de Russie	16 757	6.02022780	100 880.96
France	15 605	4.51517085	70 459.24
Hongrie	10 486	6.02022780	63 128.11
Iran (République islamique d')	2 569	6.02022780	15 465.97
Italie	15 096	3.01011390	45 440.68
Kazakhstan	4 460	6.02022780	26 850.22
Kenya	1 376	6.02022780	8 283.83
Kirghizistan	2 953	6.02022780	17 777.73
Lesotho	823	4.51517085	3 715.99
Lettonie	4 725	4.51517085	21 334.18
Libéria	1 158	6.02022780	6 971.42
Liechtenstein	8 410	1.50505695	12 657.53
Lituanie	3 679	4.51517085	16 611.31
Maroc	8 146	6.02022780	49 040.78
Moldova	3 988	6.02022780	24 008.67
Monaco	8 294	3.01011390	24 965.89
Mongolie	2 306	6.02022780	13 882.65
Monténégro	-	6.02022780	-
Mozambique	1 107	6.02022780	6 664.39
Namibie	879	6.02022780	5 291.78
Ouzbékistan	3 425	6.02022780	20 619.28
Pologne	8 474	6.02022780	51 015.41
Portugal	10 990	6.02022780	66 162.30
République arabe syrienne	1 754	6.02022780	10 559.48
République populaire démocratique de Corée	3 380	6.02022780	20 348.37
République tchèque	9 202	6.02022780	55 398.14
Roumanie	12 199	6.02022780	73 440.76
Saint-Marin	4 410	1.50505695	6 637.30
Serbie	2 180	6.02022780	13 124.10
Serbie-et-Monténégro	7 940	6.02022780	47 800.61
Sierra Leone	884	6.02022780	5 321.88
Slovaquie	7 898	6.02022780	47 547.76
Slovénie	7 276	4.51517085	32 852.38
Soudan	1 940	6.02022780	11 679.24
Suisse	19 452	4.51517085	87 829.10
Swaziland	942	6.02022780	5 671.05
Tadjikistan	2 775	6.02022780	16 706.13
Turquie	1 263	6.02022780	7 603.55
Ukraine	8 715	6.02022780	52 466.29
Viet Nam	4 591	6.02022780	27 638.87
Zambie	953	6.02022780	5 737.28
Total	367 293		1 901 504.00

Union de Madrid - Compléments d'émoluments - 2006

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2006, la somme de 28 844 198 francs au titre de compléments d'émoluments correspondant à 395 126 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et un coefficient [règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 73 francs au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient:

un,	14 361	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	40 001	Autriche, Italie, Monaco
trois,	91 338	Allemagne, Benelux ¹ , Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Suisse
quatre,	249 426	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Benelux ² , Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana ³ , Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc, Moldova, Mongolie, Monténégro ⁴ , Mozambique, Namibie, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie ⁴ , Serbie-et-Monténégro ⁵ , Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 28 844 198 francs doit être divisée par 1 366 081 [14 361 + (40 001 x 2) 80 002 + (91 338 x 3) 274 014 + (249 426 x 4) 997 704]. Il en résulte que la somme due pour chaque désignation s'élève à 21.11455909 francs par point de coefficient [28 844 198 : 1 366 081] soit, pour le coefficient:

un,	à	21.11455909 francs
deux,	à	42.22911818 francs
trois,	à	63.34367727 francs
quatre,	à	84.45823636 francs.

¹ À compter du 1er septembre 2006

² Jusqu'au 31 août 2006

³ À compter du 5 décembre 2006

⁴ À compter du 3 juin 2006

⁵ Jusqu'au 2 juin 2006

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs
Albanie	3 781	84.45823636	319 336.59
Algérie	5 116	84.45823636	432 088.34
Allemagne	16 124	63.34367727	1 021 353.45
Antigua-et-Barbuda	1 017	21.11455909	21 473.51
Arménie	3 429	84.45823636	289 607.29
Autriche	15 898	42.22911818	671 358.52
Azerbaïdjan	3 205	84.45823636	270 688.65
Bahreïn	1 273	84.45823636	107 515.33
Bélarus	6 817	84.45823636	575 751.80
Benelux	3 299	63.34367727	208 970.79
Benelux	12 106	84.45823636	1 022 451.41
Bhoutan	847	84.45823636	71 536.13
Bosnie-Herzégovine	6 538	84.45823636	552 187.95
Botswana	-	84.45823636	-
Bulgarie	8 373	84.45823636	707 168.81
Chine	12 137	84.45823636	1 025 069.61
Chypre	2 201	84.45823636	185 892.58
Croatie	10 776	63.34367727	682 591.47
Cuba	2 316	84.45823636	195 605.28
Égypte	7 122	84.45823636	601 511.56
Espagne	14 885	84.45823636	1 257 160.85
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 840	63.34367727	433 270.75
Fédération de Russie	18 434	84.45823636	1 556 903.13
France	15 904	63.34367727	1 007 417.84
Hongrie	11 045	84.45823636	932 841.22
Iran (République islamique d')	3 227	84.45823636	272 546.73
Italie	15 439	42.22911818	651 975.36
Kazakhstan	5 017	84.45823636	423 726.97
Kenya	1 661	84.45823636	140 285.13
Kirghizistan	3 255	84.45823636	274 911.56
Lesotho	952	63.34367727	60 303.18
Lettonie	5 298	63.34367727	335 594.80
Libéria	1 266	84.45823636	106 924.13
Liechtenstein	8 770	21.11455909	185 174.68
Lituanie	4 320	63.34367727	273 644.69
Maroc	8 712	84.45823636	735 800.16
Moldova	4 449	84.45823636	375 754.69
Monaco	8 664	42.22911818	365 873.08
Mongolie	2 541	84.45823636	214 608.38
Monténégro	-	84.45823636	-
Mozambique	1 299	84.45823636	109 711.25
Namibie	1 063	84.45823636	89 779.10
Ouzbékistan	3 799	84.45823636	320 856.84
Pologne	9 244	84.45823636	780 731.94
Portugal	11 414	84.45823636	964 006.31
République arabe syrienne	2 309	84.45823636	195 014.07
République populaire démocratique de Corée	3 631	84.45823636	306 667.86
République tchèque	9 807	84.45823636	828 281.92
Roumanie	13 235	84.45823636	1 117 804.76
Saint-Marin	4 574	21.11455909	96 577.99
Serbie	2 306	84.45823636	194 760.69
Serbie-et-Monténégro	8 488	84.45823636	716 881.51
Sierra Leone	1 017	84.45823636	85 894.03
Slovaquie	8 489	84.45823636	716 965.97
Slovénie	7 824	63.34367727	495 600.93
Soudan	2 110	84.45823636	178 206.88
Suisse	20 001	63.34367727	1 266 936.89
Swaziland	1 074	84.45823636	90 708.15
Tadjikistan	3 049	84.45823636	257 513.16
Turquie	1 400	84.45823636	118 241.53
Ukraine	9 746	84.45823636	823 129.97
Viet Nam	5 078	84.45823636	428 878.92
Zambie	1 115	84.45823636	94 170.93
Total	395 126		28 844 198.00

Union de Madrid - Total des émoluments - 2006**I. Perception**

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2006, au titre :

- d'émoluments supplémentaires	1 901 504 francs
- de compléments d'émoluments	28 844 198 francs
Total	30 745 702 francs

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs
Albanie	319 336.59	19 674.10	339 010.69
Algérie	432 088.34	28 289.05	460 377.39
Allemagne	1 021 353.45	71 312.61	1 092 666.06
Antigua-et-Barbuda	21 473.51	1 336.49	22 810.00
Arménie	289 607.29	18 488.12	308 095.41
Autriche	671 358.52	46 834.36	718 192.88
Azerbaïdjan	270 688.65	16 766.33	287 454.98
Bahreïn	107 515.33	5 448.31	112 963.64
Bélarus	575 751.80	36 711.35	612 463.15
Benelux	208 970.79	14 647.21	223 618.00
Benelux	1 022 451.41	71 610.61	1 094 062.02
Bhoutan	71 536.13	4 310.48	75 846.61
Bosnie-Herzégovine	552 187.95	36 037.08	588 225.03
Botswana	-	-	-
Bulgarie	707 168.81	45 266.09	752 434.90
Chine	1 025 069.61	62 905.36	1 087 974.97
Chypre	185 892.58	10 300.61	196 193.19
Croatie	682 591.47	44 591.83	727 183.30
Cuba	195 605.28	12 762.88	208 368.16
Égypte	601 511.56	39 890.03	641 401.59
Espagne	1 257 160.85	86 438.43	1 343 599.28
Ex-République yougoslave de Macédoine	433 270.75	28 292.06	461 562.81
Fédération de Russie	1 556 903.13	100 880.96	1 657 784.09
France	1 007 417.84	70 459.24	1 077 877.08
Hongrie	932 841.22	63 128.11	995 969.33
Iran (République islamique d')	272 546.73	15 465.97	288 012.70
Italie	651 975.36	45 440.68	697 416.04
Kazakhstan	423 726.97	26 850.22	450 577.19
Kenya	140 285.13	8 283.83	148 568.96
Kirghizistan	274 911.56	17 777.73	292 689.29
Lesotho	60 303.18	3 715.99	64 019.17
Lettonie	335 594.80	21 334.18	356 928.98
Libéria	106 924.13	6 971.42	113 895.55
Liechtenstein	185 174.68	12 657.53	197 832.21
Lituanie	273 644.69	16 611.31	290 256.00
Maroc	735 800.16	49 040.78	784 840.94
Moldova	375 754.69	24 008.67	399 763.36
Monaco	365 873.08	24 965.89	390 838.97
Mongolie	214 608.38	13 882.65	228 491.03
Monténégro	-	-	-
Mozambique	109 711.25	6 664.39	116 375.64
Namibie	89 779.10	5 291.78	95 070.88
Ouzbékistan	320 856.84	20 619.28	341 476.12
Pologne	780 731.94	51 015.41	831 747.35
Portugal	964 006.31	66 162.30	1 030 168.61
République arabe syrienne	195 014.07	10 559.48	205 573.55
République populaire démocratique de Corée	306 667.86	20 348.37	327 016.23
République tchèque	828 281.92	55 398.14	883 680.06
Roumanie	1 117 804.76	73 440.76	1 191 245.52
Saint-Marin	96 577.99	6 637.30	103 215.29
Serbie	194 760.69	13 124.10	207 884.79
Serbie-et-Monténégro	716 881.51	47 800.61	764 682.12
Sierra Leone	85 894.03	5 321.88	91 215.91
Slovaquie	716 965.97	47 547.76	764 513.73
Slovénie	495 600.93	32 852.38	528 453.31
Soudan	178 206.88	11 679.24	189 886.12
Suisse	1 266 936.89	87 829.10	1 354 765.99
Swaziland	90 708.15	5 671.05	96 379.20
Tadjikistan	257 513.16	16 706.13	274 219.29
Turquie	118 241.53	7 603.55	125 845.08
Ukraine	823 129.97	52 466.29	875 596.26
Viet Nam	428 878.92	27 638.87	456 517.79
Zambie	94 170.93	5 737.28	99 908.21
Total	28 844 198.00	1 901 504.00	30 745 702.00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles - 2006

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2006, la somme de 105 485 770 francs de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 99 175 152 sous forme de paiements entiers ou de première partie de la taxe individuelle et 6 310 618 sous forme de seconds paiements visant les désignations pour lesquelles la Règle 34.3)a) s'applique.

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues; francs
Antilles néerlandaises	1 116	337 288
Arménie	601	150 267
Australie	9 294	8 358 702
Bélarus	1 078	677 050
Benelux	1 058	285 887
Bulgarie	1 465	399 121
Chine	5 759	2 827 315
Communauté européenne	10 672	28 701 372
Cuba	400	143 559
Danemark	5 071	2 753 661
Estonie	3 645	1 096 315
Etats-Unis d'Amérique	14 097	11 561 559
Finlande	4 653	1 345 519
Géorgie	3 527	1 459 604
Grèce	4 302	1 010 687
Irlande	3 282	1 611 978
Islande	3 412	1 175 911
Italie	1 278	225 896
Japon	12 031	5 454 022
Kirghizistan	558	303 640
Norvège	10 238	5 055 252
Ouzbékistan*	-	-
République de Corée	8 445	5 284 572
République de Moldova	739	282 612
Royaume-Uni	8 661	4 434 142
Singapour	6 855	2 881 459
Suède	5 125	1 950 850
Suisse	3 537	2 279 050
Turkménistan	2 536	995 011
Turquie	7 916	4 767 817
Ukraine	2 013	1 312 244
Viet Nam**	254	52 790
Sous-total	143 618	99 175 152

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	222	35 076
Japon	8 323	6 275 542
Sous-total	8 545	6 310 618
TOTAL A + B	152 163	105 485 770

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d'exécution commun].

* A compter du 27 décembre 2006

** A compter du 11 juillet 2006

Union de Madrid – Paiement effectué selon la Règle 39 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid et au Protocole

La règle 39 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement (adopté par l'Assemblée de l'Union de Madrid avec effet le 1^{er} avril 1996) permet la continuation des effets des enregistrements internationaux dans certains États (ci-après dénommés "États successeurs") qui sont devenus indépendants et dont le territoire faisait partie, avant leur indépendance, du territoire d'un pays partie à l'Arrangement de Madrid. Le paiement effectué au Bureau international pour chaque continuation d'effets se compose d'une taxe de 41 francs, transférée par le Bureau international à l'Office national de l'État successeur, et d'une taxe de 23 francs au profit du Bureau international. Le nombre total de continuations d'effets enregistrées en 2007 était de 40 691 pour lesquelles le Bureau international a reçu la somme de (40 691 x 23 =) 935 893 francs et l'Office national de l'État successeur suivant la somme de (40 691 x 41 =) 1 668 331 francs qui a été transférée à cet Office comme suit :

	Nombre de continuations d'effets	Francs
Monténégro	40 691	1 668 331

RÉPARTITION MADRID

Union de Madrid - Émoluments supplémentaires - 2007

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2007, la somme de 2 197 373 francs au titre d'émoluments supplémentaires, pour des enregistrements et des renouvellements, sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)b) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)ii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

Selon la règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement, le coefficient mentionné à l'article 8.5) et 8.6) de l'Arrangement et du Protocole dont bénéficient les pays parties à l'Arrangement ou au Protocole, selon le cas, pour la répartition des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments est le suivant :

- un, pour les parties contractantes qui ne procèdent à aucun des examens prévus ci-après;
- deux, pour les parties contractantes qui procèdent à un examen des seuls motifs absolus de refus;
- trois, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, à un examen d'antériorité sur opposition des tiers;
- quatre, pour les parties contractantes qui procèdent, en outre, d'office à un tel examen;
- quatre, également, pour les parties contractantes qui procèdent d'office à des recherches d'antériorité avec indication des antériorités les plus pertinentes.

Le nombre de désignations comprises dans les enregistrements ou les renouvellements pour lesquelles l'OMPI a perçu un émoluments supplémentaire de 73 francs pour chaque classe de produits et de services en sus de la troisième était, pour le coefficient:

- un, 13 656 Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
- deux, 39 412 Autriche, Italie, Monaco
- trois, 100 632 Allemagne, Benelux¹, Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Suisse
- quatre, 233 564 Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Benelux², Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc, Moldova, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Oman³, Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie, Serbie-et-Monténégro⁴, Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 2 197 373 francs doit être divisée par 1 328 632 [13 656 + (39 412 x 2) 78 824 + (100 632 x 3) 301 896 + (233 564 x 4) 934 256]. Il en résulte que la somme due pour chaque désignation s'élève à 1.65386126 franc par point de coefficient [2 197 273 : 1 328 632] soit, pour le coefficient:

- un, à 1.65386126 franc
- deux, à 3.30772252 francs
- trois, à 4.96158378 francs
- quatre, à 6.61544504 francs.

¹ À compter du 1er septembre 2006

² Jusqu'au 31 août 2006

³ À compter du 16 octobre 2007

⁴ Jusqu'au 2 juin 2006

La répartition des émoluments supplémentaires est donc la suivante :

	Nombre de marques	Somme due par marque	Total francs
Albanie	3 945	6.61544504	26 097.93
Algérie	4 935	6.61544504	32 647.22
Allemagne	15 420	4.96158378	76 507.62
Antigua-et-Barbuda	947	1.65386126	1 566.21
Arménie	3 835	6.61544504	25 370.23
Autriche	15 750	3.30772252	52 096.63
Azerbaïdjan	3 871	6.61544504	25 608.39
Bahreïn	909	6.61544504	6 013.44
Bélarus	6 955	6.61544504	46 010.42
Benelux	15 173	4.96158378	75 282.11
Benelux	484	6.61544504	3 201.88
Bhoutan	750	6.61544504	4 961.58
Bosnie-Herzégovine	6 379	6.61544504	42 199.92
Botswana	460	6.61544504	3 043.11
Bulgarie	6 936	6.61544504	45 884.73
Chine	11 205	6.61544504	74 126.06
Chypre	1 640	6.61544504	10 849.33
Croatie	10 592	4.96158378	52 553.10
Cuba	2 299	6.61544504	15 208.91
Égypte	6 322	6.61544504	41 822.84
Espagne	14 116	6.61544504	93 383.62
Ex-République yougoslave de Macédoine	6 710	4.96158378	33 292.23
Fédération de Russie	19 226	6.61544504	127 188.55
France	15 220	4.96158378	75 515.31
Hongrie	10 732	6.61544504	70 996.96
Iran (République islamique d')	2 715	6.61544504	17 960.93
Italie	15 385	3.30772252	50 889.31
Kazakhstan	5 338	6.61544504	35 313.25
Kenya	1 414	6.61544504	9 354.24
Kirghizistan	3 679	6.61544504	24 338.22
Lesotho	872	4.96158378	4 326.50
Lettonie	5 110	4.96158378	25 353.69
Libéria	1 354	6.61544504	8 957.31
Liechtenstein	8 356	1.65386126	13 819.67
Lituanie	3 751	4.96158378	18 610.90
Maroc	8 170	6.61544504	54 048.19
Moldova	4 806	6.61544504	31 793.83
Monaco	8 277	3.30772252	27 378.02
Mongolie	2 660	6.61544504	17 597.08
Monténégro	3 673	6.61544504	24 298.53
Mozambique	1 093	6.61544504	7 230.68
Namibie	948	6.61544504	6 271.44
Oman	85	6.61544504	562.31
Ouzbékistan	4 259	6.61544504	28 175.18
Pologne	9 367	6.61544504	61 966.87
Portugal	10 934	6.61544504	72 333.28
République arabe syrienne	2 036	6.61544504	13 469.05
République populaire démocratique de Corée	3 360	6.61544504	22 227.90
République tchèque	9 717	6.61544504	64 282.28
Roumanie	10 019	6.61544504	66 280.14
Saint-Marin	4 353	1.65386126	7 199.26
Serbie	10 399	6.61544504	68 794.01
Serbie-et-Monténégro	210	6.61544504	1 389.24
Sierra Leone	1 051	6.61544504	6 952.83
Slovaquie	8 283	6.61544504	54 795.73
Slovénie	7 684	4.96158378	38 124.81
Soudan	2 119	6.61544504	14 018.13
Suisse	20 100	4.96158378	99 727.83
Swaziland	934	6.61544504	6 178.83
Tadjikistan	3 553	6.61544504	23 504.68
Turquie	32	6.61544504	211.69
Ukraine	10 110	6.61544504	66 882.15
Viet Nam	5 260	6.61544504	34 797.24
Zambie	987	6.61544504	6 529.44
Total	387 264		2 197 373.00

Union de Madrid - Compléments d'émoluments - 2007

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2007, la somme de 30 401 726 francs au titre de compléments d'émoluments correspondant à 416 462 désignations (faites lors de l'enregistrement, postérieurement à l'enregistrement ou lors du renouvellement), sur la base du barème en vigueur à partir du 1er avril 1996 [article 8.2)c) de l'Arrangement de Madrid et article 8.2)iii) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid].

II. Répartition

La répartition est faite selon le nombre de désignations [article 8.6) de l'Arrangement de Madrid et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid] et selon un coefficient [règle 37 du Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et au Protocole relatif à cet Arrangement].

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu 73 francs au titre de compléments d'émoluments était, pour le coefficient:

un,	14 241	Antigua-et-Barbuda, Liechtenstein, Saint-Marin
deux,	40 397	Autriche, Italie, Monaco
trois,	105 550	Allemagne, Benelux ¹ , Croatie, Ex-République yougoslave de Macédoine, France, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Slovénie, Suisse
quatre,	256 274	Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Benelux ² , Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Espagne, Fédération de Russie, Hongrie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Maroc, Moldova, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Oman ³ , Ouzbékistan, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Serbie, Serbie-et-Monténégro ⁴ , Sierra Leone, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zambie.

La somme perçue de 30 401 726 francs doit être divisée par 1 436 781 [14 241 + (40 397 x 2) 80 794 + (105 550 x 3) 316 650 + (256 274 x 4) 1 025 096]. Il en résulte que la somme due pour chaque marque dont la protection a été demandée s'élève à 21.15961027 francs par point de coefficient [30 401 726 : 1 436 781] soit, pour le coefficient:

un,	à	21.15961027 francs
deux,	à	42.31922054 francs
trois,	à	63.47883081 francs
quatre,	à	84.63844108 francs.

¹ À compter du 1er septembre 2006

² Jusqu'au 31 août 2006

³ À compter du 16 octobre 2007

⁴ Jusqu'au 2 juin 2006

La répartition des compléments d'émoluments est donc la suivante :

	Nombre de désignations	Somme due par désignation	Total francs
Albanie	4 535	84.63844108	383 835.33
Algérie	5 345	84.63844108	452 392.47
Allemagne	15 728	63.47883081	998 395.05
Antigua-et-Barbuda	1 088	21.15961027	23 021.66
Arménie	4 208	84.63844108	356 158.56
Autriche	16 120	42.31922054	682 185.84
Azerbaïdjan	4 419	84.63844108	374 017.27
Bahreïn	1 168	84.63844108	98 857.70
Bélarus	7 695	84.63844108	651 292.80
Benelux	15 443	63.47883081	980 303.58
Benelux	492	84.63844108	41 642.11
Bhoutan	871	84.63844108	73 720.08
Bosnie-Herzégovine	6 992	84.63844108	591 791.98
Botswana	595	84.63844108	50 359.87
Bulgarie	7 541	84.63844108	638 258.48
Chine	12 937	84.63844108	1 094 967.51
Chypre	2 038	84.63844108	172 493.14
Croatie	11 492	63.47883081	729 498.72
Cuba	2 525	84.63844108	213 712.06
Égypte	6 834	84.63844108	578 419.11
Espagne	14 619	84.63844108	1 237 329.37
Ex-République yougoslave de Macédoine	7 430	63.47883081	471 647.71
Fédération de Russie	20 954	84.63844108	1 773 513.90
France	15 550	63.47883081	987 095.82
Hongrie	11 249	84.63844108	952 097.82
Iran (République islamique d')	3 456	84.63844108	292 510.45
Italie	15 673	42.31922054	663 269.14
Kazakhstan	6 026	84.63844108	510 031.25
Kenya	1 692	84.63844108	143 208.24
Kirghizistan	4 023	84.63844108	340 500.45
Lesotho	1 001	63.47883081	63 542.31
Lettonie	5 661	63.47883081	359 353.66
Libéria	1 463	84.63844108	123 826.04
Liechtenstein	8 675	21.15961027	183 559.62
Lituanie	4 334	63.47883081	275 117.25
Maroc	8 773	84.63844108	742 533.04
Moldova	5 328	84.63844108	450 953.61
Monaco	8 604	42.31922054	364 114.57
Mongolie	2 930	84.63844108	247 990.63
Monténégro	4 695	84.63844108	397 377.48
Mozambique	1 277	84.63844108	108 083.29
Namibie	1 127	84.63844108	95 387.52
Oman	117	84.63844108	9 902.70
Ouzbékistan	4 669	84.63844108	395 176.88
Pologne	10 081	84.63844108	853 240.13
Portugal	11 361	84.63844108	961 577.33
République arabe syrienne	2 657	84.63844108	224 884.34
République populaire démocratique de Corée	3 613	84.63844108	305 798.69
République tchèque	10 244	84.63844108	867 036.19
Roumanie	10 748	84.63844108	909 693.97
Saint-Marin	4 478	21.15961027	94 752.74
Serbie	11 197	84.63844108	947 696.63
Serbie-et-Monténégro	223	84.63844108	18 874.37
Sierra Leone	1 191	84.63844108	100 804.38
Slovaquie	8 784	84.63844108	743 464.07
Slovénie	8 169	63.47883081	518 558.57
Soudan	2 313	84.63844108	195 768.71
Suisse	20 742	63.47883081	1 316 677.91
Swaziland	1 074	84.63844108	90 901.69
Tadjikistan	3 877	84.63844108	328 143.24
Turquie	37	84.63844108	3 131.62
Ukraine	11 258	84.63844108	952 859.57
Viet Nam	5 865	84.63844108	496 404.46
Zambie	1 158	84.63844108	98 011.32
Total	416 462		30 401 726.00

Union de Madrid - Total des émoluments - 2007

I. Perception

Les sommes suivantes ont été perçues par l'OMPI, en 2007, au titre :

- d'émoluments supplémentaires	2 197 373 francs
- de compléments d'émoluments	30 401 726 francs
Total	32 599 099 francs

II. Répartition

Le total des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments perçus est réparti comme suit :

	Compléments d'émoluments	Émoluments supplémentaires	Total francs
Albanie	383 835.33	26 097.93	409 933.26
Algérie	452 392.47	32 647.22	485 039.69
Allemagne	998 395.05	76 507.62	1 074 902.67
Antigua-et-Barbuda	23 021.66	1 566.21	24 587.87
Arménie	356 158.56	25 370.23	381 528.79
Autriche	682 185.84	52 096.63	734 282.47
Azerbaïdjan	374 017.27	25 608.39	399 625.66
Bahreïn	98 857.70	6 013.44	104 871.14
Bélarus	651 292.80	46 010.42	697 303.22
Benelux	980 303.58	75 282.11	1 055 585.69
Benelux	41 642.11	3 201.88	44 843.99
Bhoutan	73 720.08	4 961.58	78 681.66
Bosnie-Herzégovine	591 791.98	42 199.92	633 991.90
Botswana	50 359.87	3 043.11	53 402.98
Bulgarie	638 258.48	45 884.73	684 143.21
Chine	1 094 967.51	74 126.06	1 169 093.57
Chypre	172 493.14	10 849.33	183 342.47
Croatie	729 498.72	52 553.10	782 051.82
Cuba	213 712.06	15 208.91	228 920.97
Égypte	578 419.11	41 822.84	620 241.95
Espagne	1 237 329.37	93 383.62	1 330 712.99
Ex-République yougoslave de Macédoine	471 647.71	33 292.23	504 939.94
Fédération de Russie	1 773 513.90	127 188.55	1 900 702.45
France	987 095.82	75 515.31	1 062 611.13
Hongrie	952 097.82	70 996.96	1 023 094.78
Iran (République islamique d')	292 510.45	17 960.93	310 471.38
Italie	663 269.14	50 889.31	714 158.45
Kazakhstan	510 031.25	35 313.25	545 344.50
Kenya	143 208.24	9 354.24	152 562.48
Kirghizistan	340 500.45	24 338.22	364 838.67
Lesotho	63 542.31	4 326.50	67 868.81
Lettonie	359 353.66	25 353.69	384 707.35
Libéria	123 826.04	8 957.31	132 783.35
Liechtenstein	183 559.62	13 819.67	197 379.29
Lituanie	275 117.25	18 610.90	293 728.15
Maroc	742 533.04	54 048.19	796 581.23
Moldova	450 953.61	31 793.83	482 747.44
Monaco	364 114.57	27 378.02	391 492.59
Mongolie	247 990.63	17 597.08	265 587.71
Monténégro	397 377.48	24 298.53	421 676.01
Mozambique	108 083.29	7 230.68	115 313.97
Namibie	95 387.52	6 271.44	101 658.96
Oman	9 902.70	562.31	10 465.01
Ouzbékistan	395 176.88	28 175.18	423 352.06
Pologne	853 240.13	61 966.87	915 207.00
Portugal	961 577.33	72 333.28	1 033 910.61
République arabe syrienne	224 884.34	13 469.05	238 353.39
République populaire démocratique de Corée	305 798.69	22 227.90	328 026.59
République tchèque	867 036.19	64 282.28	931 318.47
Roumanie	909 693.97	66 280.14	975 974.11
Saint-Marin	94 752.74	7 199.26	101 952.00
Serbie	947 696.63	68 794.01	1 016 490.64
Serbie-et-Monténégro	18 874.37	1 389.24	20 263.61
Sierra Leone	100 804.38	6 952.83	107 757.21
Slovaquie	743 464.07	54 795.73	798 259.80
Slovénie	518 558.57	38 124.81	556 683.38
Soudan	195 768.71	14 018.13	209 786.84
Suisse	1 316 677.91	99 727.83	1 416 405.74
Swaziland	90 901.69	6 178.83	97 080.52
Tadjikistan	328 143.24	23 504.68	351 647.92
Turquie	3 131.62	211.69	3 343.31
Ukraine	952 859.57	66 882.15	1 019 741.72
Viet Nam	496 404.46	34 797.24	531 201.70
Zambie	98 011.32	6 529.44	104 540.76
Total	30 401 726.00	2 197 373.00	32 599 099.00

Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid - Taxes individuelles – 2007

I. Perception

L'OMPI a perçu en 2007, la somme de 119 520 339 francs de taxes individuelles au titre de l'article 8.7) du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid, dont 110 430 844 sous forme de paiements entiers ou de première partie de la taxe individuelle et 9 089 495 sous forme de seconds paiements visant les désignations pour lesquelles la Règle 34.3)a) s'applique.

A) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe individuelle sous forme de paiements entiers ou de première partie du paiement était le suivant :

	Nombre de désignations	Taxes individuelles perçues; francs
Antilles néerlandaises	1 159	351 913
Arménie	645	160 255
Australie	12 238	8 377 524
Bahreïn*	1 196	964 633
Bélarus	1 220	771 900
Benelux	958	262 824
Bulgarie	929	267 960
Chine	6 687	3 430 824
Communauté européenne	12 773	31 626 755
Cuba	408	142 795
Danemark	5 239	2 886 689
Estonie	3 536	1 101 255
Etats-Unis d'Amérique	14 687	13 127 881
Finlande	4 716	1 486 777
Géorgie	4 031	1 666 574
Grèce	4 060	1 000 622
Irlande	3 032	1 530 011
Islande	3 674	1 277 254
Italie	1 178	211 942
Japon	12 510	5 937 517
Kirghizistan	627	213 980
Norvège	11 130	5 567 208
Ouzbékistan	417	659 498
République de Corée	9 109	6 025 335
République de Moldova	785	294 961
Royaume-Uni	8 596	4 890 553
Saint-Marin**	44	9 238
Singapour	7 104	3 630 844
Suède	5 266	2 122 690
Suisse	3 990	2 065 850
Turkménistan	2 964	1 109 104
Turquie	9 790	5 462 744
Ukraine	2 219	1 431 048
Viet Nam	1 230	363 886
Sous-total	158 147	110 430 844

B) Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu un second paiement était le suivant :

Cuba	301	47 558
Japon	12 465	9 041 937
Sous-total	12 766	9 089 495

TOTAL A + B	170 913	119 520 339
--------------------	----------------	--------------------

II. Répartition

Les taxes individuelles ont été créditées sur le compte des parties contractantes auprès du Bureau international au cours du mois qui a suivi celui de l'inscription de l'enregistrement international, de la désignation postérieure ou du renouvellement pour lequel cette taxe a été payée [Règle 38 du Règlement d'exécution commun].

* A compter du 5 avril 2007

** A compter du 12 septembre 2007

Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations – 2006

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2006, la somme de 1 448 641 francs au titre de taxes étatiques ordinaires, de taxes étatiques d'examen de nouveauté et de taxes étatiques de renouvellement en application des règles 13.2a)iii), 13.2a)iv), 13.2.e) et 24.2 du Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1^{er} avril 1996 ou au titre de taxes de désignations, standard ou individuelle, concernant les enregistrements internationaux ou leur renouvellement régis exclusivement ou partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999 en application des règles 12.1a)ii), 12.1a)iii), 24.1a)ii) et 24.1a)iii) du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

	Nombre de désignations	Taxes perçues; francs
Allemagne	3 772	106 895
Belize	213	10 374
Benelux	3 897	109 141
Bénin	238	6 774
Botswana ¹	0	0
Bulgarie	750	107 327
Côte d'Ivoire	243	7 053
Croatie	469	22 596
Égypte	276	13 276
Espagne	289	13 981
Estonie	115	5 198
Ex-République yougoslave de Macédoine	743	25 943
France	3 804	107 070
Gabon	24	1 088
Géorgie	314	15 024
Grèce	1 425	44 303
Hongrie	1 373	97 509
Islande	24	1 094
Italie	3 853	108 058
Kirghizistan	240	99 828
Lettonie	182	8 562
Liechtenstein	1 259	40 149
Mali ²	0	0
Maroc	866	31 429
Moldova	657	36 168
Monaco	1 373	43 890
Mongolie	439	15 126
Monténégro ³	0	0
Namibie	20	1 064
Niger	16	734
République de Serbie ³	79	3 736
République populaire démocratique de Corée	773	25 267
Roumanie	970	81 127
Sénégal	260	7 667
Serbie-et-Monténégro ⁴	1 039	33 510
Singapour	282	13 578
Slovénie	1 082	34 041
Suisse	4 058	123 750
Suriname	233	6 275
Turquie	316	15 352
Ukraine	511	24 684
Total	36 477	1 448 641

¹ À compter du 5 décembre 2006

² À compter du 7 septembre 2006

³ À compter du 3 juin 2006

⁴ Jusqu'au 2 juin 2006

Union de La Haye - Taxes étatiques et taxes de désignations - 2007

I. Perception

L'OMPI a perçu, en 2007, la somme de 1 488 522 francs au titre de taxes étatiques ordinaires, de taxes étatiques d'examen de nouveauté et de taxes étatiques de renouvellement en application des règles 13.2a)iii), 13.2a)iv), 13.2.e) et 24.2 du Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er avril 1996 ou au titre de taxes de désignations, standard ou individuelle, concernant les enregistrements internationaux ou leur renouvellement régis exclusivement ou partiellement par l'Acte de 1960 ou par l'Acte de 1999 en application des règles 12.1a)ii), 12.1a)iii), 24.1a)ii) et 24.1a)iii) du Règlement d'exécution commun de l'Arrangement de La Haye, selon le barème en vigueur au 1er janvier 2007.

Le nombre de désignations pour lesquelles l'OMPI a perçu une taxe était le suivant:

	Nombre de désignations	Taxes perçues; francs
Albanie ¹	175	8 506
Allemagne	3 913	108 929
Arménie ²	74	3 358
Belize	196	9 398
Benelux	4 189	115 119
Bénin	217	5 993
Botswana ³	12	552
Bulgarie	781	83 199
Côte d'Ivoire	212	6 133
Croatie	537	25 980
Égypte	262	12 288
Espagne	245	12 314
Estonie	71	3 262
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 000	33 232
France	4 058	112 562
Gabon	18	868
Géorgie	276	13 290
Grèce	1 749	51 542
Hongrie	1 440	89 354
Islande	21	992
Italie	4 057	111 632
Kirghizistan	220	88 172
Lettonie	142	6 782
Liechtenstein	1 474	45 607
Mali ⁴	10	514
Maroc	892	31 778
Moldova	815	40 153
Monaco	1 545	49 134
Mongolie	557	17 541
Monténégro ⁵	1 182	37 082
Namibie	11	512
Niger	14	800
République de Serbie ⁵	1 234	39 721
République populaire démocratique de Corée	890	27 652
Roumanie	1 048	53 893
Sénégal	234	6 524
Serbie-et-Monténégro ⁶	90	2 954
Singapour	305	15 148
Slovénie	1 254	36 506
Suisse	4 307	130 451
Suriname	217	5 541
Turquie	323	16 020
Ukraine	630	27 534
Total	40 897	1 488 522

¹ À compter du 19 mars 2007

² À compter du 13 juillet 2007

³ À compter du 5 décembre 2006

⁴ À compter du 7 septembre 2006

⁵ À compter du 3 juin 2006

⁶ Jusqu'au 2 juin 2006

Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2006

(montants exprimés en francs)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, et taxes individuelles
- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	taxes individuelles		
Albanie	339 010.69			339 010.69
Algérie	460 377.39			460 377.39
Allemagne	1 092 666.06		106 895.00	1 199 561.06
Antigua-et-Barbuda	22 810.00			22 810.00
Antilles néerlandaises		337 288.00		337 288.00
Arménie	308 095.41	150 267.00		458 362.41
Australie		8 358 702.00		8 358 702.00
Autriche	718 192.88			718 192.88
Azerbaïdjan	287 454.98			287 454.98
Bahreïn	112 963.64			112 963.64
Bélarus	612 463.15	677 050.00		1 289 513.15
Belize			10 374.00	10 374.00
Benelux	1 317 680.02	285 887.00	109 141.00	1 712 708.02
Bénin			6 774.00	6 774.00
Bhoutan	75 846.61			75 846.61
Bosnie-Herzégovine	588 225.03			588 225.03
Botswana	-		-	-
Bulgarie	752 434.90	399 121.00	107 327.00	1 258 882.90
Chine	1 087 974.97	2 827 315.00		3 915 289.97
Chypre	196 193.19			196 193.19
Communauté européenne		28 701 372.00		28 701 372.00
Côte d'Ivoire			7 053.00	7 053.00
Croatie	727 183.30		22 596.00	749 779.30
Cuba	208 368.16	178 635.00		387 003.16
Danemark		2 753 661.00		2 753 661.00
Egypte	641 401.59		13 276.00	654 677.59
Espagne	1 343 599.28		13 981.00	1 357 580.28
Estonie		1 096 315.00	5 198.00	1 101 513.00
Etats-Unis d'Amérique		11 561 559.00		11 561 559.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	461 562.81		25 943.00	487 505.81
Fédération de Russie	1 657 784.09			1 657 784.09
Finlande		1 345 519.00		1 345 519.00
France	1 077 877.08		107 070.00	1 184 947.08
Gabon			1 088.00	1 088.00
Géorgie		1 459 604.00	15 024.00	1 474 628.00
Grèce		1 010 687.00	44 303.00	1 054 990.00
Hongrie	995 969.33		97 509.00	1 093 478.33
Iran (République islamique d')	288 012.70			288 012.70
Irlande		1 611 978.00		1 611 978.00
Islande		1 175 911.00	1 094.00	1 177 005.00
Italie	697 416.04	225 896.00	108 058.00	1 031 370.04
Japon		11 729 564.00		11 729 564.00
Kazakhstan	450 577.19			450 577.19
Kenya	148 568.96			148 568.96
Kirghizistan	292 689.29	303 640.00	99 828.00	696 157.29
Lesotho	64 019.17			64 019.17
Lettonie	356 928.98		8 562.00	365 490.98
Libéria	113 895.55			113 895.55
Liechtenstein	197 832.21		40 149.00	237 981.21
Lituanie	290 256.00			290 256.00
Mali			-	-
Maroc	784 840.94		31 429.00	816 269.94
Moldova	399 763.36	282 612.00	36 168.00	718 543.36
Monaco	390 838.97		43 890.00	434 728.97
Mongolie	228 491.03		15 126.00	243 617.03
Monténégro	-	-	-	-
Mozambique	116 375.64			116 375.64
Namibie	95 070.88		1 064.00	96 134.88
Niger			734.00	734.00
Norvège		5 055 252.00		5 055 252.00
Ouzbékistan	341 476.12			341 476.12
Pologne	831 747.35			831 747.35
Portugal	1 030 168.61			1 030 168.61
République arabe syrienne	205 573.55			205 573.55
République de Corée		5 284 572.00		5 284 572.00
République populaire démocratique de Corée	327 016.23		25 267.00	352 283.23
République tchèque	883 680.06			883 680.06
Roumanie	1 191 245.52		81 127.00	1 272 372.52
Royaume-Uni		4 434 142.00		4 434 142.00
Saint-Marin	103 215.29			103 215.29
Sénégal			7 667.00	7 667.00
Serbie	207 884.79		3 736.00	211 620.79
Serbie-et-Monténégro	764 682.12		33 510.00	798 192.12
Sierra Leone	91 215.91			91 215.91
Singapour		2 881 459.00	13 578.00	2 895 037.00
Slovaquie	764 513.73			764 513.73
Slovénie	528 453.31		34 041.00	562 494.31
Soudan	189 886.12			189 886.12
Suède		1 950 850.00		1 950 850.00
Suisse	1 354 765.99	2 279 050.00	123 750.00	3 757 565.99
Suriname			6 275.00	6 275.00
Swaziland	96 379.20			96 379.20
Tadjikistan	274 219.29			274 219.29
Turkménistan		995 011.00		995 011.00
Turquie	125 845.08	4 767 817.00	15 352.00	4 909 014.08
Ukraine	875 596.26	1 312 244.00	24 684.00	2 212 524.26
Viet Nam	456 517.79	52 790.00		509 307.79
Zambie	99 908.21			99 908.21
Total	30 745 702.00	105 485 770.00	1 448 641.00	137 680 113.00

Unions de Madrid et de La Haye - Répartition 2007

(montants exprimés en francs)

- Service de l'enregistrement international des marques (Madrid) : émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments, taxes individuelles, continuations d'effet*

- Service de l'enregistrement international des dessins et modèles industriels (La Haye) : taxes étatiques et taxes de désignations

	Madrid		La Haye	Total
	émoluments supplémentaires et compléments d'émoluments	taxes individuelles continuations d'effet*		
Albanie	409 933.26		8 506.00	418 439.26
Algérie	485 039.69			485 039.69
Allemagne	1 074 902.67		108 929.00	1 183 831.67
Antigua-et-Barbuda	24 587.87			24 587.87
Antilles néerlandaises		351 913.00		351 913.00
Arménie	381 528.79	160 255.00	3 358.00	545 141.79
Australie		8 377 524.00		8 377 524.00
Autriche	734 282.47			734 282.47
Azerbaïdjan	399 625.66			399 625.66
Bahrein	104 871.14	964 633.00		1 069 504.14
Bélarus	697 303.22	771 900.00		1 469 203.22
Belize			9 398.00	9 398.00
Benelux	1 100 429.68	262 824.00	115 119.00	1 478 372.68
Bénin			5 993.00	5 993.00
Bhoutan	78 681.66			78 681.66
Bosnie-Herzégovine	633 991.90			633 991.90
Botswana	53 402.98		552.00	53 954.98
Bulgarie	684 143.21	267 960.00	83 199.00	1 035 302.21
Chine	1 169 093.57	3 430 824.00		4 599 917.57
Chypre	183 342.47			183 342.47
Communauté européenne		31 626 755.00		31 626 755.00
Côte d'Ivoire			6 133.00	6 133.00
Croatie	782 051.82		25 980.00	808 031.82
Cuba	228 920.97	190 353.00		419 273.97
Danemark		2 886 689.00		2 886 689.00
Egypte	620 241.95		12 288.00	632 529.95
Espagne	1 330 712.99		12 314.00	1 343 026.99
Estonie		1 101 255.00	3 262.00	1 104 517.00
Etats-Unis d'Amérique		13 127 881.00		13 127 881.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	504 939.94		33 232.00	538 171.94
Fédération de Russie	1 900 702.45			1 900 702.45
Finlande		1 486 777.00		1 486 777.00
France	1 062 611.13		112 562.00	1 175 173.13
Gabon			868.00	868.00
Géorgie		1 666 574.00	13 290.00	1 679 864.00
Grèce		1 000 622.00	51 542.00	1 052 164.00
Hongrie	1 023 094.78		89 354.00	1 112 448.78
Iran (République islamique d')	310 471.38			310 471.38
Irlande		1 530 011.00		1 530 011.00
Islande		1 277 254.00	992.00	1 278 246.00
Italie	714 158.45	211 942.00	111 632.00	1 037 732.45
Japon		14 979 454.00		14 979 454.00
Kazakhstan	545 344.50			545 344.50
Kenya	152 562.48			152 562.48
Kirghizistan	364 838.67	213 980.00	88 172.00	666 990.67
Lesotho	67 868.81			67 868.81
Lettonie	384 707.35		6 782.00	391 489.35
Libéria	132 783.35			132 783.35
Liechtenstein	197 379.29		45 607.00	242 986.29
Lituanie	293 728.15			293 728.15
Mali			514.00	514.00
Maroc	796 581.23		31 778.00	828 359.23
Moldova	482 747.44	294 961.00	40 153.00	817 861.44
Monaco	391 492.59		49 134.00	440 626.59
Mongolie	265 587.71		17 541.00	283 128.71
Monténégro*	421 676.01	1 668 331.00	37 082.00	2 127 089.01
Mozambique	115 313.97			115 313.97
Namibie	101 658.96		512.00	102 170.96
Niger			800.00	800.00
Norvège		5 567 208.00		5 567 208.00
Oman	10 465.01			10 465.01
Ouzbékistan	423 352.06	659 498.00		1 082 850.06
Pologne	915 207.00			915 207.00
Portugal	1 033 910.61			1 033 910.61
République arabe syrienne	238 353.39			238 353.39
République de Corée		6 025 335.00		6 025 335.00
République populaire démocratique de Corée	328 026.59		27 652.00	355 678.59
République tchèque	931 318.47			931 318.47
Roumanie	975 974.11		53 893.00	1 029 867.11
Royaume-Uni		4 890 553.00		4 890 553.00
Saint-Marin	101 952.00	9 238.00		111 190.00
Sénégal			6 524.00	6 524.00
Serbie	1 016 490.64		39 721.00	1 056 211.64
Serbie-et-Monténégro	20 263.61		2 954.00	23 217.61
Sierra Leone	107 757.21			107 757.21
Singapour		3 630 844.00	15 148.00	3 645 992.00
Slovaquie	798 259.80			798 259.80
Slovénie	556 683.38		36 506.00	593 189.38
Soudan	209 786.84			209 786.84
Suède		2 122 690.00		2 122 690.00
Suisse	1 416 405.74	2 065 850.00	130 451.00	3 612 706.74
Suriname			5 541.00	5 541.00
Swaziland	97 080.52			97 080.52
Tadjikistan	351 647.92			351 647.92
Turkménistan		1 109 104.00		1 109 104.00
Turquie	3 343.31	5 462 744.00	16 020.00	5 482 107.31
Ukraine	1 019 741.72	1 431 048.00	27 534.00	2 478 323.72
Viet Nam	531 201.70	363 886.00		895 087.70
Zambie	104 540.76			104 540.76
Total	32 599 099.00	121 188 670.00	1 488 522.00	155 276 291.00

Unions de Madrid et de La Haye - Récapitulatif 2006-2007

(montants exprimés en francs)

	2006	2007	Total
Albanie	339 010.69	418 439.26	757 449.95
Algérie	460 377.39	485 039.69	945 417.08
Allemagne	1 199 561.06	1 183 831.67	2 383 392.73
Antigua-et-Barbuda	22 810.00	24 587.87	47 397.87
Antilles néerlandaises	337 288.00	351 913.00	689 201.00
Arménie	458 362.41	545 141.79	1 003 504.20
Australie	8 358 702.00	8 377 524.00	16 736 226.00
Autriche	718 192.88	734 282.47	1 452 475.35
Azerbaïdjan	287 454.98	399 625.66	687 080.64
Bahreïn	112 963.64	1 069 504.14	1 182 467.78
Bélarus	1 289 513.15	1 469 203.22	2 758 716.37
Belize	10 374.00	9 398.00	19 772.00
Benelux	1 712 708.02	1 478 372.68	3 191 080.70
Bénin	6 774.00	5 993.00	12 767.00
Bhoutan	75 846.61	78 681.66	154 528.27
Bosnie-Herzégovine	588 225.03	633 991.90	1 222 216.93
Botswana		53 954.98	53 954.98
Bulgarie	1 258 882.90	1 035 302.21	2 294 185.11
Chine	3 915 289.97	4 599 917.57	8 515 207.54
Chypre	196 193.19	183 342.47	379 535.66
Communauté européenne	28 701 372.00	31 626 755.00	60 328 127.00
Côte d'Ivoire	7 053.00	6 133.00	13 186.00
Croatie	749 779.30	808 031.82	1 557 811.12
Cuba	387 003.16	419 273.97	806 277.13
Danemark	2 753 661.00	2 886 689.00	5 640 350.00
Égypte	654 677.59	632 529.95	1 287 207.54
Espagne	1 357 580.28	1 343 026.99	2 700 607.27
Estonie	1 101 513.00	1 104 517.00	2 206 030.00
États-Unis d'Amérique	11 561 559.00	13 127 881.00	24 689 440.00
Ex-République yougoslave de Macédoine	487 505.81	538 171.94	1 025 677.75
Fédération de Russie	1 657 784.09	1 900 702.45	3 558 486.54
Finlande	1 345 519.00	1 486 777.00	2 832 296.00
France	1 184 947.08	1 175 173.13	2 360 120.21
Gabon	1 088.00	868.00	1 956.00
Géorgie	1 474 628.00	1 679 864.00	3 154 492.00
Grèce	1 054 990.00	1 052 164.00	2 107 154.00
Hongrie	1 093 478.33	1 112 448.78	2 205 927.11
Iran (République islamique d')	288 012.70	310 471.38	598 484.08
Irlande	1 611 978.00	1 530 011.00	3 141 989.00
Islande	1 177 005.00	1 278 246.00	2 455 251.00
Italie	1 031 370.04	1 037 732.45	2 069 102.49
Japon	11 729 564.00	14 979 454.00	26 709 018.00
Kazakhstan	450 577.19	545 344.50	995 921.69
Kenya	148 568.96	152 562.48	301 131.44
Kirghizistan	696 157.29	666 990.67	1 363 147.96
Lesotho	64 019.17	67 868.81	131 887.98
Lettonie	365 490.98	391 489.35	756 980.33
Libéria	113 895.55	132 783.35	246 678.90
Liechtenstein	237 981.21	242 986.29	480 967.50
Lituanie	290 256.00	293 728.15	583 984.15
Mali	-	514.00	514.00
Maroc	816 269.94	828 359.23	1 644 629.17
Moldova	718 543.36	817 861.44	1 536 404.80
Monaco	434 728.97	440 626.59	875 355.56
Mongolie	243 617.03	283 128.71	526 745.74
Monténégro	-	2 127 089.01	2 127 089.01
Mozambique	116 375.64	115 313.97	231 689.61
Namibie	96 134.88	102 170.96	198 305.84
Niger	734.00	800.00	1 534.00
Norvège	5 055 252.00	5 567 208.00	10 622 460.00
Oman	-	10 465.01	10 465.01
Ouzbékistan	341 476.12	1 082 850.06	1 424 326.18
Pologne	831 747.35	915 207.00	1 746 954.35
Portugal	1 030 168.61	1 033 910.61	2 064 079.22
République arabe syrienne	205 573.55	238 353.39	443 926.94
République de Corée	5 284 572.00	6 025 335.00	11 309 907.00
République populaire démocratique de Corée	352 283.23	355 678.59	707 961.82
République tchèque	883 680.06	931 318.47	1 814 998.53
Roumanie	1 272 372.52	1 029 867.11	2 302 239.63
Royaume-Uni	4 434 142.00	4 890 553.00	9 324 695.00
Saint-Marin	103 215.29	111 190.00	214 405.29
Sénégal	7 667.00	6 524.00	14 191.00
Serbie	211 620.79	1 056 211.64	1 267 832.43
Serbie-et-Monténégro	798 192.12	23 217.61	821 409.73
Sierra Leone	91 215.91	107 757.21	198 973.12
Singapour	2 895 037.00	3 645 992.00	6 541 029.00
Slovaquie	764 513.73	798 259.80	1 562 773.53
Slovénie	562 494.31	593 189.38	1 155 683.69
Soudan	189 886.12	209 786.84	399 672.96
Suède	1 950 850.00	2 122 690.00	4 073 540.00
Suisse	3 757 565.99	3 612 706.74	7 370 272.73
Suriname	6 275.00	5 541.00	11 816.00
Swaziland	96 379.20	97 080.52	193 459.72
Tadjikistan	274 219.29	351 647.92	625 867.21
Turkménistan	995 011.00	1 109 104.00	2 104 115.00
Turquie	4 909 014.08	5 482 107.31	10 391 121.39
Ukraine	2 212 524.26	2 478 323.72	4 690 847.98
Viet Nam	509 307.79	895 087.70	1 404 395.49
Zambie	99 908.21	104 540.76	204 448.97
Total	137 680 113.00	155 276 291.00	292 956 404.00

TABLEAUX COMMUNS AU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Tableau 35. Comparaison des recettes et des dépenses de l'exercice biennal 2004-2005 et de l'exercice biennal 2006-2007
(en francs)

	Exercice 2004-2005	Exercice 2006-2007
<i>Recettes</i>		
Contributions	34 444 888.00	34 702 690.00
Taxes	466 458 869.21	546 472 717.81
Publications	4 435 771.92	2 686 400.97
Arbitrage	2 452 620.42	3 198 199.91
Intérêts bancaires	8 930 737.52	15 792 452.14
Divers	6 005 688.77	6 437 890.55
Total recettes	522 728 575.84	609 290 351.38
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	368 391 144.60 *	376 135 268.52 *
<i>Voyages officiels et bourses</i>		
Missions de fonctionnaires	8 173 393.37	14 294 107.10
Voyages de tiers	9 628 547.29	17 323 074.58
Bourses	2 008 622.06	3 256 131.25
<i>Services contractuels</i>		
Conférences	2 882 719.42	4 532 477.14
Honoraires d'experts	1 689 235.62	1 626 320.28
Publications	1 445 419.46	492 736.82
Autres	34 789 175.51	44 079 748.00
<i>Dépenses de fonctionnement</i>		
Locaux et entretien	60 309 432.01	51 828 449.36 **
Communications et autres dépenses	11 787 350.00	11 169 918.31
<i>Matériel et fournitures</i>		
Mobilier et matériel	3 290 289.63	2 901 989.66
Fournitures	5 605 301.87	4 276 298.58
<i>Construction</i>	1 232 346.45	698 785.67 ***
Total dépenses	511 232 977.29	532 615 305.27
Excédent	11 495 598.55	76 675 046.11

* Ce montant inclut la dotation à la provision pour cessation de service et prestations médicales après cessation de service.

** Constitués pour la période biennale 2006-2007, de 2 716 400,00 francs d'amortissement d'emprunts, 21 149 235,39 francs de location de locaux et de 27 962 813.97 francs de charges courantes.

*** Les dépenses afférentes à la nouvelle construction incluent les honoraires du pilote, les honoraires de l'architecte pour la participation à l'analyse des offres des entreprises générales et la rémunération de diverses sociétés pour plusieurs études (eau du lac, électricité, sanitaire, autre).

Tableau 36. Bilan comparatif 2005-2007, Actif
(en francs)

	31 décembre 2005	31 décembre 2007
<i>Liquidités</i>		
Caisse	1 846.26	7 700.93
Chèques postaux	428 833.61	699 535.42
Comptes bancaires	250 554 658.62	361 577 604.04
	250 985 338.49	362 284 840.39
<i>Avances</i>		
Avances diverses	6 312 031.60	5 244 549.34
Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV)	765 149.74	839 827.69
Fonds de dépôt	1 163 746.31	668 957.76
	8 240 927.65	6 753 334.79
<i>Comptes débiteurs</i>		
Contributions à recouvrer (à l'exception des arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé))		
Union de Paris	2 882 530.00	2 756 280.00
Union de Berne	872 492.00	806 602.00
Union de l'IPC	41 279.00	31 464.00
Union de Nice	37 481.00	35 381.00
Union de Locarno	2 247.00	2 247.00
Convention OMPI	4 452.00	4 452.00
Contribution unique	3 397 409.00	2 858 801.00
	7 237 890.00	6 495 227.00
Arriérés de contributions des pays les moins avancés (PMA) inscrits au compte spécial (gelé)		
Union de Paris	3 133 935.00	3 110 722.00
Union de Berne	1 318 531.00	1 304 715.00
Convention OMPI	129 642.00	129 642.00
	4 582 108.00	4 545 079.00
Fonds de roulement à recouvrer		
Union de Paris	59 728.00	48 376.00
Union de Berne	8 602.00	6 622.00
Union du PCT	50.00	-
	68 380.00	54 998.00
Débiteurs divers	3 783 671.25	4 225 285.60
	15 672 049.25	15 320 589.60
<i>Transitoire actif</i>		
Comptes transitoires actifs	3 605 534.68	639 110.04
<i>Prêt</i>		
Prêt à la Fondation du Centre International de Genève	10 000 000.00	10 000 000.00
<i>Biens mobiliers et immobiliers</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	1.00	1.00
Bâtiments et amortissement	36 555 335.50	34 242 614.14
	36 555 336.50	34 242 615.14
Total	325 059 186.57	429 240 489.96

Tableau 37. Bilan comparatif 2005-2007, Passif
(en francs)

	31 décembre 2005	31 décembre 2007
<i>Exigible</i>		
Contributions reçues d'avance	1 984 756.00	274 509.00
Créanciers divers	87 224 827.17	94 087 532.04
Emprunts à long terme	34 125 375.00	31 336 175.00
	123 334 958.17	125 698 216.04
<i>Transitoire passif</i>		
Comptes transitoires passifs	5 410 231.30	2 323 394.17
<i>Répartition des taxes et provisions</i>		
Répartition des taxes	45 597 104.68	59 183 939.72
Provisions	23 761 666.31	38 404 667.81
	69 358 770.99	97 588 607.53
<i>Fonds de réserve</i>		
Unions financées par les contributions	17 678 315.97	20 393 148.33
Union du PCT	85 745 559.55	136 908 322.47
Union de Madrid	15 053 258.56	39 773 130.94
Union de La Haye	95 395.86	(599 445.09)
Union de Lisbonne	102 520.63	111 433.63
Centre d'arbitrage et de médiation	(62 212.57)	(1 298 706.17)
	118 612 838.00	195 287 884.11
<i>Fonds de roulement</i>		
Union de Paris	1 592 894.11	1 592 894.11
Union de Berne	1 300 000.00	1 300 000.00
Union de l'IPC	1 000 000.00	1 000 000.00
Union de Nice	160 000.00	160 000.00
Union de Locarno	29 494.00	29 494.00
Union du PCT	2 000 000.00	2 000 000.00
Union de Madrid	2 000 000.00	2 000 000.00
Union de La Haye	260 000.00	260 000.00
	8 342 388.11	8 342 388.11
Total	325 059 186.57	429 240 489.96
<i>Valeurs d'assurance</i>		
Mobilier, matériel et inventaires divers	53 658 677.00	51 401 000.00
Bâtiments	177 270 600.00	189 549 723.00
Garanties données à des tiers	1 996 325.00	1 822 665.00

Tableau 38. Relevé des recettes et des dépenses et évolution des fonds de réserve et des fonds de roulement (Relevé I)
pour la période se terminant le 31 décembre 2007

	Référence	OMPI (en milliers de francs suisses)		Fonds de dépôt (en milliers de francs suisses)	
		Exercice 2004-2005	Exercice 2006-2007	Exercice 2004-2005	Exercice 2006-2007
<i>Recettes</i>	<i>Tableau 14</i>				
Contributions		34 445	34 703	13 036	13 755
Autres/recettes diverses					
Recettes d'exploitation		471 917	557 990	-	-
Fonds reçus selon accord inter-organisations		848	1 125	-	-
Intérêts bancaires		8 931	15 792	121	503
Différence de change		396	(5 969)	291	(348)
Autres/divers		5 348	3 994	2	-
Ajustements concernant la période précédente		844	1 655	-	-
		522 729	609 290	13 450	13 909
<i>Dépenses</i>	<i>Tableau 11</i>	511 233	532 615	9 217	12 530
Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses		11 496	76 675	4 233	1 379
Transferts aux réserves	<i>Tableau 23</i>	15 701	78 606	4 233	1 379
(Transferts des réserves)	<i>Tableau 23</i>	(4 205)	(1 931)	-	-
Autres ajustements aux réserves et fonds de roulement		-	-	-	-
Autres ajustements		-	-	(2)	-
Réserves et fonds de roulement en début d'exercice		115 459	126 955	5 704	9 935
Réserves et fonds de roulement en fin d'exercice	<i>Tableau 23</i>	126 955	203 630	9 935	11 314

Tableau 39. Relevé des actifs, passifs, réserves et fonds de roulement (Relevé II)
au 31 décembre 2007

	Référence	OMPI (en milliers de francs suisses)		Fonds de dépôt (en milliers de francs suisses)	
		Exercice 2004-2005	Exercice 2006-2007	Exercice 2004-2005	Exercice 2006-2007
<i>Actifs</i>					
Liquidités et dépôts à terme	Tableau 36	250 985	362 285	11 079	11 921
Comptes débiteurs					
Contributions à recevoir des États membres	Tableau 36	11 888	11 095	-	-
Solde des fonds inter-organisations	Tableau 36	765	840	-	-
Autres*	Tableau 36	21 259	20 139	35	113
Autres actifs	Tableau 28	3 606	639	22	-
Terrains et constructions	Tableau 30	36 555	34 243	-	-
	Tableau 36	325 059	429 240	11 136	12 034
<i>Passifs</i>					
Contributions reçues d'avance	Tableau 20	1 985	275	-	-
Emprunts payables dans l'année		1 394	1 394	-	-
Engagements non réglés	Tableau 32	5 410	2 323	-	-
Comptes créanciers	Tableau 31	87 261	94 088	1 105	660
Autres passifs et provisions	Tableau 33, 34	69 359	97 589	10 031	11 374
Emprunts payables à plus d'une année		32 731	29 942	-	-
		198 140	225 610	11 136	12 034
<i>Réserves et fonds de roulement</i>					
Réserves en fin de période	Tableau 37	118 613	195 288	-	-
Fonds de roulement en fin de période	Tableau 37	8 342	8 342	-	-
		126 955	203 630	-	-
Total des passifs, réserves et fonds de roulement	Tableau 37	325 059	429 240	11 136	12 034

* Composé principalement ainsi, pour l'OMPI, pour l'exercice biennal 2006-2007 : avances diverses 5 245, débiteurs divers 4 225, prêt 10 000.

Tableau 40. Évolution des mouvements de trésorerie (Relevé III)
pour la période se terminant le 31 décembre 2007 (en milliers de francs)

	Exercice 2004-2005	Exercice 2006-2007
<i>Mouvements de trésorerie provenant d'activités d'exploitation</i>		
Excédent net (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	11 496	76 675
Augmentation (diminution) des provisions	13 213	14 643
(Augmentation) diminution des contributions à recevoir	1 280	793
(Augmentation) diminution du solde débiteur à recevoir d'inter-fonds	128	420
(Augmentation) diminution d'autres comptes débiteurs	(2 145)	626
(Augmentation) diminution d'autres comptes actifs	6 660	2 966
Augmentation (diminution) des contributions reçues d'avance	(329)	(1 710)
Augmentation (diminution) d'engagements non réglés	(3 737)	(3 087)
Augmentation (diminution) des comptes créanciers	27 865	6 863
Augmentation (diminution) d'autres comptes passifs	16 968	13 587
Moins : Intérêts financiers perçus	(8 931)	(15 792)
	62 468	95 983
<i>Mouvements de trésorerie provenant de placements et de financements</i>		
(Augmentation) diminution des investissements	-	-
(Augmentation) diminution des terrains et constructions	2 716	2 313
Plus : Intérêts financiers reçus	8 931	15 792
Augmentation (diminution) des emprunts	(2 789)	(2 789)
	8 858	15 316
<i>Mouvements de trésorerie provenant d'autres sources</i>		
Revenus affectés directement aux réserves	-	-
Transferts des réserves	-	-
Répartition aux États membres	-	-
Autres ajustements	-	-
	-	-
Augmentation (diminution) nette en liquidités et dépôts à terme	71 326	111 300
Liquidités et dépôts à terme en début d'exercice	179 659	250 985
Liquidités et dépôts à terme en fin d'exercice	250 985	362 285

FONDS DE DÉPÔT

Les Fonds de dépôt alloués par les donateurs sont présentés ci-après comme une comptabilité indépendante. Le bilan présente un résumé des résultats au 31 décembre 2007.

Enfin, chacun des trente fonds de dépôt est détaillé séparément afin de mieux comprendre et analyser les résultats.

Bilan

(au 31 décembre 2007)

Actif	Francs
<i>Liquidités</i>	
Comptes bancaires à vue (UBS SA)	3 390 659,92
Comptes bancaires à terme (UBS SA)	8 530 125,37
	11 920 785,29
<i>Avances</i>	
Demande de remboursement de l'impôt anticipé	112 885,62
	112 885,62
<i>Transitoire actif</i>	
Compte transitoire actif	
Total	12 033 670,91

Passif	Francs
<i>Exigible</i>	
Compte de liaison avec l'OMPI	645 343,98
Créanciers divers (fournisseurs)	14 738,12
Fonds de dépôt (selon détail)	11 314 019,41
	11 974 101,51
<i>Transitoire passif</i>	
Provision pour cessation de service	59 569,40
	59 569,40
Total	12 033 670,91

Recettes et dépenses - Exercice 2006-2007

(au 31 décembre 2007)

	Francs
<i>Recettes</i>	
Fonds reçus	15 616 398,53
Remboursement aux Gouvernements donateurs	(1 861 684,46)
Intérêts	502 574,17
Différence de change	(348 375,59)
Recettes diverses	0,96
	13 908 913,61
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel	2 946 163,97
Missions de fonctionnaires	983 283,50
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	4 089 635,61
Bourses	678 669,23
Services de conférences	566 937,81
Consultants et experts	383 376,68
Publications	45 514,76
Autres services contractuels	1 087 181,89
Locaux et entretien	45 799,23
Communications et autres dépenses	66 146,78
Mobilier et matériel	183 677,54
Fournitures	195 107,11
Frais administratifs	1 258 607,77
	12 530 101,88
Excédent de recettes	1 378 811,73

Fonds de dépôt au 31 décembre 2007
(exprimés en francs suisses)

Fonds de dépôt/Allemagne		
Solde, début d'exercice		190 838,89
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	507 490,32	
Intérêts	5 191,75	512 682,07
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	367 256,82	
Autres services contractuels	64,00	
Communications et autres dépenses	210,30	
Total des dépenses directes	367 531,12	
Frais administratifs	44 984,95	(412 516,07)
Fonds disponibles, fin d'exercice		291 004,89

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement d'Allemagne afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs auxiliaires.

Fonds de dépôt/Argentine		
Solde, début d'exercice		218 425,04
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	17 866,13	
Différence de change	(32 901,19)	(15 035,06)
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	340,51	
Total des dépenses directes	340,51	
Frais administratifs	-	(340,51)
Remboursement au Gouvernement argentin		(203 049,47)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Argentine et l'OMPI pour la modernisation de l'Office national de la propriété industrielle.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Autriche		
Solde, début d'exercice		13 608,71
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	262,50	262,50
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	160,90	
Total des dépenses directes	160,90	
Frais administratifs	9,65	(170,55)
Fonds disponibles, fin d'exercice		13 700,66

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Autriche afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Bhoutan		
Solde, début d'exercice		13 501.42
<i>Recettes</i>		-
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	2 008.50	
Mobilier et matériel	9 935.11	
Total des dépenses directes	11 943.61	
Frais administratifs	1 557.81	(13 501.42)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Bhoutan et l'OMPI pour l'établissement d'un système de propriété intellectuelle moderne.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Brésil		
Solde, début d'exercice		1 799 117,29
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 845 454,15	
Intérêts	129 547,51	
Différence de change	(210 521,86)	1 764 479,80
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	43 648,05	
Missions de fonctionnaires	28 090,64	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	436 724,25	
Services de conférences	16 363,20	
Consultants et experts	46 373,45	
Autres services contractuels	10 906,35	
Communications et autres dépenses	3 078,41	
Total des dépenses directes	585 184,35	
Frais administratifs	17 948,20	(603 132,55)
Remboursement au Gouvernement brésilien		(1 650 655,64)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 309 808,90

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Brésil et l'OMPI pour la modernisation et l'informatisation de l'Office national de la propriété industrielle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Centre du commerce international (CNUCED/OMC) I		
Solde, début d'exercice		343 161,77
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	175 481,81	
Intérêts	16 002,81	
Différence de change	13 683,48	205 168,10
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	52 297,05	
Missions de fonctionnaires	46 927,00	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	124 843,29	
Bourses	58 911,03	
Services de conférences	8 637,13	
Consultants et experts	22 316,99	
Autres services contractuels	41 175,25	
Communications et autres dépenses	4 816,79	
Mobilier et matériel	68 407,41	
Fournitures	21 539,54	
Total des dépenses directes	449 871,48	
Frais administratifs	31 188,73	(481 060,21)
Fonds disponibles, fin d'exercice		67 269,66

Note : Fonds de dépôt sous forme d'Arrangement inter-institutionnel entre le Centre du commerce international (CNUCED/OMC) et l'OMPI destiné à la réalisation d'un projet d'assistance technique au Pakistan. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Centre du commerce international (CNUCED/OMC) II		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	161 707,50	
Intérêts	5 355,58	
Différence de change	(10 272,03)	156 791,05
<i>Dépenses</i>		
Missions de fonctionnaires	14 461,20	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	14 898,10	
Services de conférences	2 753,16	
Consultants et experts	4 387,73	
Autres services contractuels	6 000,00	
Communications et autres dépenses	140,16	
Mobilier et matériel	35 410,69	
Fournitures	7 700,48	
Total des dépenses directes	85 751,52	
Frais administratifs	5 990,03	(91 741,55)
Fonds disponibles, fin d'exercice		65 049,50

Note : Fonds de dépôt sous forme d'Arrangement inter-institutionnel entre le Centre du commerce international (CNUCED/OMC) et l'OMPI destiné à la réalisation d'un projet d'assistance technique au Sri Lanka. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des Etats - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Communautés autochtones et locales accréditées		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	401 989,53	
Intérêts	3 868,85	
Différence de change	(26,06)	405 832,32
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	107 439,73	
Communications et autres dépenses	100,50	
Total des dépenses directes	107 540,23	
Frais administratifs	-	(107 540,23)
Fonds disponibles, fin d'exercice		298 292,09

Note : Fonds de dépôt sous forme de contributions volontaires (des gouvernements français, norvégien, sud-africain, suédois et suisse et du Christensen Fund) visant à faciliter la participation des représentants des communautés autochtones et locales accréditées aux travaux du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

Fonds de dépôt/Costa Rica		
Solde, début d'exercice		41 922,42
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	3 416,78	
Différence de change	(5 549,05)	(2 132,27)
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	160,65	
Total des dépenses directes	160,65	
Frais administratifs	-	(160,65)
Fonds disponibles, fin d'exercice		39 629,50

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement du Costa Rica et l'OMPI pour la modernisation des systèmes des brevets et des marques de l'Office national de la propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/El Salvador		
Solde, début d'exercice		90 544,40
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	7 877,50	
Différence de change	(11 335,62)	(3 458,12)
<i>Dépenses</i>		
Services de conférences	3 770,00	
Consultants et experts	1 966,84	
Autres services contractuels	12 905,37	
Communications et autres dépenses	160,65	
Total des dépenses directes	18 802,86	
Frais administratifs	-	(18 802,86)
Fonds disponibles, fin d'exercice		68 283,42

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Gouvernement d'El Salvador et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de propriété industrielle.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des États - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Espagne		
Solde, début d'exercice		361 813,97
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	973 138,36	
Intérêts	37 485,37	
Différence de change	22 572,99	1 033 196,72
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	351 799,90	
Missions de fonctionnaires	39 871,60	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	293 288,35	
Services de conférences	1 871,49	
Consultants et experts	3 620,00	
Autres services contractuels	131 761,90	
Communications et autres dépenses	822,29	
Mobilier et matériel	8 116,00	
Fournitures	2 570,48	
Total des dépenses directes	833 722,01	
Frais administratifs	103 437,32	(937 159,33)
Fonds disponibles, fin d'exercice		457 851,36

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Espagne destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays de l'Amérique latine.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Etats-Unis d'Amérique/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		661 002,69
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 495 000,00	
Intérêts	83 853,50	
Différence de change	(99 315,04)	1 479 538,46
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel *	86 267,50	
Missions de fonctionnaires	135 287,76	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	117 334,51	
Services de conférences	138 116,58	
Consultants et experts	33 292,25	
Publications	3 193,88	
Autres services contractuels	439 121,81	
Communications et autres dépenses	2 066,18	
Total des dépenses directes	954 680,47	
Frais administratifs	125 902,44	(1 080 582,91)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 059 958,24

* Les dépenses sous la rubrique Dépenses de personnel ont été extournées du Fonds en 2008 et affectées au budget ordinaire de l'OMPI.

Notes. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis (USPTO) et l'OMPI dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des Etats - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Etats-Unis d'Amérique/Droits de propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	112 000,00	112 000,00
<i>Dépenses</i>		
Total des dépenses directes	-	
Frais administratifs	-	-
Fonds disponibles, fin d'exercice		112 000,00

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre l'Office des brevets et des marques des Etats -Unis (USPTO) et l'OMPI dans le domaine des droits de propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des Etats - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Finlande/Droit d'auteur I		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	49 557,52	
Intérêts	40,75	
Différence de change	296,44	49 894,71
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	20,00	
Total des dépenses directes	20,00	
Frais administratifs	2,60	(22,60)
Fonds disponibles, fin d'exercice		49 872,11

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre la Société finlandaise du droit d'auteur et l'OMPI dans le domaine des activités de sa Division des industries et de la création du Bureau de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle.

Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Finlande/Droit d'auteur II		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	39 855,07	
Intérêts	407,04	
Différence de change	1 688,70	41 950,81
<i>Dépenses</i>		
Autres services contractuels	4 162,91	
Communications et autres dépenses	100,22	
Total des dépenses directes	4 263,13	
Frais administratifs	-	(4 263,13)
Fonds disponibles, fin d'exercice		37 687,68

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI dans le domaine des activités de sa Division des industries et de la création du Bureau de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/Finlande/Droit d'auteur III		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	66 076.70	66 076.70
<i>Dépenses</i>		
Total des dépenses directes	-	
Frais administratifs	-	-
Fonds disponibles, fin d'exercice		66 076.70

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Ministère finlandais de l'éducation et de la culture et l'OMPI dans le domaine des activités de son Secteur du droit d'auteur et des droits connexes.
Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en euros.

Fonds de dépôt/France/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		92 900,42
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	953,35	953,35
<i>Dépenses</i>		
Missions de fonctionnaires	(3 361,45)	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	70 641,41	
Services de conférences	6 225,48	
Consultants et experts	3 360,00	
Autres services contractuels	3 923,19	
Communications et autres dépenses	167,30	
Total des dépenses directes	80 955,93	
Frais administratifs	10 524,32	(91 480,25)
Fonds disponibles, fin d'exercice		2 373,52

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la France destiné au programme de coopération de l'OMPI pour le développement dans le domaine de la formation en droit d'auteur.

Fonds de dépôt/France/Propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		474 889.48
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	600 000.00	
Intérêts	16 534.15	
Différence de change	(106.01)	616 428.14
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	326 236.46	
Services de conférences	15 489.70	
Consultants et experts	25 717.70	
Autres services contractuels	23 500.00	
Communications et autres dépenses	549.24	
Total des dépenses directes	391 493.10	
Frais administratifs	50 907.30	(442 400.40)
Fonds disponibles, fin d'exercice		648 917.22

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la France destiné au programme de coopération de l'OMPI pour le développement dans le domaine de la propriété industrielle (Union de Paris).

Fonds de dépôt/Italie/Administrateurs auxiliaires		
Solde, début d'exercice		45 999,50
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	98,40	98,40
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	22 229,20	
Missions de fonctionnaires	10 873,17	
Communications et autres dépenses	80,00	
Total des dépenses directes	33 182,37	
Frais administratifs	5 130,42	(38 312,79)
Remboursement au Gouvernement italien		(7 785,11)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note : Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de l'Italie afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/Italie/Propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	991 860.60	
Intérêts	196.85	992 057.45
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	20.00	
Total des dépenses directes	20.00	
Frais administratifs	-	(20.00)
Fonds disponibles, fin d'exercice		992 037.45

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Gouvernement italien et l'OMPI dans le domaine de la promotion de la propriété intellectuelle et de la lutte contre la contrefaçon et le piratage des multimédias.

Fonds de dépôt/Jamahiriya arabe libyenne		
Solde, début d'exercice		124 178,46
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	3 245,75	3 245,75
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	160,00	
Total des dépenses directes	160,00	
Frais administratifs	-	(160,00)
Fonds disponibles, fin d'exercice		127 264,21

Note : Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération entre le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne et l'OMPI pour la modernisation et le renforcement du système national de propriété industrielle.

Fonds de dépôt/Japon/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		749 235,86
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 171 614,00	
Intérêts	19 332,05	
Différence de change	(629,76)	1 190 316,29
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	262 301,51	
Missions de fonctionnaires	144 749,78	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	489 531,38	
Bourses	32 714,71	
Services de conférences	45 928,03	
Consultants et experts	35 306,06	
Autres services contractuels	14 500,00	
Communications et autres dépenses	1 235,25	
Total des dépenses directes	1 026 266,72	
Frais administratifs	131 506,85	(1 157 773,57)
Fonds disponibles, fin d'exercice		781 778,58

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération de l'OMPI pour le développement dans le domaine des droits d'auteur et droits connexes.

Fonds de dépôt/Japon/Propriété industrielle		
Solde, début d'exercice		3 202 372,31
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	3 705 730,53	
Intérêts	85 194,65	
Différence de change	(3 886,85)	3 787 038,33
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	793 580,80	
Missions de fonctionnaires	396 970,40	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	1 482 123,94	
Bourses	587 043,49	
Services de conférences	284 570,18	
Consultants et experts	134 269,69	
Publications	37 483,66	
Autres services contractuels	93 468,73	
Locaux et entretien	45 799,23	
Communications et autres dépenses	44 528,73	
Mobilier et matériel	40 828,04	
Fournitures	112 743,69	
Total des dépenses directes	4 053 410,58	
Frais administratifs	525 512,90	(4 578 923,48)
Fonds disponibles, fin d'exercice		2 410 487,16

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement du Japon destiné au programme de coopération de l'OMPI pour le développement dans le domaine de la propriété industrielle.

Fonds de dépôt/Organisation internationale de la francophonie (OIF)		
Solde, début d'exercice		103 361,95
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	1 064,50	1 064,50
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	61 333,85	
Communications et autres dépenses	160,30	
Total des dépenses directes	61 494,15	
Frais administratifs	8 338,50	(69 832,65)
Fonds disponibles, fin d'exercice		34 593,80

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire de l'OIF afin de mettre à disposition de l'OMPI un administrateur auxiliaire.

Fonds de dépôt/République de Corée/Administrateur professionnel		
Solde, début d'exercice		220 933,38
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 011 561,30	
Intérêts	10 094,10	1 021 655,40
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	636 230,66	
Communications et autres dépenses	401,80	
Total des dépenses directes	636 632,46	
Frais administratifs	79 394,65	(716 027,11)
Fonds disponibles, fin d'exercice		526 561,67

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de la République de Corée afin de mettre à disposition de l'OMPI des administrateurs professionnels.

Fonds de dépôt/République de Corée/Droit d'auteur		
Solde, début d'exercice		-
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 004 083,33	
Intérêts	14 023,70	1 018 107,03
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	235 290,42	
Missions de fonctionnaires	25 207,65	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	115 696,32	
Services de conférences	11 002,36	
Consultants et experts	4 777,00	
Publications	4 837,22	
Autres services contractuels	25 000,00	
Communications et autres dépenses	120,40	
Total des dépenses directes	421 931,37	
Frais administratifs	-	(421 931,37)
Fonds disponibles, fin d'exercice		596 175,66

Note. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord entre le Ministère de la culture et du tourisme de la République de Corée et l'OMPI destiné au programme de coopération de l'OMPI pour le développement, dans le domaine du droit d'auteur dans les pays en développement.

Fonds de dépôt/République de Corée/Propriété intellectuelle		
Solde, début d'exercice		1 051 760,10
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	1 126 675,76	
Intérêts	29 536,15	
Différence de change	787,07	1 156 998,98
<i>Dépenses</i>		
Dépenses de personnel	33 928,21	
Missions de fonctionnaires	144 205,75	
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	463 258,62	
Services de conférences	32 210,50	
Consultants et experts	16 991,24	
Autres services contractuels	197 486,00	
Communications et autres dépenses	1 241,50	
Mobilier et matériel	12 567,98	
Fournitures	42 940,00	
Total des dépenses directes	944 829,80	
Frais administratifs	115 167,05	(1 059 996,85)
Fonds disponibles, fin d'exercice		1 148 762,23

Note. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord entre l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et l'OMPI destiné au programme de coopération pour le développement de l'OMPI, dans le domaine de la propriété intellectuelle dans les pays en développement et les pays les moins avancés.

Fonds de dépôt/Réseau universitaire international de Genève (RUIG)		
Solde, début d'exercice		28 332,07
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	170 260,00	
Intérêts	2 269,75	172 529,75
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	45 528,11	
Consultants et experts	50 997,73	
Autres services contractuels	83 206,38	
Communications et autres dépenses	160,70	
Total des dépenses directes	179 892,92	
Frais administratifs	-	(179 892,92)
Fonds disponibles, fin d'exercice		20 968,90

Note. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord entre le RUIG et l'OMPI relatif au financement du projet "Réseaux de recherche et propriété intellectuelle : un modèle pour soutenir les chercheurs des pays en développement dans le développement, la protection et l'exploitation des résultats de recherche en matière de santé."

Fonds de dépôt/Suède		
Solde, début d'exercice		9 662,00
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	-	
Intérêts	163,91	
Différence de change	0,96	
Autres recettes	(15,61)	149,26
<i>Dépenses</i>		
Communications et autres dépenses	100,66	
Mobilier et matériel	8 412,31	
Total des dépenses directes	8 512,97	
Frais administratifs	1 104,05	(9 617,02)
Remboursement au Gouvernement suédois		(194,24)
Fonds disponibles, fin d'exercice		-

Note. Fonds de dépôt sous forme de contribution volontaire du Gouvernement de Suède destiné au support de la modernisation de l'Office de l'enregistrement de propriété industrielle du Nicaragua. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des Etats - Unis d'Amérique.

Fonds de dépôt/Uruguay		
Solde, début d'exercice		97 645,55
<i>Recettes</i>		
Fonds reçus	6 862,05	
Intérêts	8 690,79	
Différence de change	(12 845,19)	2 707,65
<i>Dépenses</i>		
Participation de fonctionnaires nationaux et conférenciers	2 091,14	
Communications et autres dépenses	3 034,84	
Fournitures	7 612,92	
Total des dépenses directes	12 738,90	
Frais administratifs	-	(12 738,90)
Fonds disponibles, fin d'exercice		87 614,30

Note. Fonds de dépôt sous forme d'un Accord de coopération technique entre le Gouvernement de l'Uruguay et l'OMPI pour le développement du système national de la propriété intellectuelle. Les comptes et les rapports financiers de ce fonds de dépôt sont tenus en dollars des Etats-Unis d'Amérique.

NOTES CONCERNANT LE RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE 2006-2007

OMPI : les objectifs de l'Organisation

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est une organisation intergouvernementale dont le siège est à Genève. C'est l'une des 16 institutions spécialisées du système des Nations Unies.

L'OMPI est chargée de promouvoir la protection de la propriété intellectuelle à travers le monde par la coopération des États et d'assurer l'administration de divers traités multilatéraux touchant aux aspects juridiques et administratifs de la propriété intellectuelle.

Aperçu des grands principes comptables

L'Organisation tient des comptes distincts pour les activités relevant du budget ordinaire et pour celles relevant des projets d'assistance technique exécutés par l'OMPI et financés par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres donateurs (fonds de dépôt).

Le rapport de gestion financière 2006-2007 couvre le budget ordinaire de l'OMPI pour l'exercice biennal 2006-2007 se terminant le 31 décembre 2007. Il a été établi conformément aux traités administrés par l'OMPI, au Règlement financier de l'OMPI et à son règlement d'exécution ainsi qu'en accord avec les décisions particulières des organes directeurs, et en application des normes comptables pour le système des Nations Unies (NCSNU) telles qu'elles sont définies dans le document de l'ONU A/48/530 daté du 29 octobre 1993 et régulièrement amendées.

Les Organisations qui font partie du système des Nations Unies ont approuvé l'adoption des normes comptables IPSAS (International Public Sector Accounting Standards) qui devront s'appliquer en 2010.

Ces normes sont plus prescriptives et plus exigeantes que les normes NCSNU actuellement utilisées. Elles prévoient, en particulier, la reconnaissance comptable des obligations actuarielles liées à la séparation de service ou aux prestations médicales fournies aux fonctionnaires retraités ainsi que la dépréciation des actifs.

L'OMPI s'efforce de préparer cette transition et, lors des exercices biennaux 2004-2005 et 2006-2007, a entrepris d'augmenter le montant des dotations aux provisions qui sont liées aux cessations de services et aux prestations médicales dues après la cessation de service.

Le rapport de gestion financière est présenté conformément aux principes suivants :

La continuité des activités, la permanence des méthodes et le principe du fait générateur sont des conventions comptables de base. Lorsque ces conventions de base sont respectées, il n'en est pas fait mention. En revanche, si une convention de base n'est pas observée, il en est fait mention et les raisons sont indiquées.

Le choix et l'application des principes comptables sont guidés par les principes de prudence, de prééminence de la réalité sur l'apparence et d'importance relative.

Les dépenses, les recettes, l'actif et le passif sont comptabilisés sur le principe du fait générateur.

Les dépenses incluent les charges reçues ou à recevoir.

Les bâtiments apparaissent dans le bilan au coût de construction et, à l'exception du nouveau bâtiment, sont amortis au taux de remboursement du prêt. En ce qui concerne l'immeuble de Madrid, il est à noter qu'en tant qu'investissement financier cet immeuble ne peut pas être amorti.

Conversion des monnaies :

Les comptes de l'Organisation sont exprimés en francs suisses. Les éléments libellés dans d'autres monnaies sont convertis en francs suisses au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur au 1er janvier 2008.

Les contributions en nature reçues ou à recevoir et leur valeur correspondante ne sont pas comptabilisées.

Les contributions fixées :

En vertu de l'Article 9.4 du Règlement financier de l'OMPI applicable en 2006-2007, les versements effectués par un État membre sont d'abord portés à un crédit au fonds de roulement, puis viennent en déduction des contributions qui lui incombent dans l'ordre chronologique des années pour lesquelles elles sont dues. Les contributions reçues d'avance sont considérées comme des passifs et comptabilisées comme recettes de l'exercice auquel elles se rapportent.

Les contributions en nature :

Le Gouvernement suisse endosse la plus grande partie des coûts de vérification des comptes. La décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur le prêt accordé par la FIPOI (Fondation des Immeubles pour les Organisations internationales) représente pour l'Organisation une économie d'environ 2,8 millions de francs suisses par biennium. La décision du Conseil de l'État de Genève d'interrompre le prélèvement du droit de superficie à compter du 1er janvier 1997, représente pour l'Organisation une économie annuelle de plus de 200 000 francs suisses.

Les garanties données à des tiers :

L'Organisation a accordé à différents bailleurs des garanties de loyer pour un montant total de 1 822 665 francs suisses, conformément aux usages locaux (voir tableau 17). À fin 2005, ce montant s'élevait à 1 996 325 francs suisses.

Réserves

Lors de la 38e session de l'Assemblée de Madrid, qui s'est tenue à Genève du 24 septembre au 3 octobre 2007, le financement de la modernisation du système informatique de l'enregistrement international des marques et des dessins et modèles a été approuvé. La phase I de ce programme sera mise en place en 2008-2009 et financée au moyen d'un million de francs suisses au titre du programme 18, 1,9 millions de francs suisses au titre du programme 27 et 2,128 millions de francs suisses de la réserve de l'Union de Madrid en 2008, c'est-à-dire après imputation de l'excédent budgétaire de l'Union de Madrid à fin 2007.

Il faut aussi noter que l'Assemblée a décidé de maintenir l'objectif du niveau de réserves et de fonds de roulement de l'Union de Madrid à 25% des dépenses estimées pour le biennium et d'affecter tout surplus au-delà de ce montant au financement des phases II et III du programme de modernisation du système informatique.

Provisions

L'Organisation, dans le cadre normal de ses activités, fait face à des litiges. Sans vouloir anticiper le résultat des litiges en cours, mais aussi et surtout pour exercer une gestion financière prudente, ces litiges ont fait l'objet de provisions qui ont été estimées sur la base des connaissances disponibles. Ces provisions se montent à 304 351 francs suisses.

L'OMPI est une organisation affiliée participant à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies créée pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La caisse des pensions est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies. L'Organisation est tenue, sur le plan financier, de verser à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, plus la part de tout paiement exigé au titre de la couverture des déficits en vertu de l'Article 26 des statuts de la caisse. Les sommes destinées à la couverture des déficits ne doivent être payées que si l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'Article 26, une fois établi que le versement de telles sommes est nécessaire à partir de la situation actuarielle de la caisse à la date de l'évaluation. Il n'a pas été considéré comme nécessaire de procéder, à l'heure actuelle, au versement de telles sommes.

En ce qui concerne la Caisse de retraite (fermée) de l'OMPI, l'Organisation a pour obligation de rembourser aux membres du Conseil de fondation, y compris son président, toute somme d'argent qu'ils pourraient être condamnés à payer en leur qualité de membres du Conseil de fondation ou du fait d'actes accomplis par eux en cette qualité.

D'autre part, l'OMPI est dans l'obligation contractuelle de rembourser à la Caisse de retraite (fermée) de l'OMPI les montants des compléments versés à ses membres entre 60 et 65 ans. À fin 2007, la valeur actuarielle de ces compléments, qui se monte à 246 913,55 francs suisses, a fait l'objet d'une provision.

Enfin, par jugement du tribunal administratif de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), en date du 7 février 2007, l'OMPI a été amenée à verser aux membres de la caisse (fermée) de l'OMPI les montants auxquels ils auraient eu droit si les mesures d'assainissement prises par la Caisse (fermée) de l'OMPI en 2005 n'avaient pas été introduites. Sur la base d'une expertise actuarielle, effectuée par un Cabinet indépendant en juillet 2007, ces montants sont estimés à 2 528 128 francs suisses au 31 décembre 2006 sur la base d'un dollar équivalent à 1,21 franc suisse. Ces montants n'ont pas été provisionnés, en accord avec les normes comptables applicables au système des Nations Unies.

L'OMPI est dans l'obligation contractuelle de payer des indemnités de départ à certaines catégories de fonctionnaires au moment de leur cessation de service. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en novembre 2007 par un bureau de consultants indépendant, cet engagement a été estimé à 18,4 millions de francs suisses à fin 2007.

L'OMPI est dans l'obligation contractuelle de fournir des prestations médicales à ses fonctionnaires après la cessation de service, sous forme de primes au titre du régime d'assurance maladie et accident. Sur la base d'une évaluation actuarielle effectuée en novembre 2007 par un bureau de consultants indépendant, cet engagement a été estimé à 64,6 millions de francs suisses à fin 2007.

Les normes NCSNU n'obligent pas l'Organisation à comptabiliser ces engagements. Les normes IPSAS qui seront applicables au plus tard en 2010 imposeront de le faire.

Afin de préparer la transition à ces nouvelles normes, mais aussi et surtout pour exercer une gestion financière prudente, l'Organisation a décidé de porter le montant de sa provision de 24 millions à 37,8 millions de francs en dotant cette provision d'un montant équivalent à 6% de la masse salariale biennale des postes réguliers de l'Organisation, comme cela avait déjà été fait au cours du biennium précédent.

Valeurs d'assurance

La valeur d'assurance du mobilier, du matériel et des équipements se monte à 51 401 000 francs suisses. La valeur d'assurance des bâtiments se monte à 189 549 723 francs suisses, dont 4 915 900 francs suisses pour l'immeuble de l'Union de Madrid à Meyrin.

VÉRIFICATION ET APPROBATION

Ce rapport de gestion financière a été fait à Genève (Suisse), le 31 juillet 2008.

Ces comptes ont été vérifiés par le Gouvernement suisse en sa qualité de vérificateur des comptes nommé par l'Assemblée générale de l'OMPI et les Assemblées des Unions de Paris, de Berne, de l'IPC, de Nice, de Locarno, de Vienne, du PCT, de Madrid, de La Haye, de Lisbonne et du TRT. Son rapport et l'opinion de vérification sont datés du 14 juillet 2008.

Le Directeur général :

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end, followed by a period.

Kamil Idris